



AMÉLIORER LA PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES à travers tout le CYCLE ÉLECTORAL



Guide de bonne pratique

AMÉLIORER LA PARTICIPATION
POLITIQUE DES JEUNES
à travers tout le
CYCLE ÉLECTORAL

Guide de bonne pratique

« Les jeunes devraient pouvoir participer à la prise de décisions
aux niveaux local, national et mondial. »

— Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon

■ REMERCIEMENTS

Cette publication n'aurait pas pu voir le jour sans la contribution centrale d'Anna Lührmann, qui a été l'auteur principal de ce guide.

Ce guide contient des idées originales, des suggestions, des expériences et des connaissances partagées par de nombreuses personnes; notamment, par ordre alphabétique, Abla Amawi, Kwabena Asante-Ntiamoah, Julie Ballington, Ruth Beekmans, Alissar Chaker, Kevin Deveaux, Georgina de la Fuente, Aleida Ferreyra, Hassan Hussein, Ravi Karkara, Jamshed Kazi, Nina Kolybashkina, Linda Maguire, Noha El-Mikawy, Mohamed Al Sharif, Jennifer Shaw, Wolfgang Stuppert, Anita Vandenbeld et Jonathan Zigrand. Un remerciement particulier à Aleida Ferreyra qui a supervisé et édité le guide, et à Manuela Matzinger pour son important travail de recherche et de soutien à l'élaboration du guide. Un remerciement particulier à Gretchen Luchsinger pour la révision du texte du guide.

Le Groupe de la gouvernance démocratique du Bureau des politiques de développement est particulièrement reconnaissant des éclairages et des commentaires approfondis apportés par les membres du Mécanisme de coordination inter-agences pour l'assistance électorale (ICMEA) : Begoña Lasagabaster (ONU Femmes), Elizabeth Moorsmith (Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques) et Herbert Loret (Département des opérations de maintien de la paix).

Une réunion de travail régionale du PNUD au Caire en Février 2012 a offert de précieuses contributions, tout comme les groupes de discussion et entrevues avec de jeunes activistes égyptiens et professionnels du développement. La réunion globale des acteurs *Youth 21* [Jeunesse 21] organisée par le PNUD et ONU-Habitat à Nairobi en Mars 2012 a permis d'identifier d'autres exemples de bonnes pratiques.

Les publications de plusieurs organisations différentes ont été utilisées pour l'élaboration de ce guide. Dans la mesure du possible, des hyperliens ont été insérés pour permettre à l'utilisateur un accès direct au document original.

Conception Graphique: Green Communication Design inc. (www.greencom.ca)

Traduction: Lysiane Darnat

TABLE DES MATIÈRES

2	SIGLES ET ACRONYMES
3	SYNTHÈSE
11	INTRODUCTION
19	PARTIE A : EXAMEN DES BONNES PRATIQUES ET DES STRATÉGIES
21	(1) Cadre juridique
24	(2) Période pré-électorale
31	(3) Période électorale
34	(4) Période post-électorale
36	Conclusion
37	PARTIE B : RESSOURCES
38	Annexe 1 : Sélection d'exemples de bonne pratique
61	Annexe 2 : Résolutions et documents cadres internationaux
63	RÉFÉRENCES

■ SIGLES ET ACRONYMES

IFES	Fondation internationale pour les systèmes électoraux
International IDEA	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale
NDI	Institut national démocratique pour les affaires internationales
OGE	Organisme de gestion électorale
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU-DAES	Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
OSC	Organisation de la société civile
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UIP	Union interparlementaire
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence américaine pour le développement international

Synthèse

Les jeunes âgés de 15 à 25 ans représentent un cinquième de la population mondiale. S'ils sont souvent impliqués dans des processus informels, politiquement pertinents, tels que l'activisme ou l'engagement civique, ils ne sont pas formellement représentés dans les institutions politiques nationales telles que les parlements et beaucoup d'entre eux ne participent pas aux élections. Cela peut avoir un impact sur la qualité de la gouvernance démocratique.

■ L'inclusion des jeunes dans la vie politique formelle est importante, comme l'ont démontré les soulèvements populaires dans les pays arabes et les différents mouvements d'occupation [Occupy movements] en 2011/2012. Dans les pays en transition, de nouvelles idées et un nouveau leadership peuvent aider à surmonter les pratiques autoritaires. Là où des manifestations menées par des jeunes ont chassé les régimes autoritaires du pouvoir, une grande frustration pourrait se développer si les jeunes ne sont pas inclus dans les nouvelles prises de décisions formelles. Cela peut déstabiliser la démocratisation et accélérer les dynamiques de conflit.

La communauté internationale a reconnu l'importance de la participation des jeunes aux systèmes politiques, y compris à travers plusieurs conventions internationales et résolutions de l'ONU (voir l'annexe 2). Conformément à ces engagements, le PNUD considère la jeunesse comme une force positive pour le changement social transformateur, et il a pour but d'aider à améliorer la participation politique des jeunes. Ce guide résume certaines bonnes pratiques qui peuvent être considérées par le PNUD, et d'autres professionnels du développement et acteurs électoraux dans leur travail vers cet objectif.

Un principe de base est que le soutien à la participation politique des jeunes devrait s'étendre tout au long du cycle électoral. Le développement des capacités pour les jeunes candidats, par exemple, s'est avéré plus efficace sous forme d'effort continu que comme une activité ponctuelle trois mois avant une élection. Les jeunes qui participent activement à leur communauté, très tôt, sont plus susceptibles de devenir des citoyens et des électeurs engagés. Ce guide décrit certains points d'entrée, avant, pendant et après les élections, en s'appuyant sur l'approche « cycle électoral » du PNUD, qui met l'accent sur des interventions stratégiques au-delà de l'événement électoral.

Un autre principe de base est que la participation politique des jeunes doit être significative et efficace, allant au-delà des gestes symboliques. Le développement des capacités est une mesure globale, et s'il est essentiel de renforcer les capacités individuelles, les capacités des organisations et la mesure dans laquelle un environnement permet aux individus et institutions de participer aux processus politiques peuvent également être prises en compte.

jeunesse

« Personne ne naît bon citoyen ; aucune nation ne naît démocratie. Mais pour tous deux, il s'agit plutôt de processus en constante évolution. Les jeunes doivent être inclus dès leur naissance. Une société qui se coupe de sa jeunesse se coupe de sa source de vie et se condamne à mort. »

— Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies

Il s'est avéré bénéfique que les interventions visant à aider les jeunes soient le plus possible conduites par des jeunes. Elles peuvent encourager les jeunes à participer à la gestion de projet, fonder des partenariats avec des initiatives de jeunes, et faciliter l'inclusion des jeunes dans les processus de consultation nationaux et locaux, notamment par le biais des nouvelles technologies. Suivre une approche fondée sur les droits suppose de considérer les jeunes comme des agents potentiels de changement — comme faisant partie de la solution et non comme un problème à résoudre par d'autres. En outre, les jeunes ne forment pas un bloc homogène et d'autres facteurs sociaux (tels que le genre, la zone d'habitation rurale ou urbaine, l'ethnie et la langue, entre autres) doivent être pris en compte dans la conception des interventions. Pour faire passer un message fort d'inclusion des jeunes, les initiatives devraient être transparentes, respectueuses et responsables. Pour être pertinentes, elles peuvent se rattacher aux préoccupations spécifiques des jeunes telles que le chômage, l'environnement ou le VIH/Sida.

L'élaboration de ce guide a demandé une étude intensive de rapports et d'analyses du monde entier. Les points de vue de professionnels du développement et de jeunes ont été sollicités au moyen d'entretiens par courrier électronique et de groupes de discussion lors d'une réunion au Caire. La recherche a abouti à l'identification de 21 points d'entrée potentiels pour le PNUD et d'autres organisations impliquées dans le soutien à la participation politique des jeunes. Des études de cas figurent dans la Partie B de ce guide, à la suite d'une introduction, d'un examen et d'une analyse. L'examen commence par une revue des cadres juridiques, et explore ensuite les points d'entrée pour l'assistance, en coopération avec les différents acteurs électoraux, dans les périodes pré-électorale, électorale et post-électorale (voir également le tableau 1).

CADRE JURIDIQUE

Un cadre juridique adapté aux jeunes est essentiel pour permettre leur participation politique. Dans un tiers des pays, les lois prévoient un âge d'éligibilité pour siéger au parlement de 25 ans ou plus, créant un décalage entre l'âge légal de majorité et/ou de vote d'une part, et l'âge auquel une personne peut remplir une fonction élective.

Puisque les **gouvernements et parlements nationaux** peuvent revoir le cadre juridique, ils peuvent envisager :

1. L'alignement de l'âge minimum pour voter et de l'âge minimum pour se présenter aux élections ;
2. L'introduction de quotas de jeunes et de femmes dans les lois électorales ; et
3. D'identifier et d'éliminer les obstacles légaux spécifiques au contexte empêchant la participation des jeunes, afin par exemple de faciliter l'enregistrement des organisations de jeunes.

Les **organisations de la société civile (OSC) et les partis politiques** pourraient :

1. Examiner et discuter du cadre juridique pour la participation des jeunes ;
2. Envisager des propositions pour un cadre juridique adapté aux jeunes ; et
3. Faire campagne pour des changements.

EXEMPLE 1 : En Turquie, plusieurs organisations de jeunes et conseils locaux de jeunes ont fait campagne avec succès pour abaisser l'âge d'éligibilité au parlement de 30 à 25 ans.

Le **PNUD et autres organismes d'assistance électorale** peuvent appuyer un examen juridique en :

1. Effectuant des recherches sur les cadres juridiques qui ont été favorables à la participation politique des jeunes ;
2. Fournissant des conseils techniques aux gouvernements nationaux ; et en
3. Soutenant les processus de dialogue et de consultation sur les cadres juridiques adaptés aux jeunes.

■ 4 Améliorer la participation politique des jeunes à travers tout le cycle électoral

PÉRIODE PRÉ-ÉLECTORALE

La période pré-électorale est cruciale pour encourager et soutenir la participation des jeunes aux élections. L'engagement civique des jeunes et l'existence de partis politiques adaptés aux jeunes sont des éléments fondateurs importants, étant donné que l'éducation à la citoyenneté active est plus efficace si les élèves ne se contentent pas de lire sur le sujet dans les manuels, mais qu'ils l'expérimentent eux-mêmes.

Les OSC dirigées par des jeunes et leurs réseaux sont d'importants moyens de participation pour de nombreux jeunes à travers le monde. Selon les facteurs contextuels, elles peuvent avoir un impact positif sur leurs communautés et créer des espaces de participation. Le PNUD peut établir des partenariats avec les OSC, les institutions éducatives et les médias pour :

1. Encourager une participation des jeunes et une éducation civique continues dans les écoles et les universités.

EXEMPLE 2 : Dans les écoles du soir du *Barefoot College* [Université aux pieds-nus] en Inde, les enfants ont des droits étendus de participation directe dans les affaires scolaires.

EXEMPLE 3 : *Project Citizen* [Projet citoyen], une initiative mondiale, utilise les ressources disponibles dans chaque communauté, telles que les enseignants, les étudiants et les processus de politique publique, pour enseigner la participation citoyenne et donner aux jeunes la possibilité de devenir des acteurs de changement.

2. Concevoir des programmes de formation comme pépinières de nouveaux projets.

EXEMPLE 4 : Les camps de la démocratie de la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES) au Kirghizistan invitent des lycéens des régions rurales à participer à des camps interactifs et ludiques, où ils apprennent sur les valeurs démocratiques, le leadership, le travail d'équipe, sur leur rôle en tant que citoyens, et comment militer pour le changement dans leur société.

EXEMPLE 5 : La série d'ateliers *Asian Young Leaders in Governance* [Jeunes Leaders Asiatiques dans la Gouvernance] du PNUD a encouragé les participants à répercuter les formations en compétences de leadership dans leur pays d'origine.

3. Soutenir les organisations de développement communautaire et de bénévolat dirigées par des jeunes.

EXEMPLE 6 : En Turquie, « l'Organisation Jeunes bénévoles » a soutenu les jeunes dans un quartier défavorisé d'Istanbul.

EXEMPLE 7 : En Afghanistan, le Bureau de liaison tribale fondé par des jeunes comble le fossé entre les chefs tribaux et les autorités gouvernementales officielles et les partenaires du développement.

4. Fournir un soutien flexible et facile d'accès à des projets de jeunes innovants de petite échelle.

EXEMPLE 8 : Au Kosovo, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) offre aux jeunes un soutien conceptuel et financier pour tout projet considéré comme une idée novatrice pour le bien social. Les jeunes peuvent former des groupes ad hoc et faire l'expérience des résultats directs de l'engagement civique.

5. Comblent le fossé numérique avec les téléphones portables et la radio.

EXEMPLE 9 : Au Népal, l'UNICEF soutient le projet *Voices of Youth* [Voix des jeunes]. Chaque semaine, une équipe de radio formule un sujet ou une question et demande aux auditeurs de participer à la discussion par le biais de messages SMS gratuits. La discussion est également accessible en ligne.

6. Utiliser les plates-formes en ligne pour le partage des connaissances et le développement de réseaux entre les jeunes engagés politiquement.

EXEMPLE 10 : Les médias sociaux, blogs et autres outils en ligne peuvent donner à de jeunes citoyens instruits une voix pour l'activisme politique et ouvrent des voies d'interaction directe entre les responsables gouvernementaux et les jeunes. L'initiative mondiale basée au Canada *TakingITGlobal* a joué un rôle actif dans ce domaine.

Dans de nombreux pays, les relations entre les jeunes et les partis politiques sont tendues. Pour briser le cycle du scepticisme et de la méfiance, les jeunes peuvent acquérir les compétences et la motivation pour réussir à interagir avec les partis politiques. Dans le même temps, les partis politiques pourraient être encouragés à créer des espaces pour eux en éliminant les barrières à l'engagement des jeunes.

Dans certains contextes, les sections jeunesse des partis politiques ont joué un rôle central, en fournissant une base sympathisante pour les jeunes membres, en les retenant et en les formant, et en se rapprochant des jeunes électeurs. Le PNUD peut travailler avec les partis politiques dans la phase pré-électorale pour :

7. Encourager des mesures de discrimination positive telles que les quotas de jeunes et de femmes au sein des partis politiques.

8. Appuyer le développement de sections jeunesse fortes dans les partis politiques.

9. Offrir des possibilités de développement des capacités aux jeunes membres de partis politiques dans un contexte multipartite.

EXEMPLE 11 : Au Kenya, l'Institut National Démocratique pour les affaires internationales (NDI) soutient l'*Inter-Party Youth Forum* [Forum Jeunesse Interpartis] des sections jeunesse. Les jeunes membres reçoivent une formation et ont créé une coalition commune de plaidoyer.

10. Répondre séparément aux besoins de formation et de mentorat des jeunes femmes.

EXEMPLE 12 : En Suisse, le Conseil des activités de jeunesse a organisé un programme fructueux de mentorat multipartite appelé «De femme à femme». Les jeunes femmes sont associées avec des femmes leaders et bénéficient de leurs réseaux et de leur expérience.

PÉRIODE ÉLECTORALE

À travers le monde, les jeunes ont tendance à moins participer aux élections que les citoyens plus âgés. Faire venir plus de jeunes aux urnes requiert des mesures spécifiques et un environnement général qui donne aux jeunes le pouvoir de participer à la vie civique. Dans le cadre d'une stratégie de cycle électoral, il est important d'engager les jeunes, dans le processus électoral immédiat, à participer activement à la vie démocratique de leurs pays. Le PNUD peut s'allier aux organismes de gestion électorale (OGE) et aux OSC pour :

1. Assurer l'implication des jeunes dans toutes les phases des campagnes d'éducation des électeurs.

EXEMPLE 13 : La campagne multimédia d'éducation civique actuellement menée par le PNUD Cambodge est fondée sur une grande enquête sur la participation civique des jeunes. Des représentants des jeunes sont inclus dans la gestion et la mise en œuvre de la campagne.

2. Mettre en œuvre des méthodes ludiques et des stratégies multimédias pour attirer l'attention des jeunes.

EXEMPLE 14 : Avant la première élection démocratique de Tunisie en Octobre 2011, le PNUD a soutenu une chanson électorale, « *Enti Essout* » [Vous êtes la voix]. Elle a « fait le buzz » et est devenu l'hymne des élections.

- EXEMPLE 15 :** La Commission électorale australienne parraine les semaines « *Enrol to Vote* » [Inscris-toi sur les listes électorales], les concerts et émissions de radio « *Rock Enrol* » [Rock inscrire] et une campagne « *Famous People Vote Too* » [Les vedettes votent aussi].
- 3. Inclure des jeunes dans les conseils d'administration des organismes de gestion électorale, et en tant qu'agents de bureau de vote et observateurs électoraux.**

EXEMPLE 16 : Au Mexique, pendant le processus électoral fédéral de 2012, le PNUD a géré et exploité un fonds soutenant des projets d'observation électorale. L'appel public à propositions du fonds définissait clairement le thème de la jeunesse comme l'un des thèmes prioritaires pour le processus de sélection. En tout, cinq des projets sélectionnés étaient non seulement centrés sur la jeunesse mais ils étaient aussi menés par des organisations de jeunes.
 - 4. Développer des outils interactifs en ligne pour atteindre les jeunes électeurs qui maîtrisent l'informatique.**

EXEMPLE 17 : En Europe, des applications de conseils électoraux en ligne informent les citoyens sur les partis politiques et les aident à identifier ceux qui correspondent le mieux à leurs propres préférences.

PÉRIODE POST-ÉLECTORALE

Après les élections, les citoyens doivent être en mesure de demander des comptes à leurs représentants élus. Des voies de communication et de plaidoyer devraient être ouvertes à tous les citoyens, notamment les jeunes.

Le PNUD peut encourager les parlements, les gouvernements et les OSC de plaidoyer à :

- 1. Faire entendre les voix des jeunes dans les parlements et les gouvernements.**

EXEMPLE 18 : En Allemagne, l'organisation *Parliament Watch* [Surveillance parlement] dirigée par des jeunes permet aux citoyens de surveiller et d'examiner leurs députés en posant des questions et en accédant à des informations sur leur façon de voter.
- 2. Faciliter la création de Conseils nationaux et/ou de parlements de jeunes, menés par des jeunes.**

EXEMPLE 19 : Au Sri Lanka, 500 000 membres de clubs de jeunes élisent le parlement national de la jeunesse. Ses 335 membres suivent et imitent le travail du parlement et du gouvernement national. Ils ont accès aux ministères et au parlement, et influencent les politiques nationales pour la jeunesse.
- 3. Inviter des groupes de jeunes à visiter les parlements nationaux.**

EXEMPLE 20 : Au Cambodge, le PNUD a soutenu des étudiants pour qu'ils assistent aux débats parlementaires et parlent avec les législateurs, marquant le premier exercice du genre dans le pays.
- 4. Lancer des programmes de stage pour les étudiants dans les parlements.**
- 5. Former et soutenir les jeunes parlementaires.**
- 6. Créer et soutenir des Conseils des jeunes au niveau local.**

EXEMPLE 21 : Au Yémen, le NDI a soutenu avec succès la création de Conseils des jeunes qui offrent des formations sur l'atténuation des conflits et de nouvelles voies pour la participation des jeunes dans la prise de décisions communautaire.

TABLEAU 1 : STRATÉGIES POTENTIELLES À ENVISAGER

Note : Les nombres entre parenthèses font référence aux exemples de bonnes pratiques illustrés dans la partie B de ce guide.

1 CADRE JURIDIQUE

GOVERNEMENTS ET PARLEMENTS NATIONAUX

Aligner l'âge minimum pour voter et l'âge minimum pour se présenter aux élections

Considérer l'introduction de quotas de jeunes et de femmes dans les lois électorales

Identifier et éliminer les obstacles juridiques spécifiques au contexte empêchant la participation des jeunes

OSC ET PARTIS POLITIQUES

Examiner et discuter du cadre juridique pour la participation des jeunes

Envisager des propositions pour un cadre juridique adapté aux jeunes

Faire campagne pour les changements proposés
(1)

PNUD

Effectuer des recherches sur un cadre juridique favorable

Fournir des conseils techniques aux gouvernements

Soutenir les processus de dialogue et de consultation sur les cadres juridiques adaptés aux jeunes

2 PÉRIODE PRÉ-ÉLECTORALE

PNUD et OSC

Encourager une participation des jeunes et une éducation civique continues dans les écoles et les universités
(2) (3)

Concevoir des programmes de formation comme pépinières de nouveaux projets
(4) (5)

Soutenir les organisations de développement communautaire et de bénévolat dirigées par des jeunes
(6) (7)

Fournir un soutien flexible à des projets de jeunes innovants de petite échelle
(8)

Comblent le fossé numérique avec les téléphones portables et la radio
(9)

Utiliser les plates-formes en ligne pour le partage des connaissances et le développement de réseaux
(10)

PNUD ET PARTIS POLITIQUES

Encourager des mesures de discrimination positive telles que les quotas de jeunes et de femmes
(11)

Appuyer le développement de sections jeunesse fortes dans les partis politiques
(11)

Développer les capacités des jeunes membres de partis dans un contexte multipartite
(11)

Répondre séparément aux besoins de formation et de mentorat des jeunes femmes
(12)

3 PÉRIODE ÉLECTORALE

PNUD, OGE ET OSC

Assurer la participation des jeunes dans toutes les phases des campagnes d'éducation des électeurs (13)	Utiliser des méthodes ludiques et des stratégies multimédias pour attirer l'attention des jeunes (14) (15)	Inclure des jeunes dans les conseils d'administration des OGE, et en tant qu'agents de bureau de vote et observateurs électoraux (13) (16)	Développer des outils interactifs en ligne pour atteindre les jeunes électeurs (17)
--	---	---	--

4 PÉRIODE POST-ÉLECTORALE

PNUD, PARLEMENTS, GOUVERNEMENTS ET OSC

Aider à faire en sorte que les voix des jeunes soient entendues dans les parlements et les gouvernements (18)	Faciliter la création de conseils nationaux et/ou de parlements de jeunes, menés par des jeunes (19)	Inviter des groupes de jeunes à visiter les parlements nationaux (20)	Lancer des programmes de stage pour les étudiants dans les parlements	Former et soutenir les jeunes parlementaires (5)	Créer et soutenir des Conseils des jeunes au niveau local (21)
--	---	--	---	---	---

Introduction

Même si les moins de 25 ans représentent plus de la moitié de la population dans de nombreux pays en développement, les jeunes participent moins que les citoyens plus âgés dans la plupart des processus politiques officiels, comme les élections. Cela remet en question la représentativité du système politique et conduit à la marginalisation des jeunes citoyens. Cela renforce également les stéréotypes qui considèrent les jeunes comme désintéressés de la politique, comme des objets de politique sociale ou comme des auteurs de troubles. Les débats sur la participation politique des jeunes ont donc porté principalement sur le besoin de motiver les jeunes à voter et d'empêcher les groupes de jeunes de recourir à la violence politique.

■ En Janvier 2011, les soulèvements non-violents et puissants menés par les jeunes dans le monde arabe ont ramené les jeunes sur la scène mondiale comme des acteurs politiques sérieux ayant le droit et la capacité d'être inclus dans la politique sur un pied d'égalité. On s'attend largement à une augmentation de l'inclusion des jeunes dans les processus formels tels que les élections. Une grande frustration pourrait se développer si ce n'est pas le cas, avec un effet potentiellement déstabilisateur sur la démocratisation.

L'actuelle «Stratégie de réponse à la transformation engagée par la jeunesse dans la région arabe» du PNUD reconnaît ostensiblement l'importance de la participation politique des jeunes. Pourtant, si elle propose diverses mesures visant à la création d'emplois, l'inclusion sociale et le bénévolat des jeunes, elle ne comprend aucune activités substantielles axées sur la participation

politique. Cette omission reflète des lacunes plus générales dans les connaissances et la pratique relatives à la promotion de la participation politique des jeunes.

En janvier 2012, le Secrétaire général des Nations Unies a présenté son Programme d'action pour les cinq années de son second et dernier mandat. Le Programme d'action prévoit cinq impératifs générationnels, y compris l'engagement des jeunes dans le développement social, économique et politique ; plus particulièrement pour « répondre aux besoins des jeunes qui n'ont jamais été aussi nombreux dans le monde en accentuant le volet « jeunes » des programmes en vigueur en matière d'emploi, de création d'entreprise, de participation à la vie politique, de citoyenneté et de protection des droits, ainsi que d'éducation, notamment à la santé procréative. » De plus, le Secrétaire général, à travers le Comité des politiques, a chargé le réseau inter-agences des Nations Unies pour le développement des jeunes d'élaborer un plan d'action pour tout le système des Nations Unies visant à approfondir le volet « jeunes » des programmes existants du système des Nations Unies.

Dans le dernier trimestre de 2011 et en réponse au phénomène mondial de jeunes réclamant une participation plus significative, le Fonds fiduciaire thématique pour la gouvernance démocratique (DGTTF) du Bureau des politiques de développement (BDP) du PNUD a lancé un appel à propositions pour des projets innovants et potentiellement catalytiques des bureaux nationaux du PNUD sur la capacitation des jeunes et de la gouvernance démocratique. Le fonds DGTTF a ensuite investi 7,7 millions de dollars (USD) pour ce seul groupe de 37 projets nationaux directement centrés sur la participation et le leadership des jeunes dans la gouvernance, l'égalité des sexes et le développement local.

En tant que membre actif du réseau inter-agences des Nations Unies pour le développement des jeunes, le PNUD est en train d'élaborer sa première stratégie globale pour la jeunesse, qui devrait être finalisée à la fin de 2012, sous la direction du point focal du PNUD

sur la jeunesse et Directeur du Groupe de la gouvernance démocratique du BDP.

En accord avec le nouveau mandat du PNUD et afin de tenter de combler ces lacunes, ce guide constitue le premier examen approfondi par le PNUD des stratégies de programmation pour la capacitation politique des jeunes. Il tente d'identifier des exemples de bonnes pratiques et des points d'entrée pour améliorer la participation politique des jeunes à travers le cycle électoral, en se concentrant sur les instruments novateurs qui peuvent potentiellement fournir de nouvelles idées pour les programmes du PNUD et les initiatives d'autres acteurs électoraux.

Le guide est fondé sur une étude approfondie de rapports, articles et sites internet sur la participation politique des jeunes, académiques ou axés sur la pratique, issus de nombreux pays. Une documentation de plusieurs organismes d'assistance électorale, y compris le PNUD, l'IFES et le NDI, a été consultée, ainsi que des plates-formes de partage des connaissances telles que iKNOW Politics, Agora et ACE. Des entrevues avec des personnes-ressources ont contribué à faire la lumière sur certaines bonnes pratiques. L'auteur a effectué des calculs et élaboré des tableaux relatifs à l'âge requis pour voter et pour être éligible. Une

réunion régionale de travail du PNUD, tenue au Caire en Février 2012 a apporté une contribution précieuse, tout comme les groupes de discussion et les entrevues avec de jeunes activistes égyptiens et professionnels du développement. La réunion globale des acteurs *Youth 21* [Jeunesse 21] organisée par le PNUD et ONU-Habitat à Nairobi en Mars 2012 a permis d'identifier d'autres bonnes pratiques, stratégies et exemples.

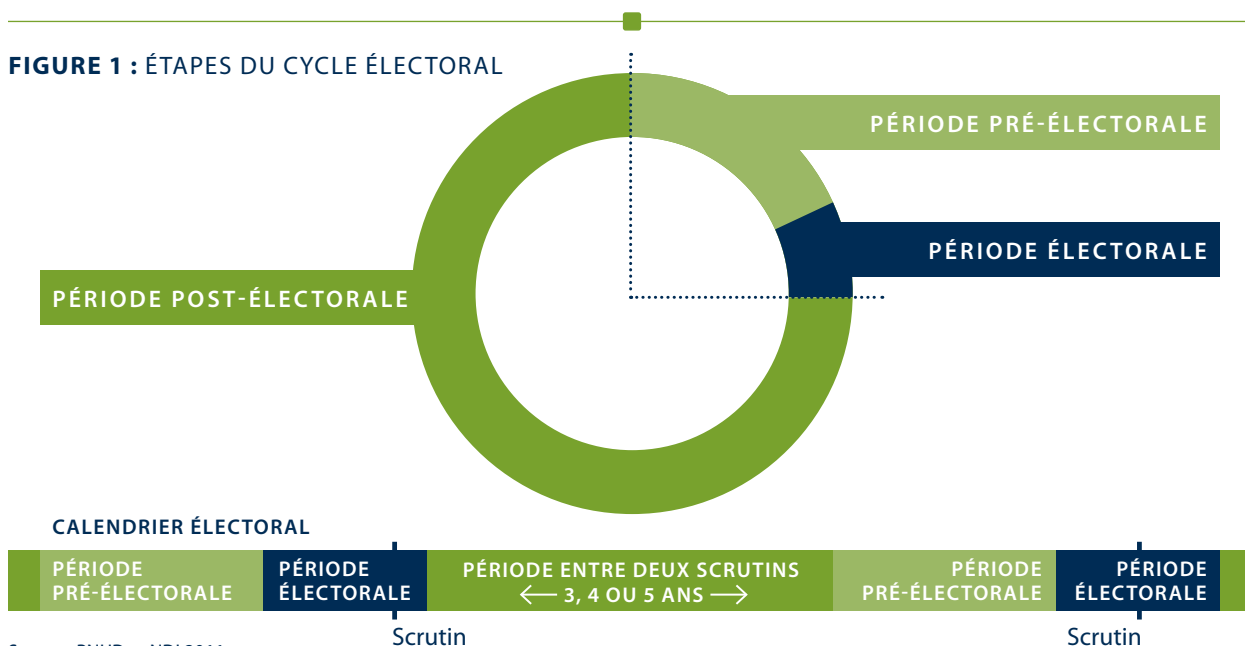
L'inclusion des jeunes dans les processus politiques est un défi complexe et multidimensionnel qui doit être abordé avec une variété d'outils, en fonction des objectifs et du contexte. Ce guide ne cherche pas à classer les bonnes pratiques ou à être exhaustif. Il tente plutôt de présenter quelques-unes des options possibles pour améliorer la participation politique des jeunes.

CONCEPTS CLÉS ET LIGNES DIRECTRICES

Quelques concepts clés sont développés ici pour donner un cadre au reste du guide.

CYCLE ÉLECTORAL : Les activités d'assistance électorale du PNUD sont fondées sur l'approche « cycle électoral » qui comprend les périodes avant, pendant et après les élections (voir la figure 1). Cette approche met l'accent sur l'importance des activités de long terme visant à développer les capacités pour une participation politique inclusive.

FIGURE 1 : ÉTAPES DU CYCLE ÉLECTORAL



Source : PNUD et NDI 2011.

Par exemple, l'aide au renforcement des capacités pour les jeunes candidats ne devrait pas commencer trois mois avant une élection, mais devrait être un effort continu.

BONNES PRATIQUES : Tout le monde sait aujourd'hui que les contextes politiques, sociaux, économiques et culturels sont importants. Des institutions et processus fonctionnant bien à un endroit peuvent ne pas réussir à s'implanter ou produire des résultats inattendus voire négatifs ailleurs.¹ Ce guide ne vise pas à fournir des «meilleures pratiques» à copier et coller d'un contexte à un autre. Cependant, cela vaut la peine d'étudier les pratiques dans différents pays pour glaner des idées, trouver une inspiration et bénéficier des leçons apprises. Cette information peut alors servir au développement de nouvelles pratiques pour des contextes spécifiques.

JEUNESSE : La plupart des composantes des Nations Unies, y compris l'Assemblée générale, définissent la jeunesse comme le segment de la population âgé de 15 à 24 ans — une définition adoptée par ce guide. «Jeunesse», «jeune» et «jeune personne» sont utilisés indifféremment et se réfèrent aux jeunes femmes et jeunes hommes.

Dans la participation politique, l'exclusion liée à l'âge s'étend généralement au-delà de 24 ans. Il est rare de trouver des personnes de moins de 35 ans dans des fonctions officielles de leadership politique. Dans un tiers des pays, l'éligibilité au parlement national commence à 25 ans ou plus. Il est courant de qualifier les hommes politiques de «jeunes» s'ils ont moins de 35-40 ans. Les sections jeunesse des partis politiques et les programmes pour jeunes leaders ont souvent une limite d'âge de 35 ans.

De nombreuses organisations internationales non gouvernementales (ONG) et organisations actives dans le domaine de la gouvernance démocratique définissent la jeunesse comme toutes les personnes âgées de 18 à 35 ans.² Puisque ce guide vise à identifier des bonnes pratiques qui

TABLEAU 2 : POPULATION JEUNE MONDIALE EN 2010

	JEUNESSE	%
Régions les plus développées	0,16 Milliards	13%
Régions les moins développées	1,06 Milliards	20%
TOTAL	1,21 Milliards	18%

Jeunesse : Classe d'âge 15-24 ans.

Source : ONU DAES 2011 et tableaux de l'auteur.

améliorent la participation politique des jeunes en général, il inclut celles qui sont pertinentes pour cibler le groupe des 25-35 ans aussi bien que les plus jeunes.

À ce jour, les jeunes représentent environ un cinquième de la population mondiale (voir le tableau 2). La grande majorité vit dans les pays en développement. Ce phénomène démographique est appelé une «poussée de jeunesse». Beaucoup de gens de cette génération font face à des défis tels que l'accès limité aux ressources, à l'éducation, à la formation, à l'emploi et à des possibilités de développement économique plus large.

Étant donné le grand nombre de jeunes, toute tentative d'identifier des caractéristiques et des questions politiques «jeunes», qui soient pertinentes à l'échelle mondiale, doit être abordée avec prudence. La jeunesse et les jeunes gens ne devraient pas être perçus comme une entité homogène. Par exemple, il est devenu courant de parler de jeunes gens nés à l'ère de l'information comme des «natifs du numérique». Mais beaucoup, sinon la plupart des jeunes dans les pays du Sud sont tout sauf des natifs du numérique.³ En Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest, plus de 20 pour cent des jeunes ne savent même pas lire et écrire, et le fossé entre zones urbaines et rurales en matière d'alphabétisation reste notable.

but

« Je suis né dans une famille pauvre et malheureuse, mon but est donc de permettre à d'autres jeunes, que je les connaisse ou pas, d'avoir ce que je n'ai pas eu, pour qu'ils puissent avoir une vie différente de la mienne. »

— Worawut Ngampiboolwet de Thaïlande est actif dans la promotion des droits de l'enfant et la protection de l'environnement depuis l'âge de 13 ans.⁴

ENCADRÉ 1 : FACTEURS À GARDER À L'ESPRIT DANS L'ASSISTANCE LIÉE À LA JEUNESSE DANS LE CADRE DU CYCLE ÉLECTORAL :

1. **Les définitions et concepts de jeunes** spécifiques à un pays donné devraient être respectés.
2. **Les jeunes ne devraient pas être considérés comme un bloc homogène.** Identifier un groupe cible pour lequel une intervention pourrait être la plus appropriée, et s'appuyer sur la reconnaissance du fait que les motivations pour l'engagement politique sont différentes.
3. **S'assurer que les interventions ne renforcent pas des préjugés ou des discriminations** contre des sous-groupes de jeunes.
4. **Voir les jeunes comme faisant partie de la solution** aux difficultés qu'ils rencontrent, et non pas seulement comme un problème à résoudre par d'autres. Une jeune activiste de Colombie a déclaré : « Nous refusons d'être traités comme un groupe vulnérable, car une telle perception renie notre force et notre créativité et promeut des politiques non pertinentes. »⁵
5. **Aborder les jeunes comme des agents actifs du changement.** Il s'agit d'un concept bien établi aux Nations Unies : « Les Nations Unies ont depuis longtemps reconnu que les jeunes sont une ressource humaine majeure pour le développement et des acteurs clés pour le changement social, la croissance économique et l'innovation technologique » (UNICEF et Programme des Nations Unies sur la jeunesse 2011). Dans la « Stratégie de réponse à la transformation engagée par la jeunesse dans la région arabe » du PNUD, les jeunes sont considérés comme une « force positive pour le changement transformateur ». ⁶

Même au sein d'un contexte culturel donné, les pratiques peuvent être sensiblement différentes. Au sein d'une génération dans le même pays, plusieurs facteurs peuvent influencer la capacité d'une jeune personne à la participation politique. Il s'agit notamment de la tranche d'âge, de la situation économique, du degré d'alphabétisation, du genre, de la localisation, de la religion, du statut social, de perceptions sur la valeur de la participation politique, des opinions politiques et des handicaps ou des besoins spéciaux.

Comme pour les adultes, les motivations pour la participation politique diffèrent d'une personne à l'autre. Certains peuvent être motivés par une question particulière ou une idéologie. Ils peuvent agir par idéalisme ou par un besoin de contestation qui devient parfois une fin en soi. La participation peut être une activité sociale, apporter de nouvelles compétences ou offrir des relations pour le travail (voir aussi l'encadré 1).

PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES : QUELQUES POINTS CLÉS

Le solide engagement du PNUD et d'autres composantes des Nations Unies à favoriser la participation politique

des jeunes est basé sur plusieurs conventions et déclarations internationales, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Programme d'action mondial pour la jeunesse et de la Convention relative aux droits de l'enfant (voir l'annexe 2). Ceux-ci soulignent à maintes reprises le droit des jeunes à participer aux processus politiques. Ils fournissent un cadre de référence solide pour une approche fondée sur les droits aux programmes de soutien s'y rapportant.⁷

Les opportunités pour les jeunes de participer aux processus politiques dépendent largement du contexte politique et culturel. Un environnement démocratique peut être plus favorable à la participation en général. Pour l'essentiel, la promotion de la participation des jeunes doit être tournée vers l'atteinte de niveaux de participation en rapport avec ceux du reste de la population.

En quoi la participation politique des jeunes est-elle différente de la participation politique en général ?

Il existe des preuves solides que la participation des jeunes dans des processus politiques formels et

VOIX

Le premier Rapport arabe sur le développement humain définit la participation à la gouvernance comme : «Tous les hommes et les femmes doivent avoir voix au chapitre dans la prise de décisions, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'institutions légitimes qui représentent leurs intérêts. Une participation aussi large est fondée sur la liberté d'association et d'expression ainsi que sur la capacité à participer de manière constructive.»⁸ »

institutionnalisés est relativement faible par rapport aux citoyens plus âgés dans le monde entier. Le vote, l'un des moyens formels de participation politique les plus importants, est un exemple clair. Les données sur les taux de participation aux élections de différents pays montrent que les jeunes électeurs ont tendance à moins participer aux scrutins que les citoyens plus âgés. Des constats similaires existent pour les membres et dirigeants des partis politiques et des parlements.⁹ Les mécanismes de gouvernance non étatiques, tels que les chefs de tribus, sont généralement basés sur l'ancienneté ou l'hérédité, et ont tendance à ne pas encourager la participation des jeunes.

D'autres constats démontrent que les jeunes sont plus enclins à participer aux processus politiques informels. Activisme, manifestations et campagnes sont des moyens d'action courants ; les jeunes sont souvent des forces motrices derrière les mouvements de réforme. Dans le monde actuel et dans l'histoire, il y a de nombreux exemples de puissants mouvements de protestation menés par des jeunes. Les jeunes ont aussi tendance à s'impliquer dans des activités civiques, axées sur le service, comme le bénévolat pour une cause sociale. Beaucoup de jeunes sont par exemple plus enclins à participer à un projet de plantation d'arbres,

qu'à adhérer à un parti politique qui parle de planter des arbres dans le futur.¹⁰

L'engagement aussi bien formel qu'informel peut être entendu comme de la participation politique. Les deux peuvent être bénéfiques pour une démocratie vivante et résiliente. Dans certains cas, il peut être important d'aider à combler le fossé entre les deux.

Pourquoi est-il important de promouvoir la participation politique des jeunes ?

La participation est un droit démocratique fondamental. Elle devrait être une fin en soi pour éliminer les obstacles existant à la participation politique des jeunes. Dans une perspective plus purement pragmatique, si les jeunes ont l'impression que les processus politiques formels ne sont pas accessibles et/ou intéressants pour eux, cela peut marquer leur conduite pour leur vie entière, avec potentiellement des conséquences négatives de longue durée sur la culture politique d'un pays.

Il s'est avéré que, dans les démocraties nouvelles et émergentes, l'inclusion des jeunes dans les processus politiques formels est importante dès le début (voir l'encadré 2). À travers leurs contributions actives, des valeurs démocratiques peuvent naître, ouvrant la voie vers l'abandon des pratiques autoritaires. Dans les pays

pusa

« Je me souviens que mes frères et sœurs plus âgés me laissaient, avec d'autres enfants plus jeunes, me joindre à leur jeu en tant que soi-disant 'sating pusa' [suiveur]. Cela signifie que nous étions autorisés à jouer avec eux, mais que nous ne pouvions pas être le «ça» parce que nous étions trop jeunes Être un 'sating pusa' c'est comme être un joueur sans véritablement faire partie du jeu. »

— Oliver Tayo, jeune activiste philippin.¹¹

ENCADRÉ 2 : GROS PLAN SUR LES PAYS EN TRANSITION

Pendant des périodes de transition, les institutions politiques et les pratiques établies de gouvernance peuvent changer considérablement. Cela ouvre une fenêtre d'opportunité pour renforcer la participation politique des jeunes. Les programmes du PNUD peuvent considérer de :

- **Soutenir de nouveaux partenaires sans conditions structurelles formelles** : Si les restrictions sur la société civile s'assouplissent, une nouvelle dynamique peut voir le jour. Les jeunes peuvent être désireux de participer, sans pour autant appartenir à une organisation formelle, comme ce fut le cas en Égypte et en Libye en 2011. Dans ce contexte, il est particulièrement important d'apporter un soutien flexible et facile d'accès à de petits projets de jeunes innovants. Des laboratoires d'innovation, centres de ressources et pépinières d'idées peuvent offrir aux jeunes un espace de projet, et un accès à des ressources techniques et financières (voir aussi l'EXEMPLE 7).
- **Aider à atténuer les conflits entre les jeunes des partis politiques** : Des forums de jeunes et des formations multipartites peuvent promouvoir un dialogue pacifique. Ce type d'initiatives exige cependant de solides évaluations des risques et stratégies d'atténuation des conflits (voir l'EXEMPLE 11).
- **Renforcer la participation des jeunes aux élections** : Les premières élections libres et équitables après la chute d'un régime constituent une étape importante. Préalablement, alors que de nouveaux cadres juridiques sont mis en place, un plaidoyer approprié peut promouvoir des dispositions pour la participation des jeunes. Des campagnes d'éducation des électeurs adaptées aux jeunes peuvent aider à la sensibilisation (voir les EXEMPLES 13 et 14).
- **Mettre en place des mécanismes innovants de responsabilisation** : Développer des mécanismes de responsabilisation est l'un des éléments nécessaires à l'instauration de pratiques démocratiques, en particulier lorsque les responsables politiques ne rendaient pas de compte aux jeunes citoyens auparavant. Des initiatives de jeunes du monde entier ont trouvé des façons novatrices de surveiller de près les législateurs (voir l'EXEMPLE 17).

où des manifestations menées par des jeunes ont chassé des régimes autoritaires hors du pouvoir, une grande frustration pourrait se développer si les jeunes ne sont pas inclus dans les nouveaux mécanismes décisionnels formels. Cela pourrait avoir un effet déstabilisateur sur la démocratisation.

Qu'est-ce qui caractérise une participation politique efficace et significative des jeunes ?

La différenciation entre une participation politique significative des jeunes et des activités pseudo-participatives seulement symboliques, requiert une attention particulière. Beaucoup d'activités qui prétendent favoriser la participation des jeunes ne leur donnent pas véritablement une voix et une influence dans les processus décisionnels. L'expert en droits de l'enfant Hart note que : «le symbolisme, c'est quand il semble qu'on a donné une voix aux jeunes, mais qu'ils

n'ont en fait qu'un choix limité voire inexistant sur la façon dont ils participent. C'est la participation pour la forme ou pour l'image. Les jeunes participants n'ont pas la connaissance et les capacités et sont rarement mandatés par leurs pairs ».¹²

Une participation politique des jeunes efficace et significative a au moins une de trois caractéristiques.¹³ Premièrement, elle peut être une participation consultative, où les voix des jeunes sont entendues dans un processus de consultation mené par des adultes, où ils ont des capacités, un mandat et de l'information pour remplir pleinement leurs rôles, ou bien par le biais d'une initiative de plaidoyer menée par des jeunes. Deuxièmement, elle peut impliquer une participation menée par des jeunes, où les jeunes ont un impact direct sur la prise de décisions au sein de leurs propres communautés de jeunes, comme à travers des ONG dirigées par des jeunes, des conseils d'étudiants, ou des

parlements de jeunes, ayant des compétences et des budgets, etc. Troisièmement, elle peut impliquer une participation collaborative des jeunes, où les jeunes prennent effectivement part aux processus décisionnels politiques traditionnels, y compris en tant qu'électeurs, membres du parlement, des partis politiques ou de groupes de pression.

Les activités visant à favoriser une participation significative et efficace des jeunes devraient chercher à être :¹⁴

1. **Transparentes** : Les jeunes doivent être informés de l'objectif, de la portée et des procédures du processus auquel ils participent. L'impact potentiel de l'exercice doit être clair dès le début.
2. **Respectueuses et fondées sur les droits** : Les jeunes doivent être considérés comme des agents actifs qui ont le droit de participer et d'être entendu.
3. **Responsables** : Pour que la participation ne soit pas un événement ponctuel, des mécanismes doivent être en place pour assurer le suivi, la mise en œuvre des décisions des jeunes et la responsabilisation envers le public jeune.
4. **Adaptées et pertinentes pour les jeunes** : Les activités visant à améliorer la participation politique des jeunes doivent être le plus possible menées par des jeunes. Les jeunes eux-mêmes peuvent décider de leurs priorités, méthodes et tactiques. L'environnement et les méthodes de travail peuvent être adaptés aux capacités et aux besoins des participants. Selon la tranche d'âge ciblée et le contexte, les activités peuvent mettre l'accent sur, entre autres options : des projets informels axés sur les résultats ; la facilité d'accès ; un langage facile ; l'accent mis sur des questions spécifiques ; l'aspect compétitif et ludique ; ou sur la technologie si des jeunes instruits sont ciblés.

5. **Inclusives** : Des méthodes appropriées peuvent être utilisées pour donner à des groupes de jeunes marginalisés les mêmes chances de participer, tels que les jeunes femmes, les minorités ethniques, les jeunes illettrés, les ruraux et les jeunes ayant des besoins spéciaux.

6. **Volontaires et sûres.**

Le renforcement des capacités peut être une partie intégrante de toute stratégie pour une participation significative. L'approche du PNUD au renforcement des capacités « reflète l'idée selon laquelle la capacité réside dans les individus, aussi bien qu'au niveau des organisations et dans un environnement favorable ». ¹⁵ Ces trois niveaux constituent un système intégré, ¹⁶ comme l'illustre la figure 2.

Qu'est ce qui empêche la participation politique significative et efficace des jeunes ?

D'importants obstacles à la participation politique des jeunes existent dans les trois niveaux de capacité. Sur le plan individuel, les obstacles incluent le manque de compétences techniques ; de motivation, en particulier pour participer à des processus formels menés par des adultes ; de ressources économiques ; ainsi que de conscientisation et de connaissance.

Au niveau organisationnel, les groupes dirigés par des jeunes sont souvent confrontés à des entraves pour l'accès aux ressources économiques et autres, et ils ont un savoir-faire organisationnel limité. Au sein des organisations politiques formelles telles que les partis et les parlements, les mécanismes, règles et procédures internes ne favorisent pas l'inclusion des jeunes. Ils ne sont pas considérés pour des postes de dirigeants, l'engagement ne conduit pas à des résultats visibles. Ces organismes peuvent manquer de processus qui conviennent aux jeunes, ou utiliser des technologies et un langage qui sont rebutant pour la jeunesse.

croire

« Être un jeune activiste au Brésil me pose encore problème parce que beaucoup parmi les personnes plus âgées ne croient toujours pas à quel point la jeunesse peut être importante, sérieuse et compétente. »

— Rui Mesquita¹⁷

FIGURE 2 : APPROCHE SYSTÉMIQUE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU PNUD



Source : PNUD 2008, p. 6.

Au niveau environnemental, les contraintes structurelles peuvent inclure un âge minimal élevé pour se présenter aux élections ainsi que des normes culturelles et sociales qui les empêchent de participer.

La solution pour inclure les jeunes dans les processus politiques ne peut se trouver dans les seules capacités des jeunes individus. L'environnement socio-politique, les organisations et les jeunes doivent tous changer afin de se rapprocher. Les bonnes pratiques et les stratégies décrites dans ce guide peuvent être utilisées à cette fin.

EN RÉSUMÉ

Les stratégies visant à renforcer la participation politique efficace et significative des jeunes peuvent :

1. Être fondées sur une approche basée sur les droits à la participation politique des jeunes, et éviter les activités purement symboliques et pseudo-participatives.
2. Inclure des éléments directs de participation consultative, menée par des jeunes et/ou collaborative, et mettre l'accent sur des approches d'apprentissage par la pratique et de prêche par l'exemple.
3. Respecter des normes minimales pour la participation politique des jeunes en étant transparentes, respectueuses, responsables, adaptées et pertinentes pour les jeunes, inclusives, volontaires et sûres.
4. Inclure le renforcement des capacités au niveau individuel et organisationnel, et favoriser un environnement propice, de façon réciproque de préférence (par exemple en développant des compétences pour un cadre structurel réformé).
5. Être fondées sur une connaissance exacte de l'état actuel de la jeunesse dans un contexte donné — l'indice de bien-être des jeunes développé pour le Rapport national égyptien sur le développement humain de 2010 est un bon exemple d'information de référence.¹⁸

partie

A

EXAMEN *des* BONNES
PRATIQUES *et des* STRATÉGIES

La section suivante recense des bonnes pratiques qui peuvent être adaptées pour aider à stimuler la participation politique des jeunes tout au long du cycle électoral. Elle offre des suggestions pratiques orientées vers la programmation par le PNUD, d'autres organismes d'assistance et acteurs électoraux. Une étude initiale des cadres juridiques

est suivie par la mise en évidence de points d'entrée dans chacune des trois phases du cycle électoral. L'accent est mis sur les interventions stratégiques dans les périodes pré- et post-électorales qui construisent des bases solides pour renforcer la participation des jeunes dans la phase électorale (voir la figure 3).

FIGURE 3: CONSTRUIRE DES BASES SOLIDES POUR LA PARTICIPATION ÉLECTORALE



1

Cadre juridique pour la participation politique des jeunes

■ QUESTIONS CLÉS

Un cadre juridique adapté aux jeunes est une composante importante d'un environnement permettant la participation politique des jeunes. Il reflète les normes et valeurs culturelles, et détermine les règles structurelles et les conditions d'engagement. Parmi les éléments les plus importants se trouvent les dispositions sur l'âge minimum requis pour voter et se présenter aux élections. Cette section présente une vue d'ensemble des limites d'âge actuelles dans le monde, ainsi que des réformes adoptées par certains pays pour abaisser l'âge requis pour voter.

Dans la plupart des pays, l'âge requis pour voter est de 18 ans au niveau national.¹⁹ Les pays suivants ont des minima d'âge différents :²⁰

1. 16 ANS : Argentine, Autriche, Brésil, Cuba, Équateur, Nicaragua
2. 17 ANS : Indonésie, République populaire démocratique de Corée, Timor-Leste
3. 19 ANS : République de Corée
4. 20 ANS : Bahreïn, Cameroun, Japon, Nauru
5. 21 ANS : Côte d'Ivoire, Gabon, Koweït, Liban, Malaisie, Oman, Pakistan, Samoa, Singapour, Tonga, Émirats Arabes Unis

Les moyennes régionales d'âge requis pour voter sont indiquées dans le tableau 3. En Bosnie-Herzégovine, au Monténégro et en Serbie, les jeunes sont autorisés à voter dès l'âge de 16 ans s'ils ont un emploi.²¹ Dans plusieurs pays et territoires, dont l'Allemagne, la Suisse et l'Île de Man, des autorités infranationales ont abaissé l'âge requis pour voter pour les élections étatiques ou municipales.

Dans un tiers des pays, l'éligibilité au parlement national commence à 25 ans ou plus. Globalement, l'éligibilité moyenne pour les chambres uniques et chambres basses des parlements est de 22,1 ans. Il y a de grandes variations régionales, passant de 20,5 ans en Europe à 25,5 ans au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

En tant que branche représentative du gouvernement, les parlements devraient idéalement être en mesure d'intégrer tous les groupes de la société.²² Un âge minimum d'éligibilité élevé porte le risque de passer à

côté des défis et des perspectives de développement d'une partie importante de la population. Cela devient pertinent non seulement pour la participation politique des jeunes, mais aussi pour la qualité représentative du parlement, en particulier dans les pays avec un grand nombre de jeunes.

L'âge d'éligibilité n'a pas reçu beaucoup d'attention politique ou académique. Une revue de la littérature existante n'a permis d'identifier aucune publication analysant cette question à l'échelle mondiale, ni aucun inventaire complet des réglementations en matière d'éligibilité. L'Union interparlementaire (UIP) recense les âges requis pour voter et se présenter aux élections, des données utilisées dans les calculs du tableau 3.

■ BONNES PRATIQUES

Pour les gouvernements et les parlements

Les bonnes pratiques suivantes concernent les gouvernements et les parlements en tant qu'acteurs capables de revoir le cadre juridique. À la fin de cette section se trouvent des recommandations pour le PNUD et d'autres acteurs pour soutenir ce processus.

Considérer l'alignement de l'âge minimum pour voter et de l'âge minimum pour se présenter aux élections :

Les jeunes servent dans l'armée, fondent des familles et rejoignent la population active. En tant que tels, on peut solidement arguer qu'ils devraient avoir le droit de choisir leurs dirigeants et de se présenter aux élections. L'UIP a recommandé que «les parlements alignent l'âge minimum requis pour se présenter à des fonctions officielles sur l'âge de vote, de manière à promouvoir une plus forte représentation des jeunes au Parlement».²³

Envisager l'introduction de quotas de jeunes dans les lois électorales : 108 pays ont des quotas constitutionnels, électoraux ou partisans pour les femmes.²⁴ Cette mesure de discrimination positive a contribué à améliorer la représentation politique des femmes.²⁵ En accordant toute l'attention requise au système électoral et à d'autres facteurs contextuels, l'introduction de quotas de jeunes dans les parlements peut être l'un des moyens pour augmenter la représentation des jeunes. En outre, on peut considérer d'introduire des clauses de genre dans les quotas de jeunes pour renforcer plus avant la représentation politique des jeunes et des jeunes femmes.

TABLEAU 3 : CONDITIONS D'ÂGE DANS LA LOI ÉLECTORALE

	ÂGE MINIMUM POUR VOTER	ÂGE MINIMUM D'ÉLIGIBILITÉ
CHAMBRES UNIQUES/BASSES		
Afrique	18,2	22,1
Amériques	17,8	21,8
Asie et Océanie	18,4	22,6
Europe	18	20,5
Moyen Orient et Afrique du Nord	19,1	25,5
CHAMBRES HAUTES/SÉNATS		
Afrique	-	29,7
Amériques	-	27,5
Asie et Océanie	-	30,9
Europe	-	25,1
Moyen Orient et Afrique du Nord	-	36,7
MOYENNE MONDIALE		
Chambres Uniques ou Basses	18,2	22,1
Chambres Hautes	-	28,9

Source : Calculs et tableaux basés sur des données de l'UIP 2011, sauf pour la République de Corée (*Central Intelligence Agency* 2011) et l'Égypte (Essam El-Din 2011). L'âge minimum pour voter pour les chambres hautes n'est pas indiqué car les données pour beaucoup de pays ne sont pas disponibles en raison d'un suffrage indirect.

On peut déjà trouver des exemples de quotas de jeunes dans les lois électorales dans les pays suivants :²⁶

- En Ouganda, cinq sièges au parlement sont réservés aux représentants de la jeunesse.
- À l'Assemblée nationale kenyane, 12 sièges sont réservés à des représentants devant être nommés par les partis politiques pour représenter des intérêts particuliers, y compris les jeunes, les personnes handicapées et les travailleurs.
- Au Rwanda, le Conseil national des jeunes élit deux membres de la Chambre des députés.
- Aux Philippines, il existe des dispositions pour l'inclusion des jeunes sur les listes des partis.
- Au Maroc, la nouvelle loi électorale prévoit 30 sièges réservés aux candidats de moins de 40 ans.²⁷

- Lors des dernières élections en Tunisie, chaque liste de parti devait inclure un candidat de moins de 30 ans.²⁸

Des quotas de jeunes au niveau infranational existent dans plusieurs pays.²⁹ Au Pérou, 10 pour cent de l'administration locale doit inclure des représentants des jeunes. Au Sri Lanka, jusqu'à une date récente, 40 pour cent des candidats sur les listes des partis pour les élections locales devaient avoir entre 18 et 35 ans. Les quotas de jeunes dans les partis politiques seront abordés dans la section suivante.

Identifier et éliminer les obstacles juridiques spécifiques au contexte empêchant la participation des jeunes : Outre les conditions d'âge, une variété d'autres obstacles peuvent être liés au cadre juridique. Dans de nombreux pays, les candidats doivent financer une grande partie de leurs campagnes, donnant aux plus riches un sérieux avantage. Pour les jeunes candidats, il est souvent difficile de mobiliser des fonds suffisants. Les interventions possibles comprennent un plafond strict sur le financement des campagnes ainsi que des obligations de contribution de l'État et/ou des partis politiques.

Des preuves solides montrent que le type de système électoral a une incidence sur la représentation des femmes au parlement.³⁰ Les femmes ont en général de meilleures chances d'être placées sur une liste de parti comme membre d'une équipe de candidats dans un système proportionnel que d'être désignées comme candidats individuels dans un système majoritaire, où le vainqueur remporte tout. D'après Ballington, « Il va aujourd'hui de soi que dans les systèmes de représentation proportionnelle, ou les systèmes électoraux mettant l'accent sur les partis plutôt que les candidats, les femmes tendent à être élues en plus grand nombre que dans les systèmes majoritaires. »³¹

Un mode de scrutin proportionnel peut aussi être plus favorable à la participation politique des jeunes, car les jeunes sont aussi confrontés à certaines des normes patriarcales que les femmes connaissent. Ces normes considèrent que les hommes plus âgés et expérimentés conviennent mieux comme dirigeants politiques que des femmes ou des jeunes. Dans un système majoritaire, si les partis politiques soupçonnent une prévalence de ces normes dans la société, ils pourraient être plus enclins à désigner des hommes de plus de 35 ans comme candidats, car ils pensent qu'ils auront une plus grande chance de

gagner des circonscriptions. Dans un système proportionnel, les partis politiques pourraient être plus enclins à désigner une équipe représentative qui comprenne des femmes et des jeunes. L'équipe pourrait attirer des voix supplémentaires issues de différents groupes démographiques sans rebuter les électeurs conservateurs.

Pour les OSC et les partis politiques

Dans de nombreux pays, les campagnes de la société civile pour l'abaissement de l'âge minimum requis pour voter et/ou se présenter aux élections ont été couronnées de succès. En Allemagne, l'âge d'éligibilité est passé de 21 à 18 ans en 1970 en réaction à des mouvements étudiants de protestation. Après les manifestations menées par des jeunes en Égypte, l'âge d'éligibilité aux élections parlementaires est passé de 30 à 25 ans.³² Plusieurs chercheurs et activistes estiment que l'abaissement de la majorité électorale à 16 ans pourrait contribuer à utiliser la poussée de jeunesse de l'Afrique comme une opportunité, au lieu de ne la voir que comme un défi.³³

Les OSC et les partis politiques pourraient contribuer à un cadre juridique favorable en examinant et en débattant du système en place en matière de participation des jeunes. Cette information pourrait alimenter des propositions visant à rendre le cadre plus adapté aux jeunes ; le plaidoyer pourrait ensuite pousser à l'adoption formelle de ces propositions. En Turquie, après une campagne couronnée de succès, menée par une coalition d'organisations de jeunes et de conseils locaux de jeunes, pour l'abaissement de l'âge d'éligibilité de 30 à 25 ans, cinq parlementaires âgés de 25 à 30 ans ont remporté les élections suivantes (voir l'EXEMPLE 1 dans la partie B du guide).

Pour le PNUD et d'autres organismes d'assistance électorale

Le PNUD et d'autres organismes d'assistance électorale peuvent soutenir des examens juridiques, y compris en effectuant des recherches, en fournissant des conseils techniques aux gouvernements nationaux, et en soutenant des processus nationaux de dialogue et de consultation. Au Bahreïn, une campagne visant à abaisser l'âge du vote de 20 à 18 ans s'est en partie inspirée d'une résolution adoptée par un parlement fictif des jeunes parrainé par le NDI.



Période pré-électorale

La période pré-électorale est cruciale pour encourager et soutenir les jeunes à participer au scrutin. L'engagement civique des jeunes et l'adaptation des partis politiques aux jeunes sont des piliers importants.

■ QUESTIONS CLÉS : L'ENGAGEMENT CIVIQUE

Quelqu'un qui regarde un match de football pour la première fois et ne connaît pas les règles du jeu quittera sans doute le stade déçu. En revanche, une personne qui passe chaque minute libre à jouer au football et en sait tout savourera chaque minute passée dans le stade.

Cela s'applique aussi à la politique. Un jeune qui a connu les vertus des processus démocratiques peut être plus enclin à devenir un citoyen actif. Golombek fait une remarque similaire : «On ne peut pas s'attendre à ce qu'une personne devienne un citoyen actif du jour au lendemain quand elle atteint l'âge de voter : il faut apprendre «sur le tas» à travers des expériences quotidiennes : par l'opportunité de participer à des prises de décisions partagées, l'écoute d'opinions différentes, l'évaluation des options et des conséquences. Ce sont des compétences individuelles qui aident à bâtir la société civile et l'engagement des jeunes au processus démocratique.»³⁴

■ BONNES PRATIQUES

Les exemples de stratégie suivants peuvent être utiles pour la collaboration du PNUD et d'autres organismes d'aide au développement, avec les OSC, les institutions éducatives et les médias.

Encourager une participation des jeunes et une éducation civique continues dans les écoles et les universités : De nombreux experts et praticiens considèrent l'éducation et la participation civiques dans les établissements scolaires comme essentielles à la participation politique des jeunes. L'expert en développement de la jeunesse Rakesh Rajani a noté que l'institutionnalisation de la participation des jeunes dans des contextes et des pratiques que les jeunes vivent régulièrement est cruciale pour former les jeunes à participer, de même que la focalisation sur des questions qui concernent les jeunes.³⁵ Par exemple, beaucoup de citoyens politiquement actifs à travers le monde ont

« Beaucoup de petites gens, qui dans beaucoup de petits endroits, font beaucoup de petites choses, peuvent changer la face du monde. »
— Proverbe africain

commencé leur engagement politique et civique en tant qu'activistes et dirigeants dans les syndicats d'étudiants.³⁶

Une étude sur la participation des jeunes au Canada a conclu que : « La littérature (...) identifie les écoles et, plus précisément, l'éducation civique ou éducation à la citoyenneté — aussi bien dans le contenu que dans la pédagogie — comme étant à la fois une cause importante et une solution au déclin des connaissances et compétences politiques. »³⁷ De même, le Forum européen de la Jeunesse réclame l'inclusion de « l'éducation à la citoyenneté comme matière obligatoire dans le système éducatif officiel ». ³⁸ Au cours de processus de transformation politique en particulier, des changements dans les programmes scolaires sont des points d'entrée importants pour cultiver une nouvelle culture d'innovation et de participation à la gouvernance.³⁹

Dans la plupart des pays, l'éducation civique fait partie des programmes scolaires sous une forme ou une autre. L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (*International IDEA*) et l'Université de Montréal ont constitué une base de données de recherche sur cette question.⁴⁰ Des preuves solides montrent que l'éducation à la citoyenneté active est plus efficace si les élèves ne se contentent pas de lire sur l'engagement civique dans les manuels, mais qu'ils ont l'opportunité de l'expérimenter eux-mêmes. Les auteurs incitent à une pédagogie qui favorise la pensée critique et à des relations plus démocratiques entre les élèves et les enseignants.⁴¹

Il existe différentes approches à la participation des élèves dans les établissements scolaires. Les plus poussées donnent aux étudiants le droit de participer à la prise de décisions dans leurs lycées et universités, comme c'est le cas en Allemagne et en Suède. Certains Länder allemands ont fait l'expérience de conseils d'administration de lycées incluant des représentants des élèves, des parents et des enseignants - avec les mêmes droits de vote pour tous. Dans d'autres pays, l'administration scolaire consulte les conseils d'élèves

pour la prise de décisions.⁴² Certaines agences de développement et ONG sont engagées dans le soutien à la création de conseils d'élèves, comme *Save the Children* en Équateur.⁴³ Un site internet britannique offre des informations sur la façon de mettre en place et de gérer des conseils d'école.⁴⁴

Dans les écoles du soir du *Barefoot College* [Université aux pieds-nus] au Rajasthan, en Inde, les enfants ont des droits étendus de participation directe dans les affaires scolaires. Un centre local de travail social et l'UNICEF soutiennent cet effort, ce qui a considérablement amélioré les capacités de participation parmi les enfants, les écoles et les communautés (voir l'EXEMPLE 2). *Project Citizen* [Projet citoyen] est une initiative mondiale qui promeut l'utilisation des ressources disponibles dans chaque communauté pour enseigner la participation citoyenne et donner aux jeunes la possibilité de devenir des acteurs de changement (voir l'EXEMPLE 3).

Concevoir des programmes de formation comme des pépinières de nouveaux projets : La formation de jeunes individus est l'une des stratégies les plus employées pour faire progresser la participation politique des jeunes. Cela est utile, mais comme mentionné précédemment, cette formation ne pourra pas amener un changement durable si elle est conduite de manière isolée. Les interventions doivent aller au-delà du niveau individuel et inclure des activités visant à développer les organisations et l'environnement sociétal, parallèlement aux éléments de participation directe.

Les programmes de formation ont généralement pour objectif d'apporter une éducation civique aux jeunes, surtout à ceux qui ne sont pas impliqués dans des processus politiques, ou de développer des compétences de leadership chez les jeunes appartenant à une ou plusieurs organisations. Idéalement, ces programmes sont conçus comme des pépinières pour de nouvelles activités et de nouveaux projets, ce qui améliore leur pertinence et leur durabilité.

Il existe plusieurs exemples d'activités d'éducation civique qui regroupent des jeunes pour accroître leur connaissance des processus politiques. Au Kirghizistan, les camps de la démocratie de la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES) offrent un bon exemple. Des lycéens des zones rurales participent à un camp interactif et ludique, où ils apprennent sur les valeurs démocratiques, le leadership, le travail d'équipe, sur leur rôle en tant que citoyens, et comment militer pour le changement dans leur société (voir l'EXEMPLE 4).

De nombreuses organisations ont soutenu des programmes de leadership pour les jeunes,⁴⁵ même s'il n'y a pas eu d'évaluation poussée de ce qui fait leur succès. Un exemple pertinent pour le PNUD est celui de son initiative *Asian Young Leaders in Governance* [Jeunes leaders asiatiques dans la gouvernance] (voir l'EXEMPLE 5). Simple programme de formation, il n'inclut pas d'élément de participation directe ou de renforcement des capacités organisationnelles et structurelles. Cependant, il a encouragé les participants à répercuter les activités de formation dans leur pays d'origine. Cette tactique reconnaît qu'un développement réussi des capacités pour de jeunes leaders dépend en grande partie d'un travail au sein d'un contexte culturel et organisationnel donné.

Soutenir les organisations de développement communautaire et de bénévolat dirigées par des jeunes : Ces groupes incitent les jeunes à travers le monde à participer à la vie civique. Ils existent sous beaucoup de formes, tailles et structures différentes. Certains se concentrent sur des questions spécifiques aux jeunes, d'autres ont une approche plus générale. La plupart des OSC dirigées par des jeunes sont animées par de jeunes bénévoles.

Les jeunes bénévoles contribuent de façon considérable à leurs communautés chaque jour. Pour de nombreux jeunes, être bénévole dans une OSC dirigée par des jeunes ou dans d'autres projets communautaires constitue une première étape dans une carrière d'engagement civique et politique. Les projets bénévoles sont généralement faciles d'accès. Les jeunes peuvent s'y joindre pour un temps limité, et peuvent définir leur niveau d'effort et de responsabilité. Les projets bénévoles sont particulièrement efficaces pour accroître la participation

politique des jeunes si des jeunes influencent la prise de décisions pour un projet ou une organisation.

Le PNUD et d'autres acteurs internationaux soutiennent souvent des OSC dirigées par des jeunes et leurs réseaux. Le succès et la durabilité de ces programmes dépendent en grande partie de l'acuité avec laquelle ils répondent au contexte. Il en va de même pour l'appui aux réseaux d'organisations de jeunesse et aux conseils nationaux de jeunes. « L'Organisation Jeunes bénévoles » d'Istanbul, en Turquie (voir l'EXEMPLE 6) est une OSC fondée et dirigée par des jeunes dans un quartier défavorisé. Elle a pu développer ses capacités organisationnelles grâce au financement de partenaires extérieurs, notamment l'Union européenne. Son succès montre que les jeunes peuvent avoir un impact positif sur leur communauté, et que les jeunes ont la faculté de créer les espaces et les instruments pour leur propre participation. Entre autres réalisations, l'organisation a fondé une assemblée populaire pour discuter des problèmes du quartier et prendre des mesures pour les régler ; et elle a mis en place gratuitement des cours préparatoires aux examens d'entrée au lycée et à l'université pour les enfants et les jeunes qui ne peuvent pas se payer des cours privés.

Les OSC dirigées par des jeunes ont le potentiel pour trouver des réponses nouvelles aux problèmes. En Afghanistan, le Bureau de liaison tribale fondé par des jeunes comble le fossé entre les chefs tribaux et les autorités gouvernementales officielles et les donateurs (voir l'EXEMPLE 7). Les jeunes peuvent avoir des compétences et des qualités pertinentes dans les deux mondes, tels que l'éducation formelle et le respect du contexte local. Le bureau a utilisé ses capacités uniques pour aider les gouvernements provinciaux et le système des Nations Unies à régler un conflit de territoire tribal de longue date en Paktia-Khost. Ils ont également facilité des évaluations rurales participatives dans certains des districts les plus instables de la région, donnant ainsi à des citoyens ruraux marginalisés un accès à des fonds de développement.

Fournir un soutien flexible et facile d'accès à des projets de jeunes innovants de petite échelle : Pour le PNUD et d'autres acteurs internationaux, il est souvent difficile de fournir un appui approprié aux initiatives et organisations de jeunes. Premièrement, comment peuvent-ils combler les lacunes de compétences sans

être paternalistes ou dominants ? Deuxièmement, de nombreuses organisations internationales et donateurs ont une faiblesse commune en ce qui concerne le soutien à la jeunesse : en raison de leurs obligations comptables et/ou de leur cadre conceptuel, ils sont souvent enclins à soutenir des OSC de jeunes déjà bien établies plutôt que des initiatives nouvelles et plus informelles. Troisièmement, beaucoup de jeunes ne sont pas disposés à constituer des organisations formelles parce qu'ils préfèrent les projets à court terme. Avec le Laboratoire de l'innovation au Kosovo, l'UNICEF a trouvé un moyen de surmonter ces dilemmes.

De jeunes kosovars peuvent recevoir un appui technique et financier pour tout projet considéré comme « une idée novatrice pour le bien social ». Cela permet aux jeunes de créer des groupes ad hoc et de faire l'expérience des résultats directs de l'engagement civique. Ils ont aussi un espace pour se rencontrer et échanger des idées (voir l'EXEMPLE 8). Des adultes donnent des conseils à la demande, mais ne dominent pas les projets dirigés par des jeunes. Parmi les initiatives du même ordre, on trouve les centres de ressources SALTO- Jeunesse de l'Union Européenne.⁴⁶

Comblent le fossé numérique avec les téléphones portables et la radio : La fracture numérique se creuse. Ceux qui n'ont pas accès à l'internet sont exclus des nouveaux développements. La technologie de la téléphonie mobile est une option pour combler ce fossé, au moins partiellement. Au Népal par exemple, seulement 2,2 pour cent de la population a accès à l'internet, alors qu'un tiers a accès à la téléphonie mobile et 75 pour cent à la radio.⁴⁷

Le site internet *MobileActive*⁴⁸ contient plusieurs outils innovants et des études de cas qui utilisent la technologie mobile pour avoir un impact social. Certaines ONG sont impliquées dans la formation de correspondants communautaires par téléphone mobile et la publication de leurs articles.⁴⁹ Des services d'appel pour tweeter pourraient également être utiles. À Madagascar, le PNUD a donné aux jeunes l'occasion de partager leurs points de vue sur le développement par le biais de messages SMS. Au Népal, l'UNICEF soutient le projet local *Voices of Youth* [Voix des jeunes]. Chaque semaine, une équipe de radio formule un sujet ou une question

et demande aux auditeurs de participer à la discussion par le biais de messages SMS gratuits. La discussion est également accessible sur l'internet (voir l'EXEMPLE 9).

Utiliser des plates-formes en ligne pour le partage des connaissances et la mise en réseau des jeunes engagés politiquement : Les ordinateurs et les téléphones mobiles sont tout à fait pertinents pour les jeunes gens instruits à travers le monde. Les médias sociaux, blogs, etc. peuvent donner une voix aux jeunes citoyens, et ouvrent des canaux de réaction directe entre les responsables gouvernementaux et les jeunes.

On a beaucoup écrit sur les «révolutions Facebook» et comment les médias sociaux peuvent aider les jeunes à devenir politiquement actifs. Récemment, le *Center for Internet and Society* [Centre pour Internet et la société] (Inde) et le *Hivos Knowledge Programme* [Programme de connaissances Hivos] (Pays-Bas) ont publié conjointement une étude en ligne portant sur cette question, avec des contributions de «natifs du numérique» à travers le monde.⁵⁰ De nombreuses opportunités se rapportent au partage des connaissances à travers les frontières. L'initiative mondiale basée au Canada *TakingITGlobal* a atteint plus de 30 millions de jeunes avec des messages sur la citoyenneté mondiale (voir l'EXEMPLE 10).

■ QUESTIONS CLÉS : LES PARTIS POLITIQUES

Dans de nombreux pays, les relations entre les jeunes et les partis politiques sont tendues. Beaucoup de jeunes n'ont pas confiance dans les partis politiques, tandis que les chefs de partis se plaignent souvent que les jeunes n'ont pas envie de s'engager.

En tant que principaux gardiens de l'accès à la candidature aux élections dans de nombreux pays, les partis influencent considérablement les agendas politiques et les processus décisionnels. En tant qu'institutions intermédiaires, ils relient l'État et la société civile, traduisant les préférences politiques des citoyens en action politique. Les individus ayant de l'ambition politique sont enclins à chercher à obtenir des postes de direction au sein des partis politiques. La plupart sont des hommes d'âge moyen.

L'exclusion persistante des jeunes provient d'une variété de facteurs, y compris : les réseaux « des anciens » ; des mécanismes de recrutement et de promotion basés sur l'ancienneté ; le manque de capacités individuelles ; et une confiance en soi et une motivation limitées. S'engager dans un parti politique nécessite souvent un engagement à long terme, ce qui est difficile pour les jeunes qui essaient d'acquérir une éducation et de s'établir sur le marché du travail. Les hommes d'âge moyen tendent à avoir une plus grande base sympathisante, car ils représentent un pourcentage important des membres. Dans certains cas, les jeunes font face à plus d'un type de discrimination à cause de leur genre ou parce qu'ils peuvent appartenir à d'autres groupes marginalisés (c'est-à-dire les peuples autochtones, les personnes en situation de handicap, et/ou être lesbiennes/gays/bisexuels/transgenres).

Ces obstacles alimentent un cycle où les jeunes sont rebutés par le caractère exclusif des partis politiques et décident de ne pas y adhérer. Par voie de conséquence, parce qu'ils n'adhèrent pas, ils n'ont pas la base sympathisante interne pour gagner les élections et les nominations. Ces deux problèmes doivent être traités pour briser le cycle : Les jeunes devraient pouvoir acquérir les compétences et la motivation nécessaires pour s'engager avec succès dans les partis politiques, et les partis devraient être encouragés à créer un espace pour les jeunes. Des mesures de discrimination positive telles que les quotas de jeunes et de femmes, et les sections jeunesse des partis peuvent aider à faire avancer ces processus.

■ BONNES PRATIQUES

Les stratégies de bonne pratique suivantes se concentrent sur les activités avec les partis politiques dans la période pré-électorale. Certains bureaux de pays du PNUD n'ont pas pour habitude de travailler avec les partis, car cela peut être délicat et doit être fait avec les connaissances et la prudence nécessaires. Des conseils généraux sont disponibles dans le manuel du PNUD sur le travail avec les partis politiques « *A Handbook on Working with Political Parties* ».

Encourager des mesures de discrimination positive telles que les quotas de jeunes et de femmes au sein des partis politiques : Dans certains partis politiques, il est de coutume qu'un représentant de la section jeunesse du parti occupe un siège avec voix consultative au bureau du parti. D'autres partis accordent d'office aux jeunes leaders un droit de vote au bureau national ou dans les cellules locales. Cela donne une voix aux jeunes et l'opportunité de mobiliser un soutien pour les jeunes candidats et les problèmes des jeunes.

Dans certains contextes, les partis politiques ont utilisé des quotas de jeunes pour augmenter leur participation à des postes de direction et en tant que candidats.⁵¹ Au Nicaragua, le Parti libéral constitutionnaliste applique un quota combiné de 40 pour cent pour les femmes et les jeunes, le Parti socialiste hongrois applique un quota de 20 pour cent pour les jeunes. Le Parti libéral canadien avait un quota de jeunes élevé pour les délégués au congrès du parti — quatre délégués sur douze devaient être jeunes, et en outre, chaque campus et club de jeunes accrédité avait 4 délégués. En conséquence, les jeunes (de moins de 26 ans) représentaient plus de 40 pour cent des délégués votants à tout congrès du parti, ce qui en faisait une grande force au sein du parti en matière de choix des dirigeants, de développement des politiques, et postes cadres. Le système des quotas a cependant été supprimé avant les élections de 2011. Quand les élections se sont soldées par une défaite cuisante pour le Parti libéral, certains membres ont partiellement attribué l'échec à l'abolition des quotas de jeunes.

Soutenir le développement de sections jeunesse fortes dans les partis politiques : Selon le contexte du pays et le parti politique, les sections jeunesse ont des configurations organisationnelles différentes. Certaines sont des organisations indépendantes, rattachées de loin au parti principal. D'autres sont des branches ou des groupes de travail au sein du parti. Le système d'adhésion diffère également. Dans certaines sections jeunesse, tout membre du parti en dessous d'un certain âge — comme 30 ou 35 ans, ou même 40 ans— devient automatiquement membre. Pour d'autres sections jeunesse, l'adhésion doit être demandée de façon indépendante.

Les sections jeunesse servent généralement quatre fonctions principales, chacune desquelles pouvant

ENCADRÉ 3 : SEPT PRINCIPES CLÉS POUR ENGAGER EFFICACEMENT LES JEUNES DANS LE PROCESSUS POLITIQUE

Le NDI a conduit plus de 120 programmes de participation des jeunes à travers le monde, principalement axés sur les jeunes dans les partis politiques. Sur la base de cette expérience, le vice-président du NDI Shari K. Bryan a formulé les recommandations suivantes :

- **Concevoir un programme qui reflète les priorités des jeunes qui y participent.** Permettre aux jeunes de définir l'agenda renforce la confiance et fait naître une adhésion et une appropriation.
- **Offrir facilitation et formation.** Les jeunes ont peu d'exposition concrète aux problèmes et aux politiques. Il est important pour eux de ne pas se contenter de présenter leurs problèmes, mais aussi d'identifier les solutions.
- **Encourager les activités tournées vers l'action.** Les jeunes ne sont pas aussi réceptifs aux cours magistraux qu'ils ne le sont aux activités. Concevoir des projets ou des activités communautaires qui leur permettent d'assumer des responsabilités, de prendre des décisions et d'apprendre par la pratique.
- **Faciliter le lien entre les jeunes et les dirigeants politiques et communautaires.** Pour beaucoup de jeunes, c'est peut-être la première fois qu'ils ont été en contact avec les autorités publiques ou les leaders communautaires. Préparer le terrain pour une introduction est essentiel et contribue à mettre en valeur les jeunes et leurs projets.
- **Travailler dans un cadre multipartite.** Des activités multipartites exigent que les jeunes travaillent, collaborent et résolvent des problèmes avec des adversaires politiques, ethniques et tribaux. Ils ont besoin d'apprendre des compétences de négociation et de médiation ; ils abaissent leurs défenses naturelles et commencent alors à se voir les uns les autres comme des jeunes qui partagent un grand nombre des mêmes ambitions et intérêts.
- **Veiller à ce que 50 pour cent des participants soient des femmes.** Les femmes sont marginalisées dans presque tous les pays et font face à d'énormes défis pour pénétrer l'arène politique. Représentant plus de 50 pour cent de la masse des jeunes, les femmes doivent avoir leur place à la table.
- **Obtenir l'adhésion et le consensus des dirigeants politiques et communautaires.** Un engagement constructif des jeunes dans le processus politique ne peut avoir lieu sans le soutien et l'accord tacite des élites politiques et civiques. Prendre le temps au départ de répondre à toutes préoccupations ou objections des leaders assurera une programmation efficace.

Source: Bryan 2010.

offrir des points d'entrée pour accroître la participation politique des jeunes (voir aussi l'encadré 3). Avant tout, les sections jeunesse forment une base sympathisante pour leurs membres. Elles facilitent la mise en réseau et la formation d'alliances personnelles et/ou thématiques. Dans une structure de jeunesse avec ses propres assemblées et bureaux de membres, il y a beaucoup d'opportunités pour les jeunes de faire l'expérience des processus de décision et de développer leurs compétences et leurs opinions politiques. Les sections jeunesse peuvent jouer un rôle central pour l'augmentation du nombre de nominations de candidats jeunes et pour l'inclusion de questions concernant les jeunes dans les programmes

des partis. L'existence d'une section jeunesse forte sur une période de plusieurs générations permet aussi que des membres influents du parti soient d'anciens membres de la section jeunesse ; ils peuvent faire office de champions et de mentors pour la nouvelle génération.

Une deuxième fonction importante des sections jeunesse est de former les membres. Elles organisent des ateliers de renforcement des compétences, des programmes de mentorat et des activités d'élaboration de politiques. Les sections jeunesse ont besoin de leurs propres fonds afin de soutenir ces activités et d'autres ; c'est un problème étant donné que les

revenus provenant des cotisations peuvent être faibles. Dans certains pays, les gouvernements fournissent des fonds pour les activités d'éducation civique des sections jeunesse. De plus, de nombreux partis politiques financent leur section jeunesse, sachant que les partis ayant une section jeunesse dynamique sont susceptibles d'attirer davantage de jeunes membres. Cela a un effet cumulatif sur plusieurs décennies.

Une troisième fonction des sections jeunesse peut être d'influencer l'élaboration des politiques du parti et la sélection des dirigeants. Les jeunes membres et les sections jeunesse peuvent apporter une contribution fraîche et innovante et contester des politiques dépassées. Les sections jeunesse peuvent fonctionner comme des pépinières de nouvelles politiques, et comme des bases sympathisantes pour organiser les majorités nécessaires aux congrès du parti. Au Canada, les jeunes libéraux tenaient chaque hiver un camp politique où ils décidaient de résolutions prioritaires que les jeunes soutiendraient au congrès du parti et où ils organisaient le vote en bloc des jeunes. Des instruments similaires peuvent être utilisés pour avoir voix au chapitre dans les procédures de nomination des dirigeants.

Enfin, les sections jeunesse peuvent agir en direction des jeunes électeurs et rendre les partis plus crédibles à leurs yeux. Pour les campagnes électorales et de recrutement, les sections jeunesse sauront probablement quel langage est le plus efficace avec leurs pairs et quels types d'activités sont attractifs pour les jeunes. Les efforts des leaders plus âgés du parti pour plaire aux jeunes restent souvent lettre morte. Au lieu de cela, il pourrait être envisagé de consacrer une part spécifique du budget pour atteindre les jeunes électeurs et membres potentiels à travers la section jeunesse.

Développer les capacités des jeunes membres des partis dans un contexte multipartite : les sections jeunesse forment parfois des réseaux multipartites de coordination qui facilitent le partage des connaissances et la promotion des valeurs démocratiques au-delà des clivages partisans. Cela peut aussi aider à réduire la violence politique — dans certains pays en conflit ou post-conflit, les sections jeunesse ont été impliquées dans des affrontements graves et/ou dans la guerre civile.⁵²

Au Ghana, les sections jeunesse des quatre partis politiques ont publié une déclaration conjointe en 2006, invitant le président et l'ancien président à résoudre leurs différends et à reconstruire une relation constructive.⁵³ Le PNUD au Nicaragua a soutenu la création d'un Forum politique de la jeunesse avec des membres issus de huit partis politiques.⁵⁴

L'un des points d'entrée les plus communs pour soutenir les jeunes dans les partis politiques est d'offrir un développement des capacités. Ces activités sont plus efficaces si elles sont multipartites et si elles touchent à des problèmes liés aux organisations et à l'environnement sociétal au sens large. Le soutien du NDI aux sections jeunesse au Kenya est un point de référence (voir l'**EXEMPLE 11**). Les jeunes participants issus de divers partis politiques reçoivent une formation sur des compétences telles que la négociation et le plaidoyer. Ils développent également des projets à mettre en œuvre dans leurs partis, et ont créé une coalition, l'*Inter-Party Youth Forum* [Forum Jeunesse Interpartis], pour mener un plaidoyer sur certaines questions comme le chômage. Le renforcement des capacités au niveau organisationnel peut être facilité à travers des ateliers de partage des connaissances, la fourniture de conseils techniques et/ou des voyages d'étude.

Répondre séparément aux besoins de formation et de mentorat des jeunes femmes : Dans les partis politiques les jeunes femmes font face à une double discrimination basée sur l'âge et sur le genre, et nécessitent une attention particulière à leurs besoins. Des ateliers de formation séparés qui aideront les jeunes femmes à apprendre à surmonter les obstacles dans un espace sécurisant, sont par exemple une option à considérer.⁵⁵ Les programmes de mentorat sont une autre stratégie efficace. Des jeunes femmes sont associées avec des femmes ou des hommes occupant des postes de leaders et bénéficient de leurs réseaux et de leur expérience. En Suisse, le Conseil des activités de jeunesse a organisé un programme fructueux de mentorat multipartite pour les jeunes femmes (voir l'**EXEMPLE 12**).

Aux États-Unis, « *EMILYs list* » [la liste d'Emily] a été un outil utile pour mobiliser un soutien financier pour des femmes candidates pro-choix au sein du Parti démocrate.⁵⁶ Des activités similaires pourraient se focaliser sur des jeunes femmes de tous partis.



Période électorale

■ QUESTIONS CLÉS

International IDEA a analysé les statistiques de plus de 1400 élections parlementaires et présidentielles entre 1945 et 1997 dans plus de 170 pays. D'après leurs calculs, «le taux de participation des électeurs à travers le monde a augmenté régulièrement entre 1945 et 1990, passant de 61% en 1940 à 68% dans les années 1980. Mais depuis 1990, la moyenne s'est abaissée à 64%.»⁵⁷ Cette baisse est attribuée à une diminution de la participation électorale des jeunes.

Alors même que le nombre de jeunes électeurs aurait diminué, le nombre total de jeunes a augmenté, surtout dans les sociétés à 'poussée de jeunesse'. Pour les élections indiennes de 2009, 200 millions de jeunes (18-35 ans) avaient le droit de vote. En Jordanie, environ 40 pour cent des électeurs potentiels ont entre 18 et 25 ans.

Des activités visant à améliorer la participation électorale des jeunes sont mises en œuvre avant la plupart des élections. Les campagnes d'éducation des électeurs abordent des questions telles que les procédures d'inscription des électeurs ; la date, l'heure et le lieu du scrutin ; et la façon de voter. Elles s'efforcent souvent de convaincre les électeurs que leur vote est essentiel pour une démocratie saine. Les outils utilisés dans les campagnes d'éducation des électeurs comprennent la publicité dans les médias, les affiches, les dépliants, les objets promotionnels, les sites internet et les activités d'OSC locales. Ces campagnes sont généralement menées par des OSC, les OGE, et/ou d'autres entités gouvernementales, parfois avec l'appui du PNUD et d'autres organismes d'assistance électorale. La plupart des campagnes ciblent spécifiquement les jeunes électeurs et ceux votant pour la première fois, ou ont au moins des composantes spécifiques aux jeunes. Dans certains pays, les organisations coordinatrices des sections jeunesse de partis politiques mènent des campagnes conjointes adressées aux jeunes électeurs.

Malgré ce niveau important d'activité, Andrew Ellis note « qu'il ne semble toujours pas y avoir de base permettant de comprendre ce qui peut être efficace et ce qui ne l'est pas, avec en conséquence le risque de dépenser de grosses sommes d'argent inutilement.»⁶⁰ Ce manque

de connaissances approfondies pourrait être en partie attribué au fait que le taux de participation est déterminé par des facteurs complexes et spécifiques au contexte. Andrew Ellis et ses collègues identifient des facteurs tels que la perception de l'efficacité du vote, les systèmes électoraux et partisans, les traditions de vote, les procédures d'enregistrement des électeurs et l'accès physique aux urnes.⁶¹ Ils soulignent aussi des déterminants importants sur le plan individuel et social, tels que les attitudes, les connaissances, l'engagement civique, les réseaux sociaux et la socialisation.

Les campagnes de publicité et d'information ciblent seulement les attitudes et connaissances individuelles. Même la meilleure campagne visant à amener un nombre important de jeunes aux urnes peut ne pas atteindre son objectif. Une stratégie réussie doit aussi tenir compte de facteurs sociaux, contextuels et systémiques, notamment à travers un engagement civique général et des activités de participation politique des jeunes. Pour que les jeunes se rendent aux urnes, un environnement favorable devrait leur donner les moyens de participer à la vie civique. Les sociétés doivent respecter et accepter les jeunes comme des sujets politiques à part entière, et non principalement comme les objets de campagnes de mobilisation.

■ BONNES PRATIQUES

Les stratégies de bonne pratique suivantes sont pertinentes pour des activités conjointes avec les organismes de gestion électorale et les OSC dans la période électorale.

Assurez la participation des jeunes dans toutes les phases des campagnes d'éducation des électeurs :

Dans le cadre d'une stratégie plus large visant à améliorer la participation politique des jeunes, les informations sur comment et pourquoi voter peuvent être délivrées d'une manière adaptée aux jeunes. Des représentants des jeunes pourraient être inclus lors de la conception et de la validation des campagnes et des matériels d'éducation des électeurs, particulièrement — mais pas seulement — pour les campagnes ciblant

les jeunes. Cela peut être fait par le biais de conseils consultatifs. L'approche, les méthodes et le langage sont plus susceptibles d'être appropriés pour atteindre les jeunes si des voix de jeunes sont incluses, dès la phase de conception du projet.

Au cours de la mise en œuvre des campagnes d'éducation civique et électorale, la participation des jeunes pourrait par exemple être augmentée par le biais de petites subventions aux OSC menées par des jeunes. Les jeunes peuvent être plus ouverts aux messages de la campagne s'ils sont délivrés par des pairs. La campagne multimédia d'éducation civique actuellement menée par le PNUD au Cambodge (voir l'EXEMPLE 13) est fondée sur une grande enquête sur la participation civique des jeunes. Des représentants des jeunes sont inclus dans des conseils consultatifs pour la conception et la mise en œuvre de la campagne. Les messages de la campagne ne se limitent pas à motiver les jeunes à voter ; ils comportent des exemples inspirants d'engagement civique des jeunes au Cambodge.

Utiliser des méthodes ludiques et des stratégies multimédias pour attirer l'attention des jeunes :

Parmi les exemples on peut citer des représentations théâtrales, des concerts (« Rock the Vote », par exemple) et des expositions artistiques.⁶²

Avant la première élection démocratique de Tunisie en Octobre 2011, le PNUD a facilité avec succès diverses activités, telles qu'une chanson électorale, «*Enti Essout*» [Vous êtes la voix]. La chanson a « fait le buzz » et est devenu « l'hymne des élections ». ⁶³ De plus, le jeu d'éducation des électeurs *DemocraTweet* a aidé à mobiliser les jeunes électeurs en collaboration avec une station de radio populaire (voir l'EXEMPLE 14).

La Commission électorale australienne mène diverses activités en ligne et hors ligne pour inscrire les jeunes électeurs et ceux votant pour la première fois et maintenir à jour leurs données d'inscription. Les activités comprennent la semaine « *Enrol to Vote* » [Inscris-toi sur les listes électorales], les concerts et émissions de radio « *Rock Enrol* » [Rock inscrire] et la campagne « *Famous People Vote Too* » [Les vedettes votent aussi] (voir l'EXEMPLE 15).

L'exemple positif de modèles, y compris les parents, les enseignants ou les idoles de la culture pop, peut avoir un impact significatif sur la socialisation politique. L'ONG canadienne «À voix égales», une organisation multipartite qui encourage l'élection de femmes au Canada, a appelé les citoyens à «amener une fille voter» dans les élections de 2011 afin de familiariser des filles n'ayant pas encore l'âge de voter avec le processus de vote.⁶⁴

Inclure des jeunes en tant qu'agents de bureau de vote, dans les conseils d'administration des organismes de gestion électorale et en tant qu'observateurs électoraux : Des représentants des jeunes peuvent être impliqués dans tous les aspects du processus électoral. Chaque acteur électoral peut inclure des jeunes dans la conception et la mise en œuvre d'activités, y compris celles liées à l'observation (voir l'**EXEMPLE 16**) et la gestion des élections. Les organismes de gestion électorale doivent avoir une connaissance approfondie de leur électorat jeune, et identifier les besoins électoraux spéciaux des jeunes électeurs.

Certains organismes de gestion électorale approfondissent leur connaissance de la jeunesse à travers la recherche, en particulier lorsqu'ils sont en charge de l'éducation civique et électorale. Par exemple, en République de Corée, la Commission électorale nationale gère l'Institut d'éducation civique pour la démocratie, qui a mené des recherches spécifiques sur l'éducation des jeunes électeurs.⁶⁵ Une autre option à envisager est l'inclusion de représentants des jeunes dans les conseils d'administration des OGE afin d'accéder à leurs connaissances spécifiques et de renforcer l'appropriation. Les jeunes peuvent aussi être formés en tant qu'agents de bureaux de vote.

Développer des outils interactifs en ligne pour atteindre les jeunes électeurs : Des outils internet peuvent atteindre la jeunesse instruite et urbaine, en gardant à l'esprit que ceux-ci peuvent exclure un grand nombre de jeunes là où la connaissance informatique et l'accès à l'internet ne sont pas encore très répandus. Les pratiques prometteuses comprennent souvent une combinaison de moyens de diffusion par internet, téléphonie mobile, radio et/ou télévision.

Il existe une foule d'applications potentielles pour les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Les organismes de gestion électorale pourraient par exemple envisager d'utiliser des sites internet et des médias sociaux pour interagir avec les jeunes. Plusieurs pays ont de bons sites internet avec des informations sur le processus électoral et l'enregistrement des électeurs. Cela peut être particulièrement utile dans les pays où ceux qui votent pour la première fois doivent s'enregistrer pour pouvoir voter. Parmi les exemples, on peut citer celui du site internet éducatif de la Commission électorale britannique qui cible les étudiants,⁶⁶ et celui de la section sur les élections pour les jeunes électeurs du Canada.⁶⁷ La Commission électorale sud-africaine propose des informations en ligne sur les procédures d'enregistrement.⁶⁸

Là où une combinaison de téléphonie mobile et d'internet est utilisée pour appuyer l'observation des élections, des garanties efficaces doivent être mises en place afin d'assurer l'objectivité des rapports, d'empêcher l'utilisation abusive par les partis politiques et de s'assurer que l'information recueillie atteigne son public cible. *MobileActive.org* offre un bon panorama de cette pratique et un débat sur la question.⁶⁹

Des outils en ligne pour éduquer les jeunes électeurs connaissant l'informatique peuvent faire partie d'initiatives plus larges d'éducation civique et électorale. Les applications internet de conseils électoraux sont une bonne pratique (voir l'**EXEMPLE 17**). En Allemagne et dans d'autres pays européens, ils informent les citoyens sur les valeurs et les programmes des partis politiques. Une institution indépendante aide les citoyens à identifier quel parti politique correspond le mieux à leurs propres préférences.

4

Période post-électorale

■ QUESTIONS CLÉS

La capacité des citoyens à tenir leurs représentants élus pour responsable est une caractéristique fondamentale d'une société démocratique. La responsabilité ne peut pas être limitée uniquement au jour du scrutin. Avant et après, les représentants élus doivent répondre aux attentes des citoyens. Des canaux de communication et de plaidoyer doivent être ouverts à tous, y compris aux jeunes. Dans certains pays, les parlementaires et les représentants du gouvernement peuvent ne pas être habitués à répondre aux questions des citoyens et des médias, mais ils pourraient acquérir les capacités pour le faire. Cela permet d'inscrire les valeurs de transparence, de responsabilité et de réactivité dans la culture politique, et de favoriser une participation inclusive.

■ BONNES PRATIQUES

Les recommandations de bonne pratique qui suivent sont pertinentes pour des activités conjointes avec les parlements, les gouvernements et les OSC de plaidoyer dans la période post-électorale.

Faire entendre les voix des jeunes dans les parlements et les gouvernements : En dehors de la représentation directe des jeunes au parlement, il y a plusieurs autres points d'entrée pour augmenter leur accès au pouvoir législatif. Les parlements associent souvent la société civile à leurs travaux par le biais des audiences de comité. Des commissions parlementaires et des groupes multipartites spécifiquement axés sur les jeunes ou délibérant de questions ayant un impact sur les jeunes pourraient mener des consultations publiques et inviter des OSC de jeunes à échanger leurs points de vue. La Note stratégique du PNUD sur le développement parlementaire⁷⁰ met en avant le soutien à ce genre d'activités. Aider les jeunes à avoir un impact ciblé peut inclure le développement des capacités des OSC de jeunes, y compris sur le plaidoyer et l'art oratoire.

En Jamaïque, des organisations de jeunes ont fondé en 2009 un *National Youth Parliamentary Watch Committee* [Comité national des jeunes de surveillance parlementaire], approuvé par le ministère de la jeunesse. Ce comité est chargé d'examiner « toutes les propositions de lois et de politiques devant le parlement, et [de les évaluer] de façon critique par rapport à des objectifs d'intégration des jeunes ». ⁷¹ L'Assemblée nationale turque a récemment

mis sur pied un Comité de suivi sur les droits de l'enfant, qui inclut un site internet soutenu par l'UNICEF.⁷²

L'internet offre de nombreuses opportunités pour un engagement direct entre les législateurs et les citoyens en ligne. De nombreux parlements ont donc intensifié leur présence en ligne, un autre point d'entrée pour l'appui du PNUD. En Jordanie, le PNUD a aidé le Ministère du développement politique à développer ses capacités en matière de médias sociaux afin de mieux communiquer avec les jeunes citoyens.

En Allemagne, l'initiative *Parliament Watch* [Surveillance parlement], menée par des jeunes, permet à des citoyens ordinaires de surveiller et d'examiner leurs députés en posant des questions et en accédant à des informations sur leur façon de voter (voir l'EXEMPLE 18). En Égypte, après la chute du gouvernement Moubarak, des jeunes gens ont installé des projecteurs dans des lieux publics et ont diffusé des vidéos de violations des droits de l'homme. Cette initiative s'est avérée être un moyen efficace de partage d'une information qui pourrait sinon n'être accessible que sur internet.

Les jeunes ont un rôle particulier dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et des politiques nationales pour la jeunesse qui les concernent directement. Le gouvernement australien consulte les jeunes par le biais de plusieurs mécanismes réguliers, tels que la Semaine nationale de la jeunesse et le comité directeur du Forum Jeunesse. Sur le site internet du forum, les jeunes peuvent apporter leurs points de vue (la campagne « Nous vous entendons ») et recevoir des réponses à leurs commentaires.⁷³ Le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (ONU DAES) a publié un guide utile pour soutenir les jeunes dans l'évaluation des politiques nationales de jeunesse.⁷⁴

À Hong Kong, le NDI a travaillé avec le gouvernement, le Département des études internationales de l'Université Baptiste et le Centre de l'Amérique de Hong Kong pour encourager la participation des jeunes dans des domaines de politique publique. L'Institut a lancé un programme pour les jeunes en Septembre 2007 avec le premier sommet universitaire des étudiants. Les participants ont examiné et ont répondu à la consultation du gouvernement sur son Livre vert sur le développement constitutionnel.⁷⁵

Faciliter la création de conseils nationaux et/ou de parlements de jeunes, menés par des jeunes :

Les parlements de jeunes sont un exercice d'éducation civique utile pour la sensibilisation sur les fonctions et les procédures du parlement. Dans certains pays, les parlements et les conseils de jeunes représentent efficacement les jeunes et leur donnent une voix dans le processus décisionnel national. En tant qu'institutions participatives, les parlements de jeunes devraient avoir certaines compétences, comme une fonction consultative pour les questions concernant les jeunes. L'UIP insiste sur l'importance des budgets de fonctionnement pour avoir des parlements des jeunes forts.⁷⁶

Il peut parfois être difficile de déterminer si les opinions exprimées dans les parlements des jeunes sont prises en compte. La frustration peut s'installer lorsque les jeunes travaillent dur sans résultats vérifiables. Il faut décider dès le début, quel ministère ou comité parlementaire sera chargé de répondre aux résolutions. Les parlements de jeunes ne devraient pas être des événements ponctuels, mais permettre un engagement continu et un suivi. Ils peuvent apporter une contribution importante à la responsabilisation dans son ensemble, s'ils réussissent à suivre et imiter le travail du parlement national.

Au Sri Lanka, le parlement national des jeunes, ce sont 500 000 membres d'OSC de jeunes qui élisent ses membres au cours d'élections à l'échelle des districts (voir l'EXEMPLE 19). Deux fois par mois, ses membres se réunissent dans la capitale et débattent de questions également en cours de discussion au parlement national. Trente ministres des jeunes suivent le travail des ministères nationaux et y disposent d'un espace de travail. Tous ses membres sont autorisés à entrer dans les commissions du parlement national et à consulter les parlementaires nationaux. Le parlement national a inclus les recommandations du parlement des jeunes dans la politique nationale pour la jeunesse.

Au cours des deux dernières années, un million de jeunes ont élus leurs représentants au parlement des jeunes du Royaume-Uni.⁷⁷

Inviter des groupes de jeunes à visiter les parlements nationaux :

Dans certains pays, les politiciens n'ont pas le droit d'entrer dans les établissements d'enseignement. Dans d'autres, ils sont invités dans les

écoles et les universités pour partager des informations avec les étudiants sur leurs programmes politiques et le fonctionnement du parlement. De nombreux parlements invitent des étudiants à suivre leurs travaux. Au Cambodge, le PNUD a facilité un tel exercice. Pour la première fois dans l'histoire de l'Assemblée nationale, des écoliers et des jeunes sont venus au parlement et ont parlé avec ses membres (voir l'EXEMPLE 20).

Lancer des programmes de stage pour les étudiants dans les parlements : Certains parlements ont des programmes de stages pour les étudiants, surtout au niveau universitaire. La structure de ces programmes peut varier en fonction du pays. Quand ils sont bien conçus, les étudiants et les parlementaires en tirent chacun des avantages. Alors que les étudiants auront la possibilité de développer leurs compétences professionnelles et leur compréhension des procédures parlementaires, les législateurs et le personnel parlementaire auront la possibilité de bénéficier des connaissances et des idées de leurs stagiaires. Parmi les programmes de développement parlementaire qui soutiennent des programmes de stages se trouvent ceux du NDI.⁷⁸

Former et soutenir les jeunes parlementaires : Les jeunes parlementaires ont besoin d'appui pour accroître leur influence et contribuer à l'évolution des normes culturelles de façon à ce que les capacités de leadership des jeunes soient plus largement reconnues. En 2010, l'UIP a adopté par consensus une résolution appelant tous les parlementaires à soutenir les jeunes membres.⁷⁹ Le PNUD et d'autres organismes d'assistance en gouvernance ont proposé un certain nombre d'options de formation en leadership pour les jeunes parlementaires (voir l'EXEMPLE 5).

Créer et soutenir des conseils des jeunes au niveau local : Les jeunes délégués aux conseils peuvent être sélectionnés dans les écoles et/ou les universités, et faire rapport à leurs pairs. Des accords clairs peuvent être passés avec les conseils municipaux concernant les procédures de consultation, comme la présence dans les conseils municipaux de jeunes et/ou un budget spécifique pour les parlements de jeunes. Des groupes de travail et des comités peuvent être chargés de résoudre les problèmes locaux qui concernent les jeunes.

Au Yémen, le NDI a soutenu avec succès la création de Conseils des jeunes dans des contextes tribaux (voir l'EXEMPLE 21). Cette activité innovante combine des formations sur l'atténuation des conflits avec de nouvelles voies pour la participation des jeunes, et permet aux jeunes de participer efficacement aux processus décisionnels dans leur communauté. Les conseils d'enfants des écoles du soir du *Barefoot College* [Université aux pieds-nus] en Inde (EXEMPLE 2) peuvent être une autre source d'inspiration.

CONCLUSION

Inclure la population mondiale de jeunes la plus nombreuse de tous les temps dans les processus politiques est un élément fondamental du renforcement de la gouvernance démocratique. Comme ce guide l'illustre, les stratégies pour soutenir cette participation doivent couvrir toutes les phases du cycle électoral. En résumé, cela implique d'aborder stratégiquement :

1. **LE CADRE JURIDIQUE :** Examiner la loi électorale et ses effets sur la participation politique des jeunes ;
2. **LA PHASE PRÉ-ÉLECTORALE :** Reconnaître et soutenir les jeunes en tant que leaders communautaires et de partis politiques ;
3. **LA PHASE ÉLECTORALE :** mobiliser les jeunes en tant qu'électeurs, candidats, observateurs et participants actifs dans tous les aspects du processus électoral ; et
4. **LA PHASE POST-ÉLECTORALE :** soutenir les voix des jeunes au parlement et au gouvernement.

Ce guide a tenté d'offrir une gamme de stratégies potentielles pour le soutien, ainsi que des exemples pratiques et des expériences d'un éventail d'acteurs électoraux. Il est à espérer qu'il constituera une ressource utile pour les bureaux de pays du PNUD, et d'autres organismes d'assistance et acteurs électoraux pour le développement de programmes durables et d'une grande portée, pour atteindre l'inclusion la plus large des jeunes dans les processus politiques.

partie

B

RESSOURCES

Annexe 1

Selection d'exemples de bonnes pratiques

Les exemples de bonnes pratiques suivants ont pour but de servir d'inspiration et d'information aux professionnels du PNUD et autres acteurs qui soutiennent la participation politique des jeunes. Les lecteurs pourront les trouver utiles dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs propres stratégies dans des contextes différents. Les informations de base sont résumées dans une fiche signalétique standard pour chaque bonne pratique ; les pratiques sont répertoriées dans l'ordre dans lequel elles apparaissent dans ce guide.

■ Ces exemples ont été sélectionnés sur la base de leur contribution avérée à la participation politique des jeunes. Ces pratiques sont aussi nécessaires pour favoriser le développement des capacités au niveau des individus, des organisations et/ou d'un environnement favorable. Une nette préférence a été donnée à celles qui font de la participation efficace et significative des jeunes un résultat immédiat du projet, notamment en veillant à la participation des jeunes dans les instances dirigeantes du projet, en établissant des partenariats avec des initiatives de jeunes, et/ou en facilitant l'inclusion des jeunes dans des processus de consultation nationaux et locaux. Quoi qu'il en soit, les systèmes électoraux et d'autres facteurs contextuels devraient être pris en compte afin de déterminer si ces stratégies pourraient être pertinentes pour le contexte spécifique.

QUATRE CRITÈRES D'EXAMEN ont été utilisés pour mieux comprendre les forces et les faiblesses de chacun des exemples de bonnes pratiques. Il s'agit de :

1. **L'INNOVATION** : L'activité adopte-t-elle une approche inhabituelle et apporte-t-elle de nouvelles réponses à une réalité changeante ? Les méthodes utilisées sont-elles susceptibles d'attirer les jeunes d'aujourd'hui ? L'innovation peut concerner des projets qui : sont informels et axés sur les résultats ; sont faciles d'accès ; mettent l'accent sur un langage facile ; sont axés sur des questions spécifiques ; sont compétitifs, avec par exemple un élément de «jeu» ; ou sont basés sur la technologie actuelle (si des jeunes instruits sont ciblés).
2. **L'INCLUSION** : L'activité favorise-t-elle l'inclusion d'un large éventail de jeunes ? Les différents groupes à inclure peuvent comprendre les jeunes femmes, les jeunes marginalisés socio-économiquement, les minorités ethniques, les jeunes illettrés (y compris ceux ayant un manque de compétences informatiques), les habitants des zones rurales, ou les jeunes ayant des besoins spéciaux.
3. **LA RECONNAISSANCE** : L'approche a-t-elle été reconnue par d'autres organisations, par exemple à travers des rapports de bonnes pratiques ou par l'attribution de prix ?
4. **LA PERTINENCE POUR LE PNUD** : Quelle est la pertinence du projet par rapport à l'approche de soutien au cycle électoral du PNUD ? Est-elle appropriée dans des contextes de pays en développement ? Peut-elle être mise en œuvre dans un cadre typique de programmation du PNUD ? Si ces conditions ne sont pas pleinement satisfaites, des suggestions d'adaptation sont faites.

TABLEAU 4 : EXEMPLES DE BONNE PRATIQUE

N°	NOM	LIEU	PARTENAIRES	DESCRIPTION	P.
CADRE JURIDIQUE					
1	Campagne <i>Young MPs Now</i> [Jeunes députés maintenant]	Turquie	OSC dirigées par des jeunes	Campagne réussie pour abaisser l'âge d'éligibilité au parlement	40
PÉRIODE PRÉ-ÉLECTORALE					
2	Conseil des enfants	Inde	UNICEF, ONG, écoles	Compétences décisionnelles pour des élèves d'école	41
3	<i>Project Citizen</i> [Projet citoyen]	Mondial	OSC, donateurs	Projet d'éducation civique très efficace et populaire	42
4	Camps de la démocratie	Asie centrale	IFES, USAID	Cours d'engagement civique pour des élèves ruraux	43
5	<i>Asian Young Leaders</i> [Jeunes leaders asiatiques]	Asie	PNUD, programme <i>LEAD International</i>	Formation régionale en leadership centrée sur la gouvernance	44
6	Organisation Jeunes bénévoles	Turquie	Union Européenne, autorités locales	Moyens de participation dans un quartier défavorisé	45
7	Bureau de liaison tribale	Afghanistan	Chefs tribaux, donateurs divers, autorités gouvernementales	Médiation réussie des jeunes entre les chefs tribaux et la communauté internationale	46
8	Laboratoire de l'innovation	Kosovo	UNICEF, groupes de jeunes	Des projets de jeunes de petite échelle obtiennent un soutien technique et financier d'accès facile	47
9	<i>Voices of Youth</i> [Voix des jeunes]	Népal	UNICEF, station de radio	Utilisation de la radio, des SMS et de l'internet pour l'inclusion des jeunes de toutes zones	48
10	<i>TakingITGlobal</i>	Mondial	22,000 ONG, 8 agences onusiennes	Mise en réseaux et partage de connaissance entre jeunes au niveau mondial	49
11	<i>Inter-Party Youth Forum</i> [Forum Jeunesse Interpartis]	Kenya	Sections jeunesse des partis, NDI	Projet multipartite réduisant le potentiel de violence et développant les capacités des jeunes dans les partis politiques	50
12	De femme à femme	Suisse	Conseil des activités de jeunesse, politiciens	Programme de mentorat pour les jeunes femmes dans les partis politiques	51
PÉRIODE ÉLECTORALE					
13	Campagne multimédia d'éducation civique	Cambodge	PNUD, <i>BBC World Service</i>	Campagne multimédia d'éducation civique et électorale incluant les voix des jeunes	52
14	Soutien aux élections démocratiques	Tunisie	PNUD, IFES, Union Européenne, OGE	Éducation des électeurs adaptée aux jeunes (chanson des élections/jeu <i>Twitter</i>)	53
15	Campagne d'enregistrement des jeunes	Australie	OGE, autres	Éducation des jeunes électeurs avec des activités ludiques	54
16	Fonds de soutien à l'observation électorale	Mexique	OGE, Ministère de l'intérieur, PNUD, Tribunal électoral	Soutien des projets d'observation électorale centrés sur la jeunesse et/ou menés par des organisations de jeunes.	55
17	Applications de conseils électoraux en ligne	Europe principalement	OSC	Aide à identifier le parti politique qui correspond le mieux à ses propres opinions	56
PÉRIODE POST-ÉLECTORALE					
18	<i>Parliament Watch</i> [Surveillance parlement]	Allemagne	<i>Parliament Watch</i> , médias, citoyens, parlementaires	Projet mené par des jeunes ouvrant des voies adaptées aux jeunes pour surveiller et examiner les parlementaires et offrant de la transparence	57
19	Parlement national des jeunes	Sri Lanka	Clubs de jeunes, gouvernement	Représentation et inclusion des jeunes au niveau national	58
20	Jeunes visitant le parlement	Cambodge	PNUD, OSC, Assemblée nationale	Groupes de jeunes invités à visiter le parlement	59
21	Conseils des jeunes	Yémen	NDI, chefs tribaux, ONG	Projet réussi de participation locale des jeunes	60

EXEMPLE 1 : CAMPAGNE *YOUNG MPs NOW* [JEUNES DÉPUTÉS MAINTENANT]

LIEU	TURQUIE							
PARTENAIRES	Parlement national des jeunes, conseils locaux des jeunes, <i>Youth for Habitat</i> , organisation communautaire de bénévoles							
DURÉE	2006 - 2011							
FINANCEMENT	Principalement volontaire							
ÂGES	X	15-18	X	18-25	X	25-30	X	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS		Individuelles	X	Organisationnelles	X	Environnement favorable		
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT		Non	X	Consultation/ plaidoyer	X	Mené par des jeunes	X	Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>En 2006, plusieurs organisations de jeunes en Turquie ont lancé une campagne visant à abaisser l'âge d'éligibilité pour concourir pour un siège au parlement national. Elle consistait en activités locales telles que la collecte de signatures dans 23 villes, une campagne médiatique nationale et des rencontres avec des dirigeants politiques.</p> <p>Avant les élections de 2011, les partenaires de la campagne ont fait pression pour la nomination de jeunes candidats. Les citoyens pouvaient exprimer leur soutien sur un site internet, alors que les partis politiques ont été appelés à diminuer les frais d'inscription pour les jeunes politiciens. Lors de l'élection, les partenaires ont appuyé de jeunes candidats et interrogé tous les candidats sur leur politique pour la jeunesse.</p> <p>En 2006, le parlement national a abaissé l'âge d'éligibilité de 30 à 25 ans dans une réaction rapide à la campagne. Lors des élections de 2011—pour la première fois dans l'histoire de la Turquie—des candidats âgés de 25 à 30 ans ont été élus au parlement.</p>							
INNOVATION	A contribué à unir différents groupes de jeunes pour faire campagne avec succès pour défendre leurs droits avec un impact important.							
INCLUSION	Inclusion élevée des jeunes en général, mais pas d'attention particulière aux groupes marginalisés.							
RECONNAISSANCE	Le parlement a réagi à la campagne au bout d'un mois.							
PERTINENCE POUR LE PNUD	Le transfert de connaissances sur des campagnes réussies comme celle-ci pourrait être très inspirant pour des groupes de jeunes dans d'autres pays.							
Sources	<p>Visite de l'auteur à la convention des jeunes à Ankara en 2006.</p> <p>Entrevue avec Elif Kalan de <i>Youth for Habitat</i>, info@youthforhab.org.tr.</p> <p>Susanne Güsten, 2011. « Youth Play New Roles in Turkish Elections » [La Jeunesse joue de nouveaux rôles dans les élections turques]. In <i>The New York Times</i>, 8 juin, <www.nytimes.com/2011/06/09/world/europe/09iht-M09-TURK-VOTE.html?pagewanted=all>.</p>							

EXEMPLE 2 : CONSEIL DES ENFANTS

LIEU	INDE (RAJASTHAN)						
PARTENAIRES	UNICEF, centre local de travail social, écoles						
DURÉE	Depuis 1993						
FINANCEMENT	N/A						
ÂGES	X	15-18		18-25		25-30	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles	X	Environnement favorable	
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT		Non	X	Consultation/ plaidoyer	X	Mené par des jeunes	Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>En 1993, au cours d'une kermesse aux écoles du soir du <i>Barefoot College</i> [Université aux pieds-nus] à Tilona, les enfants ont exprimé leur désir d'en savoir plus sur la gouvernance et ont eu l'idée d'un parlement des enfants. En 2004, le cinquième parlement des enfants était en session et 4 000 enfants ont élu 56 membres et un premier ministre. Les membres choisissent des ministres avec des portefeuilles spécifiques. L'âge minimum pour participer est de 11 ans.</p> <p>Le gouvernement des enfants a des compétences étendues. Ses membres et ministres gèrent de nombreuses affaires scolaires tels que les fournitures, l'entretien, les plaintes concernant les enseignants, etc. ; les adultes agissent comme des fonctionnaires et sont responsables devant les ministres. Les membres ont le pouvoir de licencier les enseignants qui manquent à leurs devoirs, à la suite d'une enquête basée sur le dépôt formel d'une plainte. Le parlement est également impliqué dans les affaires communautaires. Les membres assistent aux réunions du comité d'éducation villageois et portent des questions à l'attention des responsables locaux.</p> <p>L'un des résultats a été une meilleure compréhension des processus de gouvernance et des fonctions des institutions démocratiques. Les enfants participants sont plus susceptibles d'apporter une contribution positive au développement de leurs communautés. Par exemple, Dev Karan, un garçon de 11 ans, a réglé un différend villageois et collecté de l'argent dans la communauté de son village pour établir un système d'eau courante géré par la communauté. Il était le président du premier parlement des enfants. Kaushalya, qui est devenu premier ministre, a persuadé les membres de sa communauté de se procurer une pompe solaire pour remplir un réservoir d'eau de 100 000 litres avec le puits de la communauté.</p>						
INNOVATION	Démarche courageuse d'accorder aux enfants des compétences étendues ; les enfants ont un impact fort sur leur école et leur communauté.						
INCLUSION	38 pour cent des sièges au parlement sont réservés aux filles ; les membres s'efforcent d'atteindre des jeunes non scolarisés et les inscrivent.						
RECONNAISSANCE	Mis en exergue dans des revues et dans les médias.						
PERTINENCE POUR LE PNUD	C'est une activité appropriée pour un soutien à travers des organisations internationales, et elle cible l'éducation civique ainsi que la participation directe.						
Sources	<p>Michael Wyness, 2001. « Children, childhood and political participation : Case studies of young people's councils » [Les enfants, l'enfance, et la participation politique : études de cas de conseils des jeunes]. In <i>The International Journal of Children's Rights</i>, 9, p. 193-212, <http://www.childfriendlycities.org/pdf/youngcouncils.pdf>.</p> <p>« Change India » [Change l'Inde], 2004, <http://infochangeindia.org/index2.php?option=com_content&do_pdf=1&id=228>.</p> <p><i>Times of India</i>, 2007, « Govt to set up Bal Sansads in schools » [Le gouvernement va mettre en place des <i>Bal Sansads</i> dans les écoles], <http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2007-07-15/patna/27983054_1_schools-prime-minister-deputy>.</p>						

EXEMPLE 3 : PROJECT CITIZEN [PROJET CITOYEN]

LIEU	MONDIAL (BASÉ AUX ÉTATS-UNIS)						
PARTENAIRES	Centre pour l'éducation civique, divers partenaires nationaux (par ex. <i>Learning Links Foundation</i> , Inde), donateurs internationaux (par ex. gouvernement américain, ambassade du Royaume-Uni au Pakistan)						
DURÉE	Depuis 1995						
FINANCEMENT	N/A						
ÂGES	X	15-18	X	18-25		25-30	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles	X	Environnement favorable	
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT		Non	X	Consultation/ plaidoyer	X	Mené par des jeunes	Participation collaborative
DESCRIPTION	<p><i>Project Citizen</i> [Projet citoyen] est un programme principalement dédié aux collégiens, lycéens et jeunes étudiants, et aux organisations de jeunes. D'après le site internet du Centre pour l'éducation civique, il « promeut une participation compétente et responsable dans l'administration locale et étatique. Les jeunes travaillent en coopération pour identifier un problème de politique publique dans leur communauté. Ils étudient ensuite le problème, évaluent des solutions alternatives, développent leur propre solution sous la forme d'une politique publique, et créent un plan d'action politique pour convaincre les autorités locales ou étatiques d'adopter la politique proposée. (...) <i>Project Citizen</i> est utilisé dans les salles de classe à travers le monde et a été traduit dans plus de 40 langues. »</p> <p>Jusqu'en 2012, environ 400 000 enseignants ont enseigné les programmes internationaux <i>Civitas</i> à plus de 12 millions d'élèves dans plus de 81 pays, dont environ 500 000 élèves en Chine. De plus, entre 1996 et 2011, environ 2,8 millions d'élèves et 45 000 enseignants ont participé à ce projet aux États-Unis. Un film documentaire primé « <i>The World We Want</i> » [Le monde que nous voulons] a été produit qui dépeint <i>Project Citizen</i>.</p>						
INNOVATION	Le projet utilise des ressources disponibles dans chaque communauté (enseignants, élèves, processus de politiques publiques, etc.) pour donner des leçons sur la participation civique et donner aux jeunes la possibilité de devenir des agents du changement ; projets informels, axés sur les résultats ; facilité d'accès ; axé sur des questions spécifiques.						
INCLUSION	Dans les écoles, on peut trouver des élèves de milieux sociaux différents ; l'outil ne s'applique pas aux jeunes non scolarisés.						
RECONNAISSANCE	Un film primé, des évaluations positives.						
PERTINENCE POUR LE PNUD	Utilise un mode de mise en œuvre similaire à ceux des projets du PNUD, impliquant des bailleurs de fonds externes et des partenaires de mise en œuvre locaux et internationaux.						
Sources	<p>« <i>The World We Want</i> » [Le monde que nous voulons], <www.civiced.org/index.php?page=project_citizen_documentary_wins_audience_award_at_afi_film_festival> ; une bande annonce est disponible sur <www.youtube.com/watch?v=zHNmM8s4FA0>.</p> <p><i>Center for Civic Education</i>, <http://new.civiced.org/civitas-programs/impact>.</p> <p>Rapports d'évaluation du projet, <www.civiced.org/index.php?page=project_citizen_research>.</p> <p>Ambassade du Royaume-Uni au Pakistan, <http://ukinpakistan.fco.gov.uk/en/about-us/working-with-pakistan/projectsnew/active-citizenship>.</p> <p><i>Learning Links India</i>, www.learninglinksindia.org/Project_Citizen.aspx.</p> <p>Entrevue par courriel avec le directeur associé du <i>Center for Civic Education</i>, John H. Hall, 6 octobre 2011.</p>						

EXEMPLE 4 : CAMPS DE LA DÉMOCRATIE

LIEU	PRINCIPALEMENT AU KIRGHIZISTAN, MAIS AUSSI AU KAZAKHSTAN ET AU TADJIKISTAN. Des camps régionaux ont été organisés en 2005 et 2006 pour des élèves des républiques d'Asie centrale.			
PARTENAIRES	IFES, USAID (donateur)			
DURÉE	Depuis 2000			
FINANCEMENT	Chaque camp coûte approximativement 15 000 \$ US pour environ 60 participants.			
ÂGES	X	15-18	18-25	25-30 30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	Organisationnelles	Environnement favorable
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT	X	Non	Consultation/ plaidoyer	Mené par des jeunes Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>Depuis 2000, l'IFES a conduit plus de 20 camps de la démocratie à travers le Kirghizstan et plusieurs autres républiques d'Asie centrale. Des participants lycéens apprennent sur les valeurs démocratiques, le leadership, le travail d'équipe, sur leur rôle en tant que citoyens, et comment militer pour le changement dans leur société. L'objectif des camps de 10 jours est de construire la conscience civique et l'engagement des jeunes et de faire naître en eux la croyance en leur capacité en tant qu'individus à améliorer leur pays et leurs communautés. La formation est fondée sur l'expertise interne de l'IFES (à la fois internationale et locale) relative aux méthodes d'enseignement interactives, à l'éducation civique et à la région.</p> <p>Selon les estimations de l'IFES, le programme a atteint 4.724 participants entre 2000 et 2011. Sur son site internet, l'IFES note que : « Sur le long terme, certains témoignages ont rapporté que le programme des camps a rendu beaucoup de participants plus confiants, plus assertifs et plus activement engagés dans le développement communautaire et national. Les participants retournent dans leurs communautés après le programme du camp d'été avec un plan de projet à mettre en œuvre dans leurs propres écoles et communautés. Le suivi de ces projets a montré que, en moyenne, plus de 60 pour cent des élèves planifient et mettent en œuvre avec succès des projets tels que : les institutions de gestion étudiantes, des classes éducatives extra-scolaires pour les écoles primaires et secondaires et les orphelinats, des débats, et autres activités connexes qui motivent et éduquent leurs pairs et les adultes. L'IFES suit également et héberge un réseau national d'anciens élèves des camps de la démocratie, auquel tout participant est libre d'adhérer. Le Réseau a développé avec succès de plus petits programmes similaires aux camps, qu'il met en œuvre dans les écoles au cours des vacances scolaires plus courtes. Le réseau atteint près de 100 participants actifs dans tout le pays. »</p>			
INNOVATION	Fait sortir les étudiants de leur environnement habituel, ce qui augmente leur ouverture à de nouvelles idées ; environnement interactif et ludique du camp ; donne la capacité aux élèves de mener leurs propres projets.			
INCLUSION	Atteint des élèves dans les communautés rurales.			
RECONNAISSANCE	Mentionné dans le rapport d'un ambassadeur des États-Unis.			
PERTINENCE POUR LE PNUD	Modalités de mise en œuvre similaires à celles utilisées par le PNUD ; les questions abordées et l'approche sont très pertinentes pour l'approche « cycle électoral ».			
Sources	<p>Site internet de l'IFES, <www.ifes.org/Content/Galleries/I/IFES-Winter-and-Summer-Democracy-Camps-Empower-High-School-Students-in-Kyrgyzstan.aspx>.</p> <p>Rapport sur la visite de l'ambassadeur américain au camp de la démocratie de l'IFES, <www.ifes.org/Content/Publications/News-in-Brief/2011/July/US-Ambassador-to-Kyrgyzstan-Visits-IFES-Democracy-Camps.aspx>.</p> <p>Entrevue par courriel avec le bureau des Programmes Europe et Asie de l'IFES, 25 octobre 2011, europe.asia.programs@ifes.org.</p>			

EXEMPLE 5 : ASIAN YOUNG LEADERS [JEUNES LEADERS ASIATIQUES]

LIEU	ASIE							
PARTENAIRES	Centre régional du PNUD à Bangkok en partenariat avec des bureaux de pays, <i>LEAD International</i> (programme de formation)							
DURÉE	2007-2009							
FINANCEMENT	Subvention de 314 624 \$ US du Fonds des Nations Unies pour la Démocratie							
ÂGES		15-18		18-25	X	25-30	X	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles		Organisationnelles		Environnement favorable		
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT	X	Non		Consultation/ plaidoyer		Mené par des jeunes		Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>Ce projet régional visait à renforcer les compétences en leadership de jeunes leaders asiatiques ayant une expérience et une participation active démontrée sur des questions de leadership et/ou de gouvernance dans leur pays. Les participants ont été sélectionnés à travers les bureaux de pays du PNUD. Le projet comportait plusieurs ateliers régionaux et sous régionaux, et cinq projets pilotes nationaux de répercussion.</p> <p>La formation a été conçue autour de cinq compétences en leadership (les styles de leadership ; la pensée systémique pour le changement transformationnel ; la résolution des conflits et la négociation ; la communication interculturelle pour le leadership ; et la cohésion d'équipe et la mise en réseau) et autour de valeurs de leadership (liées à l'égalité des sexes, à la lutte contre la corruption, aux droits des peuples autochtones et au développement des capacités).</p> <p>Selon un rapport d'évaluation indépendant, le projet a formé 131 jeunes leaders de 20 pays dans plusieurs ateliers sur les compétences en leadership, et a produit cinq modules de cours de leadership sur mesure. Les pilotes nationaux de répercussion ont atteint 230 jeunes supplémentaires. Des preuves convaincantes montrent que les boursiers ont augmenté leurs capacités de leadership sur le plan personnel. Certains ont considérablement avancé dans leur carrière après la formation. Au-delà du niveau personnel, cependant, l'impact et les résultats du programme sont difficiles à mesurer.</p>							
INNOVATION	Combinaison d'ateliers nationaux et régionaux ; les boursiers sont encouragés à mettre en œuvre des ateliers nationaux de répercussion.							
INCLUSION	Dans trois pays, les participants comptaient 50 pour cent de femmes et 10 pour cent de jeunes issus de groupes autochtones ; ne vise que des jeunes déjà reconnus comme des leaders.							
RECONNAISSANCE	Le projet a publié plusieurs rapports.							
PERTINENCE POUR LE PNUD	Il s'agissait d'un projet du PNUD. Le rapport d'évaluation recommande l'élaboration d'une stratégie de projet qui assure la durabilité à travers la mobilisation de ressources de long terme et l'application des techniques de mise en réseau.							
Sources	<p>Site internet du Fonds des Nations Unies pour la démocratie, <www.un.org/democracyfund/XNewsYoungLeaders.htm>.</p> <p>Centre régional du PNUD à Bangkok et Fonds des Nations Unies pour la démocratie, « Young Leaders—Inspiring Change » [Jeunes leaders-Inspirer le changement], <http://regionalcentrebangkok.undp.or.th/practices/capacitydevelopment/projects-AYLG.html>.</p> <p>D. Brandes, 2009, rapport d'évaluation.</p> <p>Fonds des Nations Unies pour la démocratie et PNUD, « Leadership for Change—Reflections from Asia » [Le leadership pour le changement-Réflexions d'Asie] <http://regionalcentrebangkok.undp.or.th/practices/capacitydevelopment/documents/Leadershipforchange-finalowres110309.pdf>.</p>							

EXEMPLE 6 : ORGANISATION JEUNES BÉNÉVOLES

LIEU	TURQUIE							
PARTENAIRES	OSC de jeunes, Union Européenne, municipalité locale et autres							
DURÉE	Depuis 2004							
FINANCEMENT	N/A							
ÂGES	X	15-18	X	18-25	X	25-30	X	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles	X	Environnement favorable		
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT		Non	X	Consultation/ plaidoyer	X	Mené par des jeunes		Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>Le projet montre l'impact positif que peuvent avoir les jeunes sur leur communauté. D'après Sancar et Severcan, « L'association Jeunes bénévoles est unique à plusieurs égards (...). Premièrement, elle a été lancée et est gérée par des jeunes. Deuxièmement, elle représente la jeunesse défavorisée de familles à faible revenu. Troisièmement, elle est basée dans un quartier de <i>gecekodu</i> [squatteur] à faible revenu. Quatrièmement, ses activités comprennent la fourniture de services pour les enfants du quartier, et d'autres initiatives inspirées des lieux qui ont du sens pour les résidents. »</p> <p>Le projet a fondé l'assemblée populaire d'Ayazaga, à laquelle participent 550 personnes du quartier. Ils ont discuté des affaires et des problèmes du quartier, et ont formé une douzaine de comités pour y travailler. Le projet a également permis de mettre en place gratuitement des cours préparatoires aux examens d'entrée au lycée et à l'université pour les enfants et les jeunes qui ne peuvent pas se payer des cours privés, avec 200 élèves inscrits. Le projet a mené des programmes environnementaux saisonniers. En 2010-2011, l'organisation a réalisé un grand projet participatif de planification urbaine, où de jeunes experts formés ont recueilli les points de vue des élèves du primaire sur une ville adaptée aux enfants et ont communiqué les résultats aux planificateurs urbains.</p>							
INNOVATION	Permet aux jeunes de mettre en œuvre des activités en fonction de leurs propres ressources et de leur propre style ; les jeunes participants peuvent voir l'impact direct de leur engagement et de leur contribution à la mobilisation des ressources externes (de l'Union européenne) pour leur communauté.							
INCLUSION	L'organisation a été fondée dans un quartier défavorisé et a de nombreux projets visant l'inclusion sociale.							
RECONNAISSANCE	Mentionné dans plusieurs publications.							
PERTINENCE POUR LE PNUD	Bon exemple d'une OSC fondée et dirigée par des jeunes, qui a été en mesure de développer ses capacités organisationnelles, avec l'aide de fonds provenant d'un partenaire externe.							
Sources	<p>Fahriye Hazer Sancar et Yucel Can Severcan, 2010, « In search of agency—Participation in a youth organization in Turkey » [À la recherche des moyens—Participation dans une organisation de jeunes en Turquie], in Barry Percy-Smith et Nigel Thomas, éd. 2010, <i>A Handbook of Children and Young People's Participation—Perspectives from Theory and Practice</i> [Guide sur la participation des enfants et des jeunes —Perspectives théoriques et pratiques], Routledge, Groupe Taylor et Francis, p. 277-286, <www.fairplayforchildren.org/pdf/1289572182.pdf>.</p> <p>Délégation de l'Union européenne en Turquie, « Child-friendly Istanbul » [Istanbul pour les enfants], <www.avrupa.info.tr/AB_Mali_Destegi/AB_Program_Bilgileri/Basari_Oykusu_Kasim_2010.html>.</p> <p>Étude de cas de <i>Global Focus</i>, <www.globalfocus.org.nz/uploaded/documents/GI36_web.pdf>.</p>							

EXEMPLE 7 : BUREAU DE LIAISON TRIBALE

LIEU	AFGHANISTAN							
PARTENAIRES	Chefs tribaux, donateurs divers et autorités gouvernementales							
DURÉE	Depuis 2003							
FINANCEMENT	N/A							
ÂGES		15-18	X	18-25	X	25-30	X	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles	X	Environnement favorable		
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT		Non	X	Consultation/ plaidoyer	X	Mené par des jeunes		Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>En Afghanistan, les liens entre le gouvernement central et la communauté internationale d'une part, et les structures de gouvernance locales et les chefs tribaux d'autre part sont faibles. À la demande des chefs de tribus dans le sud-est de l'Afghanistan, le Bureau de liaison tribale, une OSC dirigée par des jeunes, s'est développé à partir d'un projet de <i>Swisspeace</i>. Il comble le fossé entre les chefs tribaux et les autorités gouvernementales officielles à travers la recherche, le développement des capacités, la coordination et la facilitation. Il a maintenant un personnel de 150 personnes dans 11 bureaux différents à travers l'Afghanistan.</p> <p>Selon les mots de son fondateur Masood Karokhail, le Bureau de liaison tribale « a essentiellement rendu un service important dans l'exercice de la construction de l'État, en essayant de favoriser les liens et la coopération entre les deux structures importantes. D'une part, il a aidé le gouvernement à obtenir le soutien de l'élite locale, et d'autre part, il a aidé l'élite traditionnelle à obtenir un accès au gouvernement et à comprendre comment s'intégrer dans un système moderne, par exemple, en étant élu au parlement. Au cours du processus, [le bureau], a cependant aussi eu à convaincre les aînés qu'ils bénéficieraient du fait d'apporter leur soutien à l'exercice de construction de l'État moderne, ce qui a été fait principalement à travers les espoirs de « grosse carotte » : le bénéfice de l'aide internationale et des efforts de reconstruction, et également les perspectives de paix et de sécurité pour le sud-est. Ce rôle de facilitateur a aidé [le bureau] à obtenir le soutien et la reconnaissance des acteurs gouvernementaux aussi bien que tribaux. »</p> <p>Parmi les exemples de la façon dont le bureau a utilisé avec succès ses capacités de médiation, on peut citer son soutien aux gouvernements provinciaux et au système des Nations Unies pour régler un conflit de territoire tribal de longue date en Paktia-Khost. Il a facilité des évaluations participatives de développement rural dans les districts de Paktia, Khost et de Paktika, et a aidé l'<i>USAID</i> et le gouverneur de province à identifier et à mettre en œuvre des projets de développement dans certaines des régions les plus instables.</p>							
INNOVATION	Utilise une approche unique pour combler le fossé entre le gouvernement central et la communauté internationale d'une part, et les structures de gouvernance locales/chefs de tribus d'autre part.							
INCLUSION	Aide les structures de gouvernance tribales à accéder à l'administration centrale et à la communauté internationale.							
RECONNAISSANCE	A fait l'objet d'articles dans des publications internationales.							
PERTINENCE POUR LE PNUD	Le Bureau de liaison tribale est en partenariat avec divers organismes internationaux.							
Sources	<p>Site internet du Bureau de liaison tribale, <www.tlo-afghanistan.org>.</p> <p>Publication de la fondation Heinrich Boell, <www.boell.de/downloads/worldwide/Scratching_surface_section3_informal_structures_Karokhail_2007.pdf>.</p> <p>Visite de terrain de l'auteur en août 2006 au Bureau de liaison tribale à Kaboul et Gardez.</p>							

EXEMPLE 8 : LABORATOIRE DE L'INNOVATION

LIEU	KOSOVO						
PARTENAIRES	UNICEF (financement/mise en œuvre cadre) ; tout jeune kosovar de moins de 30 ans peut présenter une demande de financement.						
DURÉE	De novembre 2010 à janvier 2013 au moins						
FINANCEMENT	Approximativement 500 000 \$ US pour 2011-2012, d'après l'UNICEF						
ÂGES	X	15-18	X	18-25	X	25-30	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles		Environnement favorable	
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT		Non	X	Consultation/ plaidoyer	X	Mené par des jeunes	Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>Le principe directeur du Laboratoire de l'innovation est celui « d'idées novatrices pour le bien social ». À travers des projets par les jeunes et pour les jeunes, le laboratoire cherche à aider les jeunes à transformer des idées en projets réalisables. Pour les projets sélectionnés, on donne un financement de petit montant (jusqu'à 5000 euros). Des mentors aident à gérer et mettre en œuvre les projets ; l'équipement nécessaire et des bureaux pour le travail en commun sont fournis ; ainsi qu'un soutien aux relations avec les institutions kosovares et avec une communauté de jeunes créateurs de changement. Chaque projet doit être dirigé par un jeune Kosovar âgé de 16 à 29 ans, et il doit bénéficier à la société et à la jeunesse du Kosovo. La personne ou le groupe qui présente la demande n'a pas besoin d'être une organisation enregistrée au Kosovo. Deux fois par semaine, des « cafés de l'innovations » informels sont organisés.</p> <p>Jusqu'en septembre 2011, 85 propositions de projets avaient été soumises, dont 34 ont été approuvées. Environ 1200 jeunes ont été directement impliqués dans les projets en participant à différentes campagnes, activités, événements, ateliers, formations, films, etc. (voir par exemple http://besiguri.wordpress.com/libri-book-openstreetmap-krijoni-harten-tuaj ou http://kumevotu.info/). Chaque projet a un résultat spécifique, tel que la sensibilisation accrue aux questions environnementales. Selon le coordonnateur, dans un projet environnemental, un résultat positif a été de voir « comment différentes personnes de différents endroits, d'âges et d'ethnies différentes se sont réunis dans un seul but : un environnement propre au Kosovo ».</p>						
INNOVATION	Projets informels, axés sur les résultats ; peu de barrières formelles ; langage facile ; axés sur des questions spécifiques ; utilisation de la technologie.						
INCLUSION	Toute personne de moins de 30 ans peut présenter une demande ; le projet encourage les membres des groupes minoritaires, les femmes et les personnes ayant des besoins spéciaux à participer. Plusieurs projets ont impliqué des Roms et des minorités serbes, et de jeunes handicapés.						
RECONNAISSANCE	A figuré dans des publications internationales.						
PERTINENCE POUR LE PNUD	Cadre de programmation similaire aux projets typiques du PNUD ; l'approche pourrait être adoptée pour se concentrer sur des questions politiquement pertinentes (par exemple, la participation à la prise de décisions communautaires, l'éducation des électeurs).						
Sources	<p>Laboratoire de l'innovation du Kosovo, <http://kosovoinnovations.org>.</p> <p>Prabhas Pokharel, 2011, « <i>Towards 2 Way Participation</i> » [Vers une participation à deux sens], in Nishant Shah et Fieke Jansen, éd., <i>Digital Alternatives – with a cause?, Book Three—To act</i>, [Alternatives numériques – pour une cause?, livre 3-Pour agir] <i>Centre for Internet and Society (Inde)</i> et <i>Hivos Knowledge Programme (Pays-Bas)</i>, p. 64-71, <http://cis-india.org/digital-natives/blog/dnbook>.</p> <p>Entrevue par courriel avec le coordinateur du projet, Ron Salaj, le 20 septembre 2011.</p> <p>Site internet de l'UNICEF : <http://www.educationandtransition.org/resources/after-the-conflict-young-people-work-to-bring-about-social-change-in-kosovo/>.</p>						

EXEMPLE 9 : VOICES OF YOUTH [VOIX DES JEUNES]

LIEU	NÉPAL							
PARTENAIRES	UNICEF, station de radio nationale (SSMK), compagnies de télécommunication, compagnie de logiciels (FOCUSONE)							
DURÉE	Depuis novembre 2009							
FINANCEMENT	Approximativement 175 000 \$ US							
ÂGES	X	15-18	X	18-25	X	25-30	X	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles		Environnement favorable		
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT	X	Non		Consultation/ plaidoyer		Mené par des jeunes		Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>Chaque semaine, une équipe de radio formule un sujet ou une question et demande aux auditeurs de contribuer à la discussion par le biais de messages SMS gratuits. La discussion est également accessible sur l'internet.</p> <p>En 14 mois, plus de 200 000 messages SMS ont été reçus de 24 500 numéros de téléphone portable sur 59 sujets liés à des questions sociales et de santé. Cela a renforcé la capacité de l'émission de radio à inclure les voix des jeunes.</p>							
INNOVATION	Combine les points forts de la radio et des téléphones portables, les deux étant très populaires parmi les jeunes.							
INCLUSION	Toute personne ayant une radio et un téléphone portable peut participer.							
RECONNAISSANCE	Présenté sur internet.							
PERTINENCE POUR LE PNUD	Utilise un mode de mise en œuvre similaire à ceux du PNUD ; pourrait être modifié pour inclure des questions politiques (par exemple, les élections, la participation).							
Sources	<p><i>MobileActive.org</i>, <www.mobileactive.org/case-studies/voices-youth>.</p> <p>UNICEF, 2011, « SMS Campaign in Nepal » [Campagne SMS au Népal], présentation PowerPoint, <www.slideshare.net/unicedigital/sms-in-nepal-2>.</p>							

EXEMPLE 10 : TAKINGITGLOBAL

LIEU	MONDIAL (BASÉ AU CANADA)						
PARTENAIRES	22 000 ONG, 8 composantes des Nations Unies, plusieurs entreprises et fondations technologiques d'Amérique du Nord						
DURÉE	Depuis 1999						
FINANCEMENT	N/A						
ÂGES	X	15-18	X	18-25	X	25-30	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles	X	Environnement favorable	
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT		Non	X	Consultation/ plaidoyer	X	Mené par des jeunes	Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>Selon <i>TakingITGlobal</i>, le projet est un réseau social de premier plan pour la citoyenneté mondiale. Plus de 340 000 membres de plus de 22 000 organisations sans but lucratif sont impliqués. Le projet propose une communauté en ligne et des initiatives pour donner des moyens à des élèves de collège et lycée engagés. Il offre : des outils pour les éducateurs pour permettre des expériences d'apprentissage riches et interactives ; des outils de sensibilisation et de collaboration pour des événements, des réseaux, des campagnes et des causes ; de la recherche, du développement et le partage de meilleures pratiques en matière d'engagement des jeunes ; et des expériences d'apprentissage facilitées à travers des ateliers et des cours en ligne.</p> <p>Le projet a contribué à trois niveaux de développement des capacités pour les jeunes grâce à des cours individuels de formation, au partage de connaissances et à la mise en réseau ; aux relations avec des organisations ; et la création d'un environnement en ligne pour les jeunes civiquement actifs. Il a atteint 4,5 millions de jeunes en 2010, pour un total de plus de 30 millions depuis sa création en 1999.</p>						
INNOVATION	Utilise les médias sociaux pour le partage des connaissances, avec de faibles barrières à l'accès et une mobilisation à travers les frontières.						
INCLUSION	Facile d'accès (gratuit, etc.) pour les jeunes en ligne ; n'atteint pas les jeunes non- connectés.						
RECONNAISSANCE	Leadership éclairé à travers des présentations dans plus de 500 conférences et événements sur l'éducation, la technologie, le développement, les entreprises et les jeunes ; reconnaissance mondiale du Forum économique mondial et du musée <i>Tech Museum of Innovation</i> .						
PERTINENCE POUR LE PNUD	Coopération potentielle pour des cours en ligne de renforcement des compétences adaptés aux projets de jeunes. Les jeunes participants à des activités parrainées par le PNUD pourraient se connecter et partager des connaissances par l'intermédiaire de <i>TakingITGlobal</i> . Le personnel du PNUD pourrait utiliser <i>TakingITGlobal</i> pour se connecter à des initiatives de jeunes et encourager les partenaires locaux à être mondialement visibles.						
Sources	<p><i>TakingITGlobal</i>, <www.tigweb.org>.</p> <p>Entretien avec le coordonnateur des partenariats de <i>TakingITGlobal</i>, Liam O'Doherty, liam@takingitglobal.org.</p>						

EXEMPLE 11 : INTER-PARTY YOUTH FORUM [FORUM JEUNESSE INTERPARTIS]

LIEU	KENYA							
PARTENAIRES	NDI, partis politiques kenyans							
DURÉE	Depuis 2001							
FINANCEMENT	N/A							
ÂGES	X	15-18	X	18-25	X	25-30	X	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles	X	Environnement favorable		
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT		Non	X	Consultation/ plaidoyer	X	Mené par des jeunes		Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>Cela fait plusieurs années que le NDI organise au Kenya une Académie des jeunes leaders politiques. Les jeunes participants issus de divers partis politiques reçoivent une formation sur des compétences telles que la négociation et le plaidoyer, et ils développent des projets à mettre en œuvre dans leurs partis. En 2008, les participants ont décidé de créer une coalition pour mener un plaidoyer sur certaines questions comme le chômage. Le NDI a ensuite apporté son appui au Forum Jeunesse Interpartis.</p> <p>Les participants ont développé des capacités de résolution non-violente des conflits, même si certains d'entre eux avaient déjà été impliqués dans des conflits violents. Le Forum Jeunesse Interpartis a émis une déclaration conjointe renonçant à la violence électorale.</p> <p>En Septembre 2010, le Forum a tenu une conférence avec plus de 500 jeunes d'allégeances ethniques, religieuses et politiques différentes. Les dirigeants des sept principaux partis politiques du Kenya y ont participé. Les chaînes de télévision et de radio ont diffusé la conférence à travers le pays.</p>							
INNOVATION	Combine le soutien à une coalition de sections jeunesse de partis avec de la formation ; les jeunes participants ont décidé d'étendre l'activité à un plus large réseau.							
INCLUSION	N/A							
RECONNAISSANCE	Le NDI a souvent présenté l'activité dans ses publications.							
PERTINENCE POUR LE PNUD	Modalités de mise en œuvre similaires à celles du PNUD.							
Sources	<p>Shari Bryan, 2010, « The Youth Bulge in Africa—Opportunities for Constructive Engagement in the Political Process » [La poussée de jeunesse en Afrique —opportunités pour un engagement constructif dans le processus politique], <http://www.ndi.org/files/Youth_Bulge_Africa_102710.pdf>.</p> <p>NDI, 2007, <i>Engaging Young People in Politics in Conflict and Post-Conflict Settings—A Guidebook</i> [Engager les jeunes dans la politique dans des contextes conflictuels et post-conflits - Un guide]. <http://www.ndi.org/node/16762></p> <p>Page Facebook du <i>Inter-Party Youth Forum</i>, <www.facebook.com/pages/Inter-Party-Youth-Forum-IPYF/128885787127983>.</p>							

EXEMPLE 12 : DE FEMME À FEMME

LIEU	SUISSE							
PARTENAIRES	Conseil suisse des activités de jeunesse, Commission fédérale des questions féminines, mentors, jeunes femmes							
DURÉE	2000-2005							
FINANCEMENT	N/A							
ÂGES	X	15-18	X	18-25	X	25-30	X	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles		Environnement favorable		
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT	X	Non		Consultation/ plaidoyer		Mené par des jeunes	X	Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>Ce programme de mentorat a relevé le défi crucial d'accroître le nombre de jeunes femmes dans des positions de leadership politique en associant des jeunes femmes actives dans des organisations de jeunes avec des femmes leaders politiques plus expérimentées. Sur une période d'un an, elles se sont rencontrées régulièrement, les jeunes femmes se faisant une idée des parcours de carrière de leurs mentors et les mentors s'instruisant sur les préoccupations politiques et les objectifs des jeunes femmes. Des sessions de formation ont été offertes, et on a aidé les jeunes femmes à former des réseaux.</p> <p>Selon une évaluation du projet, 250 participantes ont montré un degré élevé de satisfaction à l'égard de l'initiative. Elles ont indiqué une augmentation de leur confiance en soi et de leur intérêt pour les questions et organisations politiques, et elles ont noté qu'elles avaient un réseau plus développé et des idées plus claires sur leurs carrières futures. Les organisations qui les emploient ont indiqué qu'elles travaillaient plus efficacement.</p> <p>Les mentors ont apprécié l'occasion d'échanges et d'initiations intergénérationnels. Il y avait une plus grande conscience au sein des organisations politiques de la nécessité d'aider les jeunes femmes à atteindre des postes de direction.</p> <p>Une jeune femme a dit : « Mon année de mentorat a été comme une randonnée avec un guide expérimenté. Avec elle, j'ai pu atteindre des sommets que je n'aurais jamais atteints sans elle. Du haut de ces crêtes, j'ai acquis une nouvelle perspective. Et après avoir été tout en haut une fois, je n'ai plus peur d'essayer de le faire une autre fois ! »</p>							
INNOVATION	Combine une expérience d'apprentissage avec une augmentation des ressources d'influence et des réseaux.							
INCLUSION	A donné les moyens à de jeunes femmes d'accéder à des réseaux de pouvoir et de prendre confiance en elles.							
RECONNAISSANCE	A remporté le Prix des Jeunes citoyens actifs du Conseil de l'Europe en 2003.							
PERTINENCE POUR LE PNUD	Le PNUD pourrait appuyer des conseils nationaux de la jeunesse dans la mise en œuvre d'un programme de mentorat multipartite ; les partis politiques pourraient être encouragés à mettre en œuvre des programmes de mentorat pour les jeunes candidats ou les leaders des sections jeunesse.							
Sources	Conclusions du projet suisse de mentorat « De femme à femme », < www.redejevengualdade.org.pt/dmpm1/docs/swiss_fWtW.pdf >. Rapport d'évaluation, < www.ekf.admin.ch/dienstleistungen/index.html?lang=de > (en allemand).							

EXEMPLE 13 : CAMPAGNE MULTIMÉDIA D'ÉDUCATION CIVIQUE

LIEU	CAMBODGE							
PARTENAIRES	PNUD, <i>BBC World Service Trust</i>							
DURÉE	2011-2013 (la campagne a débuté en janvier 2012)							
FINANCEMENT	2,6 millions \$ US (fonds de base du PNUD et subvention du Fonds fiduciaire thématique pour la gouvernance démocratique (DGTTF))							
ÂGES	X	15-18	X	18-25		25-30		30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles	X	Environnement favorable		
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT		Non	X	Consultation/ plaidoyer		Mené par des jeunes		Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>Après une importante élection en 2012 et avant une importante élection en 2013, le PNUD Cambodge met en œuvre une campagne nationale d'éducation civique des jeunes. Cette initiative vise à accroître l'accès des jeunes à l'information sur la vie civique et les possibilités de participation. Elle met l'accent sur l'accroissement des connaissances et des compétences civiques, et l'évolution des comportements, notamment en présentant des exemples positifs de participation des jeunes à la gouvernance.</p> <p>On compte parmi ses composantes : une émission de télévision hebdomadaire, des émissions radios de libre antenne, des annonces de service public sur l'éducation des électeurs en ligne et par la téléphonie mobile, et le soutien aux OSC de jeunes. Des jeunes participent à un groupe de travail de la campagne, qui fournit des conseils techniques.</p> <p>Le projet vise à atteindre 5 millions de jeunes gens, pour parvenir à un électorat jeune plus compétent, habilité et émancipé. La conscience de la valeur de la participation des jeunes devrait aussi augmenter chez les personnes plus âgées. Les résultats spécifiques comprennent un meilleur accès à l'information sur la vie civique et les possibilités de participation, et une augmentation des attitudes positives envers l'engagement civique des jeunes, et sa pratique effective.</p>							
INNOVATION	Crée des liens entre l'engagement civique quotidien des jeunes et la participation électorale ; aborde les jeunes comme des sujets politiques actifs ; combinaison innovante de canaux médiatiques.							
INCLUSION	Fournit des modèles positifs pour la participation civique des jeunes femmes et souligne les possibilités pour leur engagement civique comme l'un des principaux objectifs de la campagne. Prévoit de faire traduire certains contenus dans les langues des minorités autochtones pour leur diffusion, et de chercher les moyens de plaire aux jeunes à la fois en milieu urbain et rural. Une grande partie de la production médiatique aura lieu dans les zones rurales.							
RECONNAISSANCE	Illustré en ligne.							
PERTINENCE POUR LE PNUD	Un projet du PNUD.							
Sources	<p>PNUD Cambodge, 2011, « Multimedia Youth Civic Education Campaign 2011-2013—Concept Note » [Campagne multimédia d'éducation civique pour les jeunes 2011-2013— Note conceptuelle]. Clip vidéo <www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=urcA0QH2Ok0>.</p> <p>Article publié sur le site mondial du PNUD, <www.beta.undp.org/undp/en/home/presscenter/articles/2011/08/11/cambodia-tv-production-to-boost-youth-civic-participation.html>.</p> <p>Interview par email avec le Responsable du plaidoyer pour la jeunesse du PNUD au Cambodge, Gregory Lavender, 4 et 5 octobre 2011.</p> <p><i>BBC World Service Trust</i>, 2010, « Youth Civic Participation in Cambodia—Knowledge, Attitudes, Practices, and Media » [Participation civique des jeunes au Cambodge—Connaissances, attitudes, pratiques et médias], étude de référence réalisée avec le soutien du PNUD, <www.un.org.kh/index.php?option=com_jdownloads&Itemid=65&task=viewcategory&catid=4>.</p>							

EXEMPLE 14 : SOUTIEN AUX ÉLECTIONS DÉMOCRATIQUES

LIEU	TUNISIE							
PARTENAIRES	PNUD, IFES, Union Européenne, OGE							
DURÉE	Été/automne 2011							
FINANCEMENT	N/A							
ÂGES		15-18	X	18-25	X	25-30	X	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles	X	Environnement favorable		
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT	X	Non		Consultation/ plaidoyer		Mené par des jeunes		Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>Le PNUD a utilisé une variété d'outils innovants pour atteindre les jeunes avant les élections de 2011. Il s'agit notamment d'une chanson électorale, « <i>Enti Essout</i> » [Vous êtes la voix]. La chanson est devenue « l'hymne des élections », avec plus de 100 000 téléchargements gratuits (www.youtube.com/watch?v=nMEi9Dnn_sl&feature=context-cha). « <i>Democratweet</i> » était un jeu d'éducation des électeurs visant à mobiliser les jeunes en partenariat avec la principale station de radio de Tunisie, Radio Mosaïque FM. 10 000 personnes y ont joué en trois semaines. Trois campagnes d'éducation des électeurs étaient centrées sur l'enregistrement, l'inscription tardive des électeurs et la mobilisation des électeurs, y compris à travers des messages médiatiques et des affiches.</p> <p>La connaissance des jeunes sur le processus électoral a augmenté. Le taux de participation a été élevé —76 pour cent des 4,1 millions de Tunisiens inscrits.</p>							
INNOVATION	A utilisé des stratégies créatives pour construire une image positive des élections.							
INCLUSION	A atteint les jeunes illettrés et ruraux.							
RECONNAISSANCE	Largement reflété dans les journaux et sur des sites internet.							
PERTINENCE POUR LE PNUD	Un projet du PNUD.							
Sources	PNUD, < http://www.undp.org/content/undp/fr/home/ourwork/democraticgovernance/successstories/supporting-democratic-elections-tunisia/ >.							

EXEMPLE 15 : CAMPAGNE D'ENREGISTREMENT DES JEUNES

LIEU	AUSTRALIE							
PARTENAIRES	Commission électorale australienne, plusieurs médias, autres partenaires							
DURÉE	En cours							
FINANCEMENT	N/A							
ÂGES	X	15-18		18-25		25-30		30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles	X	Environnement favorable		
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT	X	Non		Consultation/ plaidoyer		Mené par des jeunes		Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>La Commission électorale australienne mène diverses activités afin de s'assurer que les jeunes électeurs et ceux votant pour la première fois sont enregistrés sur les listes électorales, et maintiennent leurs informations d'inscription à jour. Le vote et l'enregistrement sont obligatoires pour chaque citoyen australien de plus de 18 ans.</p> <p>Les activités comprennent : la semaine « Enrol to Vote » [Inscris-toi sur les listes électorales], pendant laquelle les écoles participantes encouragent les élèves les plus âgés à voter à travers des activités menées par des pairs. « During 'O' Week » [Pendant la semaine], les étudiants d'université ont la possibilité de s'inscrire et de poser des questions au sujet du vote au cours de leur première semaine sur le campus. « Count Me In! » [Comptez sur moi !] soutient les associations de jeunes dans leurs efforts pour inscrire autant de jeunes que possible sur un week-end. Grâce à « Rock Enrol » [Rock inscrire] une station de radio pour les jeunes, la commission et des célébrités musicales de la jeunesse encouragent les jeunes à s'inscrire et à voter lors de concerts et autres activités ludiques. « Famous People Vote Too » [Les vedettes votent aussi] recrute des célébrités comme ambassadeurs de l'inscription, et pour faire campagne pour le vote dans les médias traditionnels et sociaux. Ensemble, ces activités ont entraîné une hausse des inscriptions de nouveaux électeurs et une plus grande participation des jeunes aux élections.</p>							
INNOVATION	Utilise divers canaux divertissants, ludiques et adaptés aux jeunes.							
INCLUSION	Susceptible d'atteindre différents segments de la jeunesse là où ils se trouvent, à l'école, à l'université ou devant un téléviseur.							
RECONNAISSANCE	Une certaine couverture sur internet.							
PERTINENCE POUR LE PNUD	Des éléments de cette campagne pourraient servir d'inspiration pour le travail avec les organismes de gestion électorale et les OSC dans les pays en développement.							
Sources	<p>Message pour l'inscription des jeunes de la Commission électorale australienne, <www.aec.gov.au/Education/Democracy_Rules/files/Blackline_Masters/Topic4_BLM07.pdf>.</p> <p>Vidéo « Rock Enrol », <www.abc.net.au/triplej/rockenrol/>.</p> <p>Communiqué de presse de la Commission électorale australienne de 2004 sur « Rock Enrol », <www.aec.gov.au/About_AEC/media_releases/2004/rock_enrol.htm>.</p>							

EXEMPLE 16 : OBSERVATION ELECTORALE AVEC UN OEIL JEUNE

LIEU	MEXIQUE					
PARTENAIRES	PNUD Mexique, OGE (IFE), Tribunal électoral (TEPJF), Ministère de l'Intérieur					
DURÉE	Printemps- automne 2012					
FINANCEMENT	5 millions \$ US (Subvention de l'OGE et du Ministère de l'Intérieur)					
ÂGES	15-18	X	18-25	X	25-30	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	Individuelles	X	Organisationnelles	X	Environnement favorable	
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT	Non		Consultation/ plaidoyer	X	Mené par des jeunes	Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>Lors du processus électoral fédéral de 2012, le PNUD Mexique a géré et exploité un fonds soutenant des projets d'observation électorale. L'appel public à propositions du fonds définissait clairement le thème de la jeunesse comme l'un des thèmes prioritaires pour le processus de sélection. En tout, cinq des projets sélectionnés étaient non seulement centrés sur la jeunesse mais ils étaient aussi menés par des organisations de jeunes. Les projets ont observé un large éventail d'aspects et d'acteurs du processus électoral. Par exemple, l'un d'entre eux a suivi les politiques et la campagne pour la participation des jeunes de l'OGE. Un autre a surveillé les candidatures jeunes pour le Congrès et observé les conditions dans lesquelles la jeunesse mexicaine avait accès à ces candidatures, en se concentrant sur les pratiques au sein des différents partis politiques. Les campagnes politiques sur les réseaux sociaux ont aussi été observées par une autre ONG de jeunes. Le PNUD Mexique a fourni une aide technique et un renforcement des capacités en matière d'administration et de responsabilisation.</p> <p>D'après le PNUD Mexique, les projets menés par des jeunes qui ont participé au fonds ont enregistré et formé environ 1100 observateurs électoraux pour le processus électoral fédéral de 2012.</p>					
INNOVATION	Au delà de l'observation traditionnelle le jour de l'élection, les projets menés par des jeunes que le fonds a soutenu ont observé une variété d'acteurs – y compris l'OGE, les partis politiques et les medias- tout au long du processus électoral. L'un d'entre eux surveillera l'activité législative de jeunes membres du Congrès nouvellement élus afin de faire un suivi des promesses de campagne et pour promouvoir un agenda tourné vers la jeunesse.					
INCLUSION	A atteint les jeunes dans les universités.					
RECONNAISSANCE	Présenté en ligne et dans les journaux dans tout le pays.					
PERTINENCE POUR LE PNUD	Un projet du PNUD.					
Sources	<p>Site internet d'observation électorale du PNUD Mexique http://www.observacionelectoral2012.mx</p> <p>Site internet Organización Fuerza Ciudadana, A.C. http://www.fuerzaciudadana.org.mx</p> <p>Site internet Consolidando Ciudadanía, A.C. http://www.consolidandociudadania.org</p> <p>Site internet Nueva Democracia Mexicana, A.C. http://www.nuevademocracia.mx</p> <p>Site internet Elige Red de Jóvenes por los Derechos Sexuales y Reproductivos, A.C http://www.elige.net</p> <p>Fundación Nosotros los Jóvenes, A.C. http://fnosotroslosjovenes.com</p>					

EXEMPLE 17 : APPLICATIONS DE CONSEILS ÉLECTORAUX EN LIGNE

LIEU	EN EUROPE PRINCIPALEMENT							
PARTENAIRES	OSC, organes gouvernementaux en charge de l'éducation des électeurs							
DURÉE	Depuis 2002							
FINANCEMENT	N/A							
ÂGES	X	15-18	X	18-25	X	25-30	X	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles		Environnement favorable		
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT		Non		Consultation/ plaidoyer	X	Mené par des jeunes		Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>En Allemagne et dans d'autres pays européens, les applications de conseils électoraux en ligne sont populaires pour informer les citoyens sur les valeurs et les programmes des partis politiques. Une institution indépendante aide les citoyens à identifier quel parti politique correspond le mieux à leurs propres préférences.</p> <p>Un questionnaire standardisé est envoyé à tous les partis. Une application en ligne permet aux électeurs de répondre aux mêmes questions que les partis politiques. Par la suite, l'application calcule quel parti politique est le plus proche des préférences de l'électeur et fournit des informations supplémentaires.</p> <p>Aux élections nationales allemandes de 2009, l'application de conseils électoraux «<i>Wahl-o-mat</i>» a été utilisée 6,7 millions de fois. Plus d'un tiers des utilisateurs avaient moins de 30 ans.</p>							
INNOVATION	S'appuie sur le potentiel de l'internet pour l'éducation des électeurs ; fournit une éducation des électeurs dans un esprit ludique, et de façon adaptée aux jeunes.							
INCLUSION	Augmente l'accès à l'information pour tous les électeurs en ligne ; exclut les électeurs non connectés.							
RECONNAISSANCE	L'activité a été mise en œuvre dans plusieurs pays, et documentée par plusieurs études et articles.							
PERTINENCE POUR LE PNUD	Seulement pertinent pour les pays en développement avec un nombre important d'utilisateurs de l'internet. Des difficultés pourraient provenir de la faiblesse des programmes et des identités des partis politiques. Susceptible d'être plus pertinent dans les systèmes de vote proportionnel, où les partis ont des rôles plus importants.							
Sources	<p>Application allemande de conseils électoraux «<i>Wahl-o-mat</i>», <www.bpb.de/methodik/KZ6IKY,0,Fakten_zum_WahlOMat.html>.</p> <p>L. Cedroni et D. Garzia, éd. 2010, «<i>Voting Advice Applications in Europe; The State of the Art</i>» [Applications de conseils électoraux en Europe ; l'état de l'art], <http://blogs.gips.unisi.it/garzia/edited-volumes/>.</p>							

EXEMPLE 18 : *PARLIAMENT WATCH* [SURVEILLANCE PARLEMENT]

LIEU	ALLEMAGNE							
PARTENAIRES	<i>Parliament Watch</i> , partenaires des médias, citoyens, parlementaires							
DURÉE	Depuis 2004							
FINANCEMENT	Approximativement 133 000 euros en 2010							
ÂGES	X	15-18	X	18-25	X	25-30	X	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles		Organisationnelles	X	Environnement favorable		
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT		Non	X	Consultation/ plaidoyer	X	Mené par des jeunes		Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>Le site internet politiquement neutre <i>Parliament Watch</i>, www.abgeordnetenwatch.de, permet aux citoyens allemands de surveiller et examiner publiquement leurs parlementaires aux niveaux fédéral, étatique et européen. Les citoyens envoient des questions sur n'importe quel sujet aux parlementaires ; et leurs réponses sont publiées en ligne. De plus, <i>Parliament Watch</i> publie les registres de vote et les revenus auxiliaires des parlementaires. Pendant les périodes de campagne électorale, le site est utilisé pour examiner les candidats.</p> <p>La popularité du site internet, créé par deux diplômés universitaires, a fortement encouragé les parlementaires à répondre rapidement. Deux médias allemands de premier plan, de presse écrite et en ligne (<i>Spiegel</i> en ligne et <i>Süddeutsche Zeitung</i>), présentent régulièrement des activités sur <i>Parliament Watch</i>, de même que 40 journaux régionaux.</p> <p><i>Parliament Watch</i> est devenu un outil extrêmement efficace pour renforcer la responsabilité des parlementaires, en changeant la manière dont parlementaires et citoyens communiquent. Les citoyens ordinaires ont une voix sans avoir à passer par un organisme intermédiaire. Jusqu'en avril 2010, d'après ses propres statistiques, le site avait, en moyenne, 10 000 visiteurs par jour et environ trois millions de ses pages imprimées par mois. Environ deux mille questions ont été posées chaque mois. Selon les fondateurs du site, plus de 90 pour cent des membres du parlement fédéral répondent aux questions. Des projets similaires ont été lancés en Irlande, en Autriche, au Luxembourg et en Malaisie.</p>							
INNOVATION	Utilise l'internet pour améliorer la communication entre les citoyens et les parlementaires. Bien que cette initiative menée par des jeunes ne s'adresse pas seulement aux jeunes, elle utilise une approche qui leur plaît.							
INCLUSION	Amplifie les voix des individus ; exclut les citoyens sans compétences ou accès informatiques.							
RECONNAISSANCE	Largement couvert dans les médias traditionnels.							
PERTINENCE POUR LE PNUD	Le PNUD pourrait soutenir des OSC et des institutions médiatiques menées par des jeunes pour mettre en œuvre des activités similaires. La fondation allemande Konrad-Adenauer a aidé des journalistes malaisiens à lancer une « surveillance parlementaire ». Ce type de projet pourrait être très attirant pour des groupes de jeunes utilisant déjà l'internet pour mobiliser pour le changement social. Pour combler le fossé numérique, les résultats pourraient être affichés publiquement, à l'instar des jeunes égyptiens qui ont diffusé des vidéos <i>YouTube</i> de violations des droits de l'homme sur des projecteurs dans des lieux publics.							
Sources	<p>Résumé de <i>Parliament Watch</i>, <www.abgeordnetenwatch.de/layer-248-0.html#kapitel9>.</p> <p>Klaus Bardenhagen, 2010, « Dem Volk Rede und Antwort Stehen », in <i>Deutsche Welle</i>, <www.dw-world.de/dw/article/0,,5313717,00.html> (en allemand).</p> <p>G. Hackmack, Ashoka Fellow, <www.abgeordnetenwatch.de/layer-248-0.html#kapitel9>.</p>							

EXEMPLE 19 : PARLEMENT NATIONAL DES JEUNES

LIEU	SRI LANKA						
PARTENAIRES	Forum national de la jeunesse, organisations et clubs de jeunes locaux						
DURÉE	Depuis 2010						
FINANCEMENT	N/A (source : Gouvernement)						
ÂGES	X	15-18	X	18-25	X	25-30	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles	X	Environnement favorable	
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT		Non	X	Consultation/ plaidoyer	X	Mené par des jeunes	Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>Le parlement Sri-Lankais des jeunes a 335 membres ; 500 000 membres d'organisations et de clubs de jeunes à travers le Sri Lanka les élisent au cours d'élections à l'échelle des districts. Deux fois par mois, les jeunes parlementaires se réunissent dans la capitale et débattent de questions qui les concernent, suivant et imitant le travail du parlement national. Trente ministres jeunes suivent le travail des ministères nationaux et y disposent d'un espace de travail. Les jeunes parlementaires peuvent entrer dans les commissions du parlement national et consulter les parlementaires nationaux.</p> <p>Les jeunes sont inclus dans les processus décisionnels nationaux et s'instruisent sur les processus électoraux. Le parlement national a inclus les recommandations du parlement des jeunes dans la politique nationale pour la jeunesse.</p>						
INNOVATION	Inclut les jeunes dans les processus décisionnels nationaux d'une manière assez représentative.						
INCLUSION	Certains des principaux membres élus et nommés sont issus de minorités ; environ un quart des membres sont des jeunes femmes.						
RECONNAISSANCE	Largement reconnu au Sri Lanka.						
PERTINENCE POUR LE PNUD	Processus participatif adapté pour la reproduction dans d'autres pays en développement.						
Sources	<p>Interview avec le Premier ministre du parlement des jeunes Sri-Lankais, Milinda Rajapaksha.</p> <p>Muditha Gamage, 2011, « The Inaugural Session of the National Youth Parliament commences promising a new era for the youth of Sri Lanka » [La session inaugurale du parlement national des jeunes commence, promettant une nouvelle ère pour la jeunesse du Sri Lanka], in <i>Asian Tribune</i>, <www.asiantribune.com/news/2011/07/18/inaugural-session-national-youth-parliament-commences-promising-new-era-youth-sri-la>.</p>						

EXEMPLE 20 : JEUNES VISITANT LE PARLEMENT

LIEU	CAMBODGE						
PARTENAIRES	PNUD, <i>Kampuchean Action for Primary Education</i> , Conseil de la jeunesse du Cambodge, Assemblée nationale.						
DURÉE	2009						
FINANCEMENT	N/A						
ÂGES	X	15-18	X	18-25	X	25-30	30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles		Environnement favorable	
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT		Non	X	Consultation/ plaidoyer		Mené par des jeunes	Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>Dans le cadre d'un projet plus large d'assistance parlementaire, le PNUD a facilité les visites de jeunes cambodgiens à l'Assemblée nationale pour la première fois dans l'histoire de l'institution. Les étudiants ont formulé leurs propres questions au sujet de problèmes communautaires, tels que la violence domestique et la déforestation. De plus, le projet a organisé un atelier de dialogue pour les jeunes au parlement lors de la Journée internationale des droits de l'homme, ainsi que trois forums de la jeunesse et de la démocratie. Les jeunes ont reçu une formation avant de se présenter devant les parlementaires avec leurs questions et leurs problèmes.</p> <p>Quelques 320 enfants et 30 enseignants des écoles de 13 provinces ont visité les deux chambres du parlement. De plus, 411 jeunes de 12 provinces ont participé à des ateliers au parlement.</p> <p>En conséquence, les participants ont une meilleure compréhension des processus et des dossiers parlementaires. L'activité a également facilité le dialogue entre les jeunes et les parlementaires, contribuant ainsi à donner une image plus positive des jeunes citoyens. Les législateurs ont appris que les jeunes peuvent poser des questions éclairées et s'intéressent à la vie civique.</p>						
INNOVATION	A eu lieu dans un contexte où il n'est pas courant d'inviter des jeunes au parlement.						
INCLUSION	A permis à des jeunes issus de zones rurales de pouvoir accéder au parlement.						
RECONNAISSANCE	Le projet n'a pas été bien reconnu.						
PERTINENCE POUR LE PNUD	Un projet du PNUD.						
Sources	Rapport final du projet d'assistance parlementaire du PNUD au Cambodge.						

EXEMPLE 21 : CONSEILS DES JEUNES

LIEU	YÉMEN							
PARTENAIRES	NDI, USAID, chefs tribaux, ONG							
DURÉE	Depuis 2010							
FINANCEMENT	N/A							
ÂGES	X	15-18	X	18-25	X	25-30		30-35
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	X	Individuelles	X	Organisationnelles	X	Environnement favorable		
PARTICIPATION SIGNIFICATIVE COMME RÉSULTAT IMMÉDIAT		Non	X	Consultation/ plaidoyer	X	Mené par des jeunes	X	Participation collaborative
DESCRIPTION	<p>NDI a mis en place deux Conseils des jeunes intertribaux de 46 membres au Yémen. Les conseils plaident en faveur de la jeunesse auprès des dirigeants municipaux et tribaux, apprennent et enseignent des compétences de prévention des conflits et de résolution de problèmes et font de la médiation entre les jeunes dans leurs communautés. NDI soutient les conseils avec de la formation en matière d'atténuation des conflits, de plaidoyer et de collecte de fonds, et sur le développement de projets et de plans réalisables. Avant d'établir les conseils, l'organisation a passé près de deux mois à rencontrer des cheikhs tribaux, des gouverneurs, des représentants des ministères et des élus locaux pour obtenir leur appui pour l'engagement des jeunes.</p> <p>Le Conseil des jeunes <i>Marib</i> pour le développement et la paix sociale à Juba, par exemple, a formé et créé 14 équipes de médiation étudiante, qui effectuent une médiation des conflits entre pairs dans leurs écoles. Les indicateurs de succès comprennent une diminution de la présence d'armes dans les écoles, la mise en œuvre d'un programme de sensibilisation pour les jeunes femmes, et l'accord de 10 imams de prêcher sur la paix et la prévention des conflits lors des prières du vendredi. Les membres du Conseil ont utilisé les techniques d'atténuation des conflits nouvellement acquises pour résoudre des conflits tribaux.</p> <p>Des institutions et des acteurs de gouvernance locale appuient le conseil, lui donnant un espace de travail, et invitant des représentants à siéger en tant que membres honoraires au conseil local. Les jeunes ont utilisé des outils de plaidoyer et de protestation pacifiques appris lors de la formation du NDI pour réussir à transmettre leurs demandes au gouvernement. Cela rompt avec la tradition précédente de l'emploi du sabotage et de la violence pour faire pression sur le gouvernement.</p>							
INNOVATION	Fonctionne avec des jeunes dans les milieux tribaux ; combine une formation avec une pratique et une participation axées sur les résultats ; permet aux jeunes de participer aux prises de décisions communautaires ; les jeunes ont réussi à influencer les leaders et les processus communautaires.							
INCLUSION	Parité entre les hommes et les femmes ; l'actuel président du conseil d'administration élu de Juba est une femme ; cible des communautés affectées par le conflit et marginalisées.							
RECONNAISSANCE	Décrit dans des publications NDI.							
PERTINENCE POUR LE PNUD	Mode de mise en œuvre et objectifs similaires à ceux du PNUD.							
Sources	<p>Shari Bryan, 2010, « The Youth Bulge in Africa—Opportunities for Constructive Engagement in the Political Process » [La poussée de jeunesse en Afrique —opportunités pour un engagement constructif dans le processus politique], <http://www.ndi.org/files/Youth_Bulge_Africa_102710.pdf>.</p> <p>Site internet du NDI, <www.ndi.org/node/16449>.</p> <p>Entretien par email avec le gestionnaire principal des programmes du NDI, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Leigh Catherine Miles, 18 octobre 2011.</p>							

Annexe 2

Résolutions et documents-cadres internationaux

■ La **Déclaration universelle des droits de l'homme** (1948) dispose que toute personne « a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis. » (Article 21).

La **Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant** (1989), l'accord international le plus largement ratifié, a affirmé divers droits civils et politiques pour tous les individus jusqu'à 18 ans, comme le droit de participer: « Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité. » (Article 12).⁸⁰

En 1996, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le **Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà**, qui est encore un document de référence internationale concernant la jeunesse. La Priorité 10 porte sur la « participation pleine et effective des jeunes à la vie de la société et à la prise de décisions » et propose de :

1. « Donner aux jeunes davantage de possibilités de prendre conscience de leurs droits et de leurs responsabilités.
2. Promouvoir la participation des jeunes à la vie sociale et politique, ou au développement et à la protection de l'environnement, et éliminer les obstacles qui les empêchent de réaliser pleinement leur potentiel au service de la société.

3. Fournir aux mouvements de jeunesse un appui financier, éducatif et technique et promouvoir leurs activités ;
4. Encourager le développement de la coopération et des échanges entre les organisations de jeunesse au niveau national, régional et international.
5. Renforcer la participation des jeunes aux travaux des organismes internationaux, notamment en envisageant d'inclure des représentants de la jeunesse dans les délégations nationales à l'Assemblée générale des Nations Unies. »⁸¹

En 2003, l'Assemblée générale des Nations Unies a réaffirmé son engagement pour la participation des jeunes dans sa **résolution A/RES/58/133**. Elle souligne « qu'il importe que les jeunes et les organisations de jeunes prennent effectivement et pleinement part, aux échelons local, national, régional et international, à la promotion et à la mise en œuvre du Programme d'action mondial, ainsi qu'à l'évaluation des progrès accomplis et des obstacles rencontrés dans sa mise en œuvre. »⁸²

En Juillet 2011, 27 organismes des Nations Unies s'occupant des jeunes (dont le PNUD) ont signé une **déclaration conjointe** à l'occasion de la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur la jeunesse. Sur la participation, la déclaration appelle à : « la participation pleine et effective des jeunes dans la société et dans la prise de décisions, tant en milieu rural qu'urbain, en s'efforçant d'intégrer les jeunes en situation de handicap, les jeunes

vivant avec le VIH, les jeunes des peuples autochtones, les jeunes issus des minorités, les jeunes migrants, les jeunes apatrides, déplacés et réfugiés ou ceux affectés par des situations humanitaires ou des conflits armés. »⁸³

En 2010, le Groupe des Nations Unies pour le développement a publié un **Plan d'action stratégique sur les jeunes 2010-2011** pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Dans sa version mise à jour (Avril 2011), il appelle à la « participation pleine et effective des jeunes dans le développement, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques nationales, des lois et des programmes qui les concernent. »⁸⁴

En 2006, l'Union africaine a adopté la **Charte africaine de la jeunesse**. L'article 11 sur la participation des jeunes précise que chaque jeune a le droit de participer librement aux activités de sa société. Les États parties s'engagent à :

1. « Garantir la participation des jeunes au Parlement et dans les autres organes décisionnels conformément aux lois ;
2. Faciliter la création ou le renforcement de plateformes pour la participation des jeunes à la prise de décisions aux niveaux local, national, régional et continental de la gouvernance ;
3. Assurer l'accès équitable des jeunes hommes et des jeunes femmes à participer à la prise de décisions et à l'exercice des responsabilités civiques ;
4. Accorder la priorité aux politiques et aux programmes y compris les programmes de plaidoyer en faveur de la jeunesse et d'éducation par les pairs pour les jeunes qui vivent en marge de la société tels que les jeunes déscolarisés et les chômeurs en vue de leur donner la chance et la motivation pour se réinsérer dans la société (...);
5. Apporter un appui technique et financier au renforcement des capacités institutionnelles des organisations de la jeunesse (...). »⁸⁵

En 2010, la 122^{ème} Assemblée de l'**Union interparlementaire** a adopté par consensus une résolution ambitieuse sur les jeunes. Elle :

1. « Appelle l'UIP, les parlements, les organisations de la jeunesse et autres parties prenantes à redoubler d'efforts pour assurer une représentation et une participation adéquate des jeunes dans les instances de décision, en ayant toujours à l'esprit que filles et garçons, jeunes femmes et jeunes hommes, ont les mêmes droits (...);
2. Appelle les parlements à adopter des mesures concrètes (éventuellement l'adoption de quotas) pour renforcer la représentation des jeunes au Parlement et dans les autres instances représentatives, dans le respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie et de l'égalité (...);
3. Recommande que les parlements alignent l'âge minimum requis pour se présenter à des fonctions officielles sur l'âge de vote, de manière à promouvoir une plus forte représentation des jeunes au Parlement (...);
4. Prie les parlements de fournir un appui politique et financier, notamment des budgets suffisants, à la constitution de parlements de jeunes, de conseils de jeunes ou d'organes équivalents, solidement structurés, et de renforcer les organes existants, donnant ainsi à un plus grand nombre de jeunes la possibilité de s'impliquer dans la prise de décisions et d'influer sur l'évolution de leur société ». ⁸⁶

Références

Les références en caractères gras sont des lectures complémentaires particulièrement recommandées. Tous les sites internet ont été consultés entre août 2011 et mars 2012.

- ARNSTEIN, Sherry R., 1969. *A Ladder of Citizens Participation* [Une échelle de participation des citoyens]. JAIP, 35 (4), p. 216-224, <<http://lithgow-schmidt.dk/sherry-arnstein/ladder-of-citizen-participation.html>>.
- ARULANANTHAM, Juanita, 2011. « A Critique of the Local Authorities Elections (Amendment) Bill » [Une critique de la loi (amendement) sur les élections des autorités locales], <<http://groundviews.org/2011/01/03/a-critique-of-the-local-authorities-elections-amendment-bill/>>.
- Assemblée générale des Nations Unies, 1996. « Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà ». A/RES/50/81, 13 mars, <<http://www1.agora21.org/jeune/res50-81.pdf>>.
- ———, 2003. « Politiques et programmes mobilisant les jeunes ». A/RES/58/133, 26 janvier, <http://www.ilo.org/public/french/employment/yen/downloads/resolutions_fr/58_133.pdf>.
- Association parlementaire du Commonwealth, 2002. *Establishing Your Youth Parliament* [Instaurer votre parlement des jeunes]. <<http://www.agora-parl.org/fr/node/1945>>.
- BALLINGTON, Julie, 2003. « Political Parties and Recruitment of Young Women » [Partis politiques et recrutement de jeunes femmes]. Papier présenté au nom d'IDEA à *Entering Decision-Making and Advisory Structures* [Entrer dans les structures décisionnelles et consultatives], EYC, Strasbourg, 16 et 17 septembre, <http://www.iknowpolitics.org/files/Young%20Women_Ballington.pdf>.
- ———, 2008, *Egalité en politique : Enquête auprès de femmes et d'hommes dans les parlements*. UIP, Rapports et Documents n° 54, <<http://www.ipu.org/pdf/publications/equality08-f.pdf>>.
- BBC, 2010. « Voting rights urged for 16 and 17 year olds in UK » [Le droit de vote exigé pour les 16-17 ans au Royaume-Uni]. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/8602921.stm>.
- BENJUMEA, Adriana, 2002. « Youth Network of Medellin » [Les réseaux de jeunes de Medellin]. In Golombek 2002, p. 49-52.
- BRIDGE, 2011. « Voter Information Synopsis » [Résumé du module d'information des électeurs]. <<http://bridge-project.org/curriculum/1018-voter-information-synopsis>>.
- BRYAN, Shari, 2010. « The Youth Bulge in Africa— Opportunities for Constructive Engagement in the Political Process » [La poussée de jeunesse en Afrique —opportunités pour un engagement constructif dans le processus politique]. Essai du vice-président du NDI, <http://www.ndi.org/files/Youth_Bulge_Africa_102710.pdf>.
- BUSCH, Thomas, 2002. « Creating a Local Youth Council » [Créer un conseil local de jeunes]. In Golombek 2002, p. 42-48.
- BYNOE, Jessica, 2008. *Confronting the glass ceiling of youth engagement* [Faire face au plafond de verre de l'engagement des jeunes]. *Academy of Educational Development*, <<http://www.youthworkcentral.org/uploads/Confronting%20the%20Glass%20Ceiling%20of%20Youth%20Engagement.pdf>>.
- Carter Center, 2011. « Carter Center: Clashes between Political Party Youth Wings Have Decreased but YCL and UML Youth Force Continue to Seek Financial Gain » [Carter Center : Les affrontements entre sections jeunesse de partis politiques ont diminué mais les forces jeunesse du YCL et de l'UML continuent de chercher un gain financier]. Communiqué de presse, Katmandou, 28 février, <http://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/peace_publications/democracy/nepal-political-party-youth-wings-022811-en.pdf>.
- Central Intelligence Agency-CIA, 2011. « Factbook: Korea, South » [Atlas mondial des faits : Corée du Sud]. <<http://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ks.html>>.
- Children, Youth and Environments Centre, 2005. « Special Focus: Children and Governance » [Dossier spécial: les enfants et la gouvernance]. In *Children, Youth and Environments Journal* [Journal des enfants, de la jeunesse et des environnements], Vol. 15, n°2, <http://www.colorado.edu/journals/cye/15_2>.

- Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), 2010. *Youth Development in the ESCWA Region: Statistical Profiles, National Strategies and Success Stories* [Développement de la jeunesse dans la région de la CESAO: profils statistiques, stratégies nationales et réussites]. Nations Unies, New York, <<http://www.escwa.un.org/information/publications/edit/upload/sdd-10-B1.pdf>>.
- DEMJAHHA, Agon, 2002. « Youth Political Participation in the Balkans: Wishful Thinking or Long-term Reality » [Participation politique des jeunes dans les Balkans: Belles illusions ou réalité à long terme]. In Golombek 2002, p. 56-59.
- **Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (ONU-DAES), 2004.** « **Making Commitments Matter—A Toolkit for Young People to Evaluate National Youth Policy** » [Prendre des engagements importe — un guide pour aider les jeunes à évaluer la politique nationale pour la jeunesse]. <<http://www.un.org/esa/socdev/unyin/documents/toolkit.pdf>>.
- ———, 2010. *World Youth Report 2010* [Rapport mondial sur la jeunesse 2010]. <<http://www.un.org/esa/socdev/unyin/documents/wyr10/YouthReport-FINAL-web-single.pdf>>.
- ———, 2011, « World Population Prospects: The 2010 Revision » [Perspectives démographiques mondiales : révision 2010]. Division de la Population, édition CD-ROM, <<http://esa.un.org/unpd/wpp/Excel-Data/population.htm>>.
- ELLIS, Andrew, 2007. « Tuning in to Democracy: Challenges of Young People's Participation » [À l'écoute de la démocratie: les défis de la participation des jeunes]. In *GEO Conference* [Conférence mondiale des organisations électorales], panel sur la participation, Washington, DC, 27 March, <<http://aceproject.org/ero-en/topics/other/Challenges%20of%20Young%20Peoples%20Participation.pdf>>.
- ELLIS, Andrew, Maria GRATSCHEW, et al., 2006. *Engaging the Electorate—Initiatives to Promote Voter Turnout from Around the World* [Engager l'électorat — initiatives du monde entier visant à promouvoir la participation électorale]. IDEA, Stockholm, <http://www.idea.int/publications/vt_ee/index.cfm>.
- ESSAM EL-DIN, Gamal, 2011. « Egypt cabinet introduces mixed electoral system, reduces minimum candidate age to 25 » [Le gouvernement égyptien introduit le système électoral mixte, et réduit l'âge minimum des candidats à 25 ans]. Ahramonline, <<http://english.ahram.org.eg/NewsContentP/1/15611/Egypt/Egypt-cabinet-introduces-mixed-electoral-system,-r.aspx>>.
- ETRA, Alex, 2010. *Youth Development through Civic Engagement—Mapping Assets in South Asia* [Développement de la jeunesse à travers l'engagement civique, cartographie des atouts en Asie du Sud]. *Innovation in Civic Participation*, <<http://pravahstreaming.files.wordpress.com/2011/02/youth-development-through-civic-engagement-in-south-asia.pdf>>.
- *Family Health International*, 2008. *Youth Participation Guide: Assessment, Planning and Implementation* [Guide de participation des jeunes: Évaluation, planification et mise en œuvre]. <http://www.unfpa.org/webdav/site/global/shared/documents/publications/2008/youth_participation.pdf>.
- FLOWERS, Nancy (dir.), 2007. *Repères juniors — Manuel pour la pratique de l'éducation aux droits de l'homme avec les enfants*. Conseil de l'Europe, <<http://www.eycb.coe.int/compasito/fr/default.htm>>.
- Forum européen de la Jeunesse, 2010. *Document politique sur la démocratie et les organisations de jeunesse*, Conseil des membres, Bruxelles, Belgique, 23-24 avril, <http://youthforum.org/images/stories/Documents/Participation/0057-10FR_democracyPP_FINAL.pdf>.
- GOLOMBEK, Silvia, 2002. *What Works in Youth Participation: Case Studies from Around the World* [Ce qui fonctionne dans la participation des jeunes: études de cas du monde entier]. *International Youth Foundation*, <http://www.iyfnat.org/sites/default/files/WW_Youth_Participation.pdf>.
- GONZALEZ-ACOSTA, Edward, 2009. *Political Parties and Policy Development—The Conditions Which Lead Political Parties to Adopt Progressive Policies* [Les partis politiques et le développement des politiques— les conditions qui conduisent les partis politiques à adopter des politiques progressistes]. *Discussion Paper 15*, PNUD, Centre pour la gouvernance d'Oslo et IDEA, <http://www.undp.org/content/dam/aplaws/publication/en/publications/democratic-governance/dg-publications-for-website/discussion-paper-political-parties-and-policy-development/DP_15_Political_Partiesand%20policydvpt.pdf>.
- Groupe des Nations Unies pour le développement, 2010. « Strategic Action Plan on Young People 2010-2011 » [Plan d'action stratégique sur les jeunes 2010-2011]. <http://arabstates.undp.org/contents/file/psg/StrategicActionPlan-Final_28_June_2010.pdf>.

- HAMMARBERG Thomas, 1998. *Une école pour des enfants qui ont des droits*. UNICEF Innocenti Research Centre et International Child Development Centre, Florence, <http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/il_hammarberg_fre.pdf>.
- HANDOUSSA Heba, 2011. « What after Egypt's youth revolution? » [Quoi après la révolution des jeunes en Egypte ?]. In *The Daily News Egypt*, 14 février, sur *UNDP Teamworks*.
- *Hansard Society*, 2009. *MPs Online—Connecting with Constituents* [Parlementaires en ligne — connexion avec les électeurs]. <http://iknowpolitics.org/sites/default/files/hansard20society_mps20online_0.pdf>.
- HART Roger, 1992. *Children's Participation—From Tokenism to Citizenship* [La participation des enfants — du symbolisme à la citoyenneté]. UNICEF, Innocenti Essays n° 4, Florence, <http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/childrens_participation.pdf>.
- *Harvard University Institute of Politics*, 2004. « A Guide to Reaching Young Voters » [Un guide pour atteindre les jeunes électeurs]. <http://www.whatkidscando.org/youth_on_the_trail_2012/pdf/IOP_Voters_Guide.pdf>.
- *iKNOW Politics*, 2009. « Consolidated Response on the Involvement of Young Women in Politics » [Réponse récapitulative sur la participation des jeunes femmes en politique]. <<http://iknowpolitics.org/sites/default/files/cr20involvement20of20young20women20in20politics20en.pdf>>.
- ———, 2010. Réponse récapitulative l'incidence de l'analphabétisme sur la participation politique des jeunes femmes. <<http://iknowpolitics.org/fr/2010/10/r%C3%A9ponse-r%C3%A9capitulative-sur-l'incidence-de-analphab%C3%A9tisme-sur-la-participation-des-jeunes>>.
- ———, 2011. « Morocco: Electoral List Quotas Draw Criticism » [Maroc : Les quotas des listes électorales attirent la critique]. <<http://iknowpolitics.org/en/2012/05/morocco-electoral-list-quotas-draw-criticism>>.
- **L'indifférence, c'est plate/Réseau environnemental des jeunes, 2004. Guide pratique sur l'engagement des Jeunes dans le processus de prise de décision. Canada**, <http://www.apathyisboring.org/media/pdfs/yfg_F.pdf>.
- *Institute for Development Studies*, 2010. *An Upside Down View of Governance* [Une vue à l'envers de la gouvernance]. Université du Sussex, <<http://www.ids.ac.uk/files/dmfile/Upside.pdf>>.
- *International IDEA* (Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale), 1999. *Young Voter Participation: Involving Today's Young in Tomorrow's Democracy* [Participation électorale des jeunes: impliquer les jeunes d'aujourd'hui dans la démocratie de demain]. <http://www.idea.int/publications/youth_participation/index.cfm>.
- ———, 2006. « Initiatives to Promote Voter Turnout from Around the World » [Initiatives du monde entier visant à promouvoir la participation électorale]. *International IDEA*, Stockholm, <http://www.idea.int/publications/vt_ee/index.cfm>.
- ———, 2007. « Civic Education Research Database » [Base de données de recherche sur l'éducation civique]. <<http://civiced.idea.int>>.
- ———, 2010. « Summary » in *Participatory Democracy: Mapping Global Trends Report on Workshops Held in South Africa and Jordan* [Démocratie participative: Rapport de cartographie des tendances mondiales sur les ateliers organisés en Afrique du Sud et en Jordanie]. Août, <<http://www.idea.int/resources/analysis/upload/Participatory-Democracy-Report-Summary-October-2010.pdf>>.
- *International IDEA* et UIP, 2012. Site internet du « Quotaproject » [Projet Quotas]. <<http://www.quotaproject.org/fr/country.cfm>>.
- IYER, Jaya, 2002. « Making it Work: Pravah's Experience in Working with Young People » [Faire en sorte que ça marche : l'expérience de travail avec les jeunes de Pravah]. In Golombek 2002, p. 28-34.
- JAYAWARENE, 2011. « Focus on Rights » [Emphase sur les droits]. <<http://sundaytimes.lk/030309/columns/focus.html>>.
- JUMA, Calestus, 2011. « Why Africa needs to lower its voting age to 16 » [Pourquoi l'Afrique doit abaisser l'âge requis pour voter à 16 ans]. In *The Guardian*, 9 février, <<http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2011/feb/09/africa-youth-lower-voting-age-16>>.
- KANG, Kyung-Keun, 2002. « Educating the Youth for Political Participation and Sustainable Democracy » [Éduquer les jeunes pour la participation politique et la démocratie durable]. Institut d'éducation civique pour la démocratie de la Commission électorale nationale, république de Corée, <http://eci.nic.in/eci_main/dj/korea.pdf>.

- KARKARA, Ravi, 2011. « Essential Reader on Strengthening Meaningful and Ethical Participation of Children and Youth—Social Coherence and Human Rights » [Document de référence sur le renforcement d'une participation significative et éthique des enfants et des jeunes], ébauche pour UNICEF et *Youth Habitat*, Turquie.
- *Kartini International*, 2010. « Final Report: Evaluation of UNICEF's Programme and Work in Relation to Adolescents and the Participation of Children and Young People » [Rapport final: Évaluation du programme et du travail de l'UNICEF relatif aux adolescents et la participation des enfants et des jeunes]. Canada, 7 juillet, <http://www.unicef.org/evaluation/files/FINALREPORT_UNICEF_GlobalEval_adolescents-childparticipation-7July2010.pdf>.
- LANDSDOWN, Gerison, 2001. *Promoting Children's Participation in Democratic Decision-Making* [Promouvoir la participation des enfants dans la prise de décisions démocratique], UNICEF Innocenti Research Centre, Florence, <<http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/insight6.pdf>>.
- ———, 2010. « The realization of children's participation rights: critical reflections » [La réalisation des droits de participation des enfants: réflexions critiques]. In Percy-Smith et Thomas 2010, p. 11-24.
- LITTLE, Rick R., 2002. « Foreword » [Préface]. In Golombek 2002, p. 4-5
- MacKINNON Mary Pat, Sonia PITRE et Judy WATLING, 2007. *Lost in Translation—(Mis)understanding Youth Engagement—Synthesis Report* [Perdus dans la traduction—(in)compréhension de l'engagement des jeunes— rapport de synthèse] Rapport de recherche du CPRN, <<http://www.cprn.org>>.
- MESQUITA, Rui, 2002. « From Brazil: A Young Activist's Road to Social Action » [Du Brésil: La route d'un jeune activiste vers l'action sociale]. In Golombek 2002, p. 18-20.
- Nations Unies, 1989. *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant*. <<http://www.unicef.org/french/crc>>.
- NDI (Institut National Démocratique pour les affaires internationales), 2007a. *Engaging Young People in Politics in Conflict and Post-Conflict Settings—A Guidebook* [Engager les jeunes dans la politique dans des contextes conflictuels et post-conflictuels- Un guide]. <http://www.ndi.org/files/Engaging_Young_People_in_Politics.pdf>.
- ———, 2007b. *NDI Reports—A Review of Political Development in New Democracies* [Rapports du NDI— Examen des développements politiques dans les nouvelles démocraties]. Été, <http://www.ndi.org/files/2184_ndi_reports_summer07_082407.pdf>.
- ———, 2008. « MENA: Training Future Political Leaders at the Young Women Leaders Academy » [Moyen Orient et Afrique du Nord : Formation des futurs leaders politiques à l'académie des jeunes femmes leaders]. <<http://www.ndi.org/node/15106>>.
- ———, 2010. Confiance, compétences, réseautage : un guide destiné à toute jeune femme souhaitant devenir leader. <<http://www.ndi.org/files/Confidence,%20Capacity,%20Connections%20%28FRE%29.PDF>>.
- ———, 2011a. « Hong Kong ». <<http://www.ndi.org/hong-kong>>.
- ———, 2011b. « Jordan » [Jordanie]. <<http://www.ndi.org/jordan>>.
- ———, 2011c. « Gravir les Échelons : Guide du leadership et de l'engagement dans un parti politique destiné aux jeunes femmes du Burkina Faso ». <<http://www.ndi.org/files/Gravir-Les-Echelons-BF-FR-0811.pdf>>.
- NGAMPIBOOLWET, Worawut, 2002. « Pan's story » [L'histoire de Pan]. In Golombek 2002, p. 21-24.
- *Oxford University Press*, 2011. « Comparative Politics 2e – Definitions of political participation » [Politique comparative 2e – Définitions de la participation politique]. <<http://www.oup.com/uk/orc/bin/9780199574971/01student/additional/ch18/01>>.
- PERCY-SMITH, Barry et Nigel THOMAS (éd.), 2010. *A Handbook of Children and Young People's Participation— Perspectives from Theory and Practice* [Un guide de la participation des enfants et des jeunes — Perspectives théoriques et pratiques]. *Routledge*, Groupe Taylor et Francis. <<http://www.fairplayforchildren.org/pdf/1289572182.pdf>>.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), 2002. « Engagement civique », Bureau de l'évaluation du PNUD, Notions Essentielles n°8, <<http://www.undp.mn/publications/essentials/document/French/FrEssentialsNo8.pdf>>.

- ———, 2006a. « A Handbook on Working with Political Parties » [Manuel sur le travail avec les partis politiques]. Groupe de la gouvernance démocratique, Bureau des politiques de développement du PNUD, <<http://www.undp.org/content/dam/aplaws/publication/en/publications/democratic-governance/dg-publications-for-website/a-handbook-on-working-with-political-parties/A%20handbook%20on%20working%20with%20political%20parties.pdf>>.
- ———, 2006b. « Youth and Violent Conflict—Society and Development in Crisis ? » [Les jeunes et les conflits violents, la société et le développement en crise ?]. PNUD Bureau de la prévention des crises et du relèvement, <<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/810B078967D17D1AC12571920052088C-UNDP%20youth.pdf>>.
- ———, 2008. « Le développement des capacités : Note de Pratique », <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/capacity-development/french/PN%20Capacity%20Development_FR_final.pdf>.
- ———, 2009a. *Electoral Assistance Implementation Guide* [Guide de mise en œuvre de l'assistance électorale]. <<http://www.undp.org/content/dam/aplaws/publication/en/publications/democratic-governance/dg-publications-for-website/undp-electoral-assistance-implementation-guide/UNDP-Electoral-Assistance-Implementation-Guide.pdf>>.
- ———, 2009b. « Parliamentary Development—UNDP Strategy Note » [Développement parlementaire : Note stratégique du PNUD]. <http://www.undp.org/content/dam/aplaws/publication/en/publications/democratic-governance/dg-publications-for-website/parliamentary-development-strategy-note-/PD_Strategy_Note.pdf>.
- ———, 2010. « A Guide to UNDP Democratic Governance Practice » [Un guide des pratiques du PNUD en matière de Gouvernance Démocratique], Bureau des politiques de développement du PNUD, Groupe de la gouvernance démocratique, Centre pour la gouvernance d'Oslo. <http://www.undp.org/content/dam/aplaws/publication/en/publications/democratic-governance/dg-publications-for-website/a-guide-to-undp-democratic-governance-practice-/DG_FinalMaster2-small.pdf>.
- PNUD, Bureau régional pour les Etats Arabes, 2002. *Rapport arabe sur le développement humain 2002*. <<http://www.arab-hdr.org/publications/other/ahdr/ahdr2002f.pdf>>.
- ———, 2011a. « Strategy of Response to Transformative Change Championed by Youth in the Arab Region » [Stratégie de réponse à la transformation engagée par la jeunesse dans la région arabe]. <<http://arabstates.undp.org/subpage.php?spid=37&sscid=149>>.
- ———, 2011b. « Youth » [Jeunesse], <<http://arabstates.undp.org/subpage.php?spid=12>>.
- PNUD Cambodge, 2011. « Multimedia Youth Civic Education Campaign 2011-2013—Concept Note » [Campagne multimédia d'éducation civique pour les jeunes 2011-2013— Note conceptuelle], septembre.
- PNUD Egypte, 2010. *Egypt Human Development Report 2010: Youth in Egypt: Building our Future* [Rapport sur le développement humain en Egypte 2010 : Jeunesse en Egypte : Construire notre futur]. <<http://www.undp.org/Portals/0/NHDR%202010%20english.pdf>>.
- PNUD Soudan, 2011. « Handbook for Women Candidates » [Manuel pour femmes candidates]. <http://iknowpolitics.org/sites/default/files/undp_women_booklet_eng.pdf>.
- PNUD et NDI, 2011. « Empowering Women for Stronger Political Parties—A Good Practices Guide to Promote Women's Political Participation » [Promouvoir le rôle des femmes pour renforcer les partis politiques—Guide des bonnes pratiques pour encourager la participation politique des femmes]. <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/gender/gender%20and%20governance/French_PolitParties_full_Web.pdf> (version courte en français).
- *Population Reference Bureau*, 2007. *Youth in the Middle East and North Africa: demographic opportunity or challenge?* [Les jeunes au Moyen Orient et en Afrique du Nord : opportunité ou défi démographique ?]. <<http://www.prb.org/pdf07/youthinmena.pdf>>.
- *Pravah and Innovations in Civic Participations*, 2009. « Nurturing Youth Active Citizenship in India—Report on a Stakeholder Consultation » [Nourrir une citoyenneté active des jeunes en Inde—Rapport sur une consultation des acteurs], New Delhi, 3-4 mars. <<http://www.pravah.org/content/files/Consultation%20Report%20FINAL.pdf>>.
- *Project on Middle East Democracy*, 2011. *A Guide to the Tunisian Elections* [Un guide pour les élections tunisiennes]. <<http://themoornextdoor.files.wordpress.com/2011/10/pomed-tunisian-election-guide-2011.pdf>>.

- *Protestant Academy Bad Boll and GTZ*, 2000. « Youth between political participation, exclusion and instrumentalisation » [Jeunesse entre participation politique, exclusion et instrumentalisation]. Séries de publication, Domaine thématique « Jeunesse », n° 15, *Eschborn*, mai. <<http://www2.gtz.de/dokumente/bib/00-0878.pdf>>.
- *QuotaProject*, 2011. Base de données mondiale sur les quotas de femmes, *International IDEA*, UIP, et Université Stockholm, <<http://www.quotaproject.org/fr/country.cfm>>.
- RAJEPAKSE, Ruana, 2011. « Local Government Elections: Quotas for Women and Youth? » [Elections locales : des quotas pour les femmes et les jeunes ?]. The Island online, 1er octobre, <http://www.island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=15410>.
- Réseau inter-agences des Nations Unies pour le développement des jeunes, 2011, « Joint Statement of the UN Inter-Agency Network on Youth » [Déclaration conjointe du réseau inter-agences des Nations Unies pour la jeunesse]. <<http://social.un.org/youthyear/docs/JointStatementInteragency.pdf>>.
- RULE, Wilma, 1994. « Women's Underrepresentation and Electoral Systems » [La sous-représentation des femmes et les systèmes électoraux]. In *PS: Political Science and Politics*, 27(4), p. 689-692.
- *Save the Children*, 2005. 'DIY Guide to improving your community—Getting children and young people involved' [Guide 'faites-le vous-même' pour améliorer votre communauté — Faire participer les enfants et les jeunes]. <http://www.savethechildren.org.uk/sites/default/files/docs/diy-toolkit_1.pdf>.
- SHAH, Nishant et Fieke JANSEN (éd.), 2011. *Digital Alternatives—with a cause?* [Alternatives numériques – pour une cause ?] Centre for Internet and Society (Inde), Hivos Knowledge Programme (Pays-Bas). <<http://cis-india.org/digital-natives/blog/dnbook>>.
- SHARMA, Bhavna, 2009. « Voice, Accountability and Civic Engagement—A Conceptual Overview » [Voix, responsabilisation et engagement civique — vue d'ensemble conceptuelle], *Discussion Paper 14*, PNUD, Centre pour la gouvernance d'Oslo. <http://www.undp.org/content/dam/undp/documents/partners/civil_society/publications/Voice_Accountability_and_Civic_Engagement_2008.pdf>.
- TAYO, Oliver, 2002. « An Adult's Dilemma on Youth Participation » [Dilemme d'un adulte sur la participation des jeunes]. In Golombek 2002, p. 14-15.
- TOLMAN, Joel et Karen PITTMAN, 2001. « Youth Acts, Community Impacts: Stories of Youth Engagement with Real Results » [Action des jeunes, impact communautaire : histoires d'engagement des jeunes avec des résultats réels]. *Forum for Youth Investment, The Community & Youth Development Series*, 7, <<http://www.forumfyi.org/files/Youth%20Acts%20Community%20Impacts.pdf>>.
- UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), 2010. *Resource Guide on Child and Youth Participation* [Guide de ressources sur la participation des enfants et des jeunes]. <http://www.unicef.org/adolescence/cypguide/files/Child_and_Youth_Participation_Guide%281%29.pdf>.
- ———, 2011, « SMS Campaign in Nepal » [Campagne de SMS au Népal] présentation PowerPoint. <<http://www.slideshare.net/unicefdigital/sms-in-nepal-2>>.
- UNICEF and *Innovations in Civic Participation*, 2010. *Adolescent Participation in Latin America and the Caribbean: What works, Finding their voice, Engaging adolescents in meaningful participation strategies* [Participation des adolescents en Amérique Latine et aux Caraïbes : ce qui fonctionne, trouver leur voix, engager les adolescents dans des stratégies de participation significative]. <http://www.unicef.org/lac/what_work_ingles_2.pdf>.
- UNICEF et Programme des Nations Unies sur la jeunesse, 2011. « Fact Sheet: Youth Participation » [Fiche d'information : participation des jeunes]. <<http://social.un.org/youthyear/docs/youth-participation.pdf>>.
- UNICEF et *Save the Children*, 2006. « Capacity Building Workshop on Strengthening Meaningful and Ethical Participation of Girls and Boys » [Atelier de développement des capacités pour le renforcement de la participation significative et éthique des filles et des garçons]. Katmandou, Népal, 13-17 juin, <<http://sca.savethechildren.se/upload/scs/SCA/Publications/Introductory%20capacity%20building%20workshop%20on%20meaningful%20and%20ethical%20participation.pdf>>.
- Union Africaine, 2006. *Charte africaine de la jeunesse*. <http://www.africa-union.org/root/au/Documents/Treaties/Text/African_Youth_Charter_fr.pdf>.

- Union interparlementaire (UIP), 2006. *Parlement et démocratie au vingt-et-unième siècle : guide des bonnes pratiques*. <http://www.ipu.org/PDF/publications/democracy_fr.pdf>.
- ———, 2010. « La participation des jeunes au processus démocratique ». Résolution de la 122^{ème} Assemblée, Bangkok, 1^{er} avril. <<http://www.ipu.org/conf-f/122/res-3.htm>>.
- ———, 2011. *PARLINE Base de données sur les parlements nationaux*. <<http://www.ipu.org/parline-f/parlinesearch.asp>>.
- Volontaires des Nations Unies (VNU), 2011. « Qui nous sommes ». <<http://www.unv.org/fr/qui-nous-sommes.html>>.
- WAY - World Assembly of Youth, 2009, <http://www.way.org.my/Bulletin/2009/November/12nov09-jamaica.html>
- **WHITE, Isobel, 2011.** « **Voting age** » [Age de voter], **Standard Note SN/PC/1747, Library House of Commons, United Kingdom**, <<http://www.parliament.uk/briefing-papers/SN01747.pdf>>.
- WILLIAMSON, Andy, 2009. « MPs Online—Connecting with Constituents—A study into how MPs use digital media to communicate with their constituents » [Parlementaires en ligne— Connexion avec les électeurs— une étude sur la façon dont les parlementaires utilisent les médias numériques pour communiquer avec leurs électeurs]. *Hansard Society*, <<http://www.hansardsociety.org.uk/files/folders/1688/download.aspx>>.
- WYNESS, Michael, 2001. « Children, childhood and political participation : Case studies of young people's councils » [Les enfants, l'enfance, et la participation politique : études de cas des conseils des jeunes]. In *The International Journal of Children's Rights*, 9, p. 193-212, <<http://www.childfriendlycities.org/pdf/youngcouncils.pdf>>.
- ZALESKI, Marcin, 2009. « The Youth Parliament Project » [Projet du parlement des jeunes]. Conseil européen et Association de débat international sur l'éducation, <<http://www.agora-parl.org/node/351>>.

RECOMMANDATIONS DE NAVIGATION INTERNET

- **LA BANQUE MONDIALE** (www.worldbank.org/participation/) a un site internet sur la participation et l'engagement civique, avec des liens directs vers des ressources sur les méthodes participatives.
 - **CHILD RIGHTS INFORMATION NETWORK** [Réseau d'information sur les droits de l'enfant] (<http://www.crin.org/francais/index.asp>) est un réseau d'organisations des droits de l'enfant qui travaillent à améliorer la vie des enfants.
 - **RISING VOICES** [Les voix s'élèvent] résume le potentiel des médias citoyens en ligne et explique comment les utiliser. (<http://rising.globalvoicesonline.org/blog/2008/01/16/a-introductory-guide-to-global-citizen-media/>).
 - **SALTO-JEUNESSE** regroupe des centres de ressources sur la participation des jeunes, soutenus par l'Union Européenne (www.salto-youth.net/rc/participation/).
 - **USHAHIDI** fournit des outils gratuits pour créer des cartographies en ligne d'information de source populaire (par exemple, sur la fraude électorale ou la corruption). Les gens peuvent envoyer des informations via SMS, Twitter ou sur internet. (www.crowdmap.com)
 - **LA VOIX DES JEUNES** (<http://lavoixdesjeunes.org>) est une initiative en ligne mondiale pour les jeunes, gérée par l'UNICEF qui utilise une combinaison de médias sociaux et traditionnels. Enfants et adolescents explorent, discutent et agissent sur des questions relatives au changement social et aux droits de l'homme.
 - **YOUTH ACTION FOR CHANGE** [Action des jeunes pour le changement] (www.youthactionforchange.org) est une initiative par et pour les jeunes, avec pour objectif principal d'inspirer et d'aider les jeunes à se prendre en main. Elle travaille à développer un réseau mondial de jeunes sensibilisés et autonomes, engagés pour apporter des changements positifs dans leur communauté et le monde en général.
 - **YOUTHACTIONNET16** (www.youthactionnet.org) nourrit et inspire le leadership des jeunes dans le monde entier. Il offre des ressources, des outils, des histoires inspirantes, des informations sur les possibilités de bénévolat, et un forum de discussion pour que les jeunes se connectent les uns avec les autres et trouvent du soutien et des idées pour s'impliquer dans le changement social.
 - **YOUTHMOVEMENTS.ORG** est un site internet de cartographie qui vise à relier les ONG menées par des jeunes aux niveaux local, régional et mondial.
-

NOTES

- ¹ Voir *Institute for Development Studies* 2010, entre autres.
- ² Par exemple, NDI 2007a et Union Africaine 2006.
- ³ Shah et Jansen 2011, p. 6.
- ⁴ Ngampiboolwet 2002, p. 21.
- ⁵ Benjumea 2002, p. 50.
- ⁶ PNUD, Bureau régional pour les États Arabes, 2011a, p. 21.
- ⁷ UNICEF et *Save the Children* 2006.
- ⁸ PNUD 2002, p. 106.
- ⁹ See Ellis 2007, Golombek 2002, MacKinnon et al. 2007, Kang 2002 and UNDP Cambodia 2011.
- ¹⁰ Voir Golombek 2002, entre autres.
- ¹¹ Tayo 2002, p. 14.
- ¹² Hart 1992.
- ¹³ Basé sur Hart 1992, Landsdown 2010 et Karkara 2011.
- ¹⁴ Basé sur NDI 2007, Karkara 2011, et UNICEF et *Save the Children* 2006.
- ¹⁵ PNUD 2008, p. 5.
- ¹⁶ Ibid.
- ¹⁷ Mesquita 2002, p. 20.
- ¹⁸ PNUD Égypte 2010, p. 213-218.
- ¹⁹ Cela s'applique aux chambres uniques et basses des parlements. Dans certains cas, les conditions requises pour voter pour les chambres hautes ou sénats sont différentes.
- ²⁰ UIP 2011.
- ²¹ Juma 2011.
- ²² UIP 2006, p. 13.
- ²³ UIP 2010, p. 14.
- ²⁴ IDEA et UIP 2012.
- ²⁵ Ballington 2003, et PNUD et NDI 2011.
- ²⁶ Sauf indication contraire, les données suivantes sur les quotas de jeunes sont tirées du site internet *Quotaproject* d'IDEA et de l'UIP (2011).
- ²⁷ *iKNOW Politics* 2011.
- ²⁸ *Project on Middle East Democracy* 2011.
- ²⁹ Cette liste n'est pas exhaustive. Vu les données et ressources disponibles limitées, il n'est pas possible d'aborder la qualité et l'impact de ces quotas.
- ³⁰ Ballington 2008, p. 23 et Rule 1994.
- ³¹ Ballington 2003.
- ³² Essam El-Din 2011.
- ³³ Juma 2011.
- ³⁴ Golombek 2002, p. 8.
- ³⁵ Ibid., p. 69.
- ³⁶ Par exemple, Mesquita 2002.
- ³⁷ MacKinnon et al. 2007.
- ³⁸ Forum européen de la Jeunesse 2010.
- ³⁹ Voir Handoussa 2011.
- ⁴⁰ IDEA 2007.
- ⁴¹ Golombek 2002, p. 8.
- ⁴² Hammarberg 1997.
- ⁴³ UNICEF et *Innovations in Civic Participation* 2008, p. 21.
- ⁴⁴ www.schoolcouncils.org.
- ⁴⁵ Quelques exemples de programmes de leadership : Fondation Friedrich Ebert, Kenya, formation de jeunes leaders intéressés avec des ONG locales partenaires (*Youth Agenda and 4Cs—Citizen's Coalition for Constitutional Change*) ; « Projet pour jeunes leaders » du Centre de recherche sous régional caribéen du PNUD ; Séminaires pour jeunes leaders politiques en A.R.Y.M (Ancienne république yougoslave de Macédoine), République de Moldavie, Serbie et Turquie de l'*International Republican Institute*, Europe et Eurasie ; formation des futurs leaders politiques du NDI à l'Académie des jeunes femmes leaders ; et voyages d'étude pour des jeunes irakiens et russes.
- ⁴⁶ www.salto-youth.net/rc/participation/
- ⁴⁷ UNICEF Népal 2011.
- ⁴⁸ www.mobileactive.org
- ⁴⁹ Par exemple, voir www.voicesofafricamediafoundation.org
- ⁵⁰ <http://cis-india.org/digital-natives/blog/dnbook>
- ⁵¹ Pour des détails sur les quotas dans les lois électorales, voir la partie A de ce guide sur les cadres juridiques.
- ⁵² Carter Center 2011.
- ⁵³ *Ghanaian Times*, www.modernghana.com/news/119569/1/party-youth-wings-express-worry.html.
- ⁵⁴ PNUD 2006a, p. 67.
- ⁵⁵ www.iknowpolitics.org.
- ⁵⁶ <http://emilyslist.org/>.
- ⁵⁷ IDEA 1999.
- ⁵⁸ Prava et *Innovations in Civic Participation* 2009, p. 3.
- ⁵⁹ NDI 2011b.
- ⁶⁰ Ellis 2007.
- ⁶¹ Ellis et al. 2006, p. 12.
- ⁶² Ellis et al. 2006.
- ⁶³ www.youtube.com/watch?v=nMEi9Dnn_sl&feature=context-cha
- ⁶⁴ www.equalvoice.ca/french/speaks_article_fr.cfm?id=459.
- ⁶⁵ Kang 2002.
- ⁶⁶ www.aboutmyvote.co.uk/register_to_vote/students.aspx.
- ⁶⁷ www.elections.ca/content.aspx?section=vot&dir=yth&document=index&lang=e.
- ⁶⁸ www.elections.org.za/content/Dynamic.aspx?id=569&name=For%20Voters&LeftMenuId=95&Breadcrumb=214.
- ⁶⁹ <http://mobileactive.org/tagging/election-monitor>.
- ⁷⁰ PNUD 2009b.
- ⁷¹ WAY 2009.
- ⁷² www.cocukhaklari.gov.tr/en.
- ⁷³ www.youth.gov.au/ayf/weHearYou/Pages/wehearyou.aspx
- ⁷⁴ ONU-DAES 2004.
- ⁷⁵ www.ndi.org/hong-kong.
- ⁷⁶ UIP 2010.
- ⁷⁷ www.ukyouthparliament.org.uk/4655/index.html.
- ⁷⁸ NDI 2007b.
- ⁷⁹ UIP 2010.
- ⁸⁰ Nations Unies 1989.
- ⁸¹ Assemblée générale des Nations Unies 1996.
- ⁸² Assemblée générale des Nations Unies 2002.
- ⁸³ Réseau inter-agences des Nations Unies pour le développement des jeunes 2011.
- ⁸⁴ Groupe des Nations Unies pour le développement 2010.
- ⁸⁵ Union Africaine 2006.
- ⁸⁶ UIP 2010.



*Au service
des peuples
et des nations*

Programme des Nations Unies pour le développement
One United Nations Plaza
New York, NY 10017

www.undp.org

Janvier 2013